

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

¹⁰ *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

²⁰ *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

³⁰ *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

⁴⁰ *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

⁵⁰ *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye, Mme Camille Drevet, Augustin Hammon Maurice Juncker (France); Bedri Pëjari, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hoddann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker, Johannes Becher, Kurt Kläber, Dr. Magnus Hirschfeld, August Bleier, Dr. Johannes Werthauer, Dr. Richard Schmincke (Allemagne); Independent Labour Party: James Maxton prés., A. Brockway secr.; Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Tigrane Zaven, Arakel Babakhanian (Léon), Paros Terlémezian (Arménie); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff, G. Bakaloff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua, Mario Pistocchi, Robert Marvasi, Luigi Campolonghi, Mario Bergamo (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); M. Natrowski (Pologne); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel DuVillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burkinprés., Lucien Guilland secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartoček, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampf (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine, Pierre S. Koghan (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Augustin Habaru

Né en 1898 à Arlon (Belgique). A fait des études en sciences économiques et sociales à l'Université de Bruxelles. A publié, en 1920, un volume de poèmes. Depuis lors, collabore



par des articles de critique littéraire, d'inspiration marxiste, à de nombreuses publications de France, Belgique, Allemagne, Etats-Unis, Ukraine et Russie. A traduit en français le roman «L'Ouvrier» de l'écrivain flamand Stijn Streuvels, qui obtint l'an dernier le prix triennal de Littérature Flamande. Actuellement rédacteur en chef du «Monde».

La situation actuelle dans les Balkans est, autant que la situation de 1914, une menace pour la paix du monde. Aussi, tout intellectuel, tout homme qui veut le maintien de la paix, doit-il aspirer à une solution ethniquement et économiquement équitable de la question des minorités balkaniques. Cha-

que jour nous apporte des informations sur des conflits et des crimes nouveaux dans l'un ou l'autre pays balkanique: c'est la preuve que la solution actuelle est injuste, et que les droits des minorités ne sont pas respectés.

L'idée de réaliser une Fédération des Etats Balkaniques est sans conteste la seule solution qui puisse donner satisfaction aux peuples des territoires actuellement dépecés et réaliser un équilibre réel dans les Balkans. Mais il est bien évident

que les gouvernants actuels n'accepteront jamais cette Fédération et que le régime social d'aujourd'hui est incompatible avec cette solution.

Augustin Habaru

Ibrahim

Etudes à l'Ecole Militaire de Constantinople. De 1900 à 1908, officier dans différentes formations militaires en Macédoine, surtout à Monastir. En janvier 1908, blessé à la main droite à Monastir, district de



Kirchova, durant un service révolutionnaire pour lequel il était chargé par le Comité. Après la proclamation de la Constitution Turque, chargé de la garde du sultan détrôné, à Salonique et à Constantinople. Il participa à la guerre balkanique à Gallipoli. Pendant la guerre générale, chef et en même temps inspecteur général des bandes turques à Strandja. Au commencement de la guerre de l'indépendance turque en Anatolie, chef des troupes irrégulières. Après l'armistice, il donne sa démission d'officier (colonel) et, élu député de Bilédjik, il entre dans la Grande Assemblée Nationale de Turquie, à laquelle il appartient depuis six ans.

Ibrahim travaille énergiquement au relèvement industriel de son pays.

Comme il est évident que la solution actuelle de la question macédonienne n'est pas conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix, je ne peux répondre à votre première question autrement que par un simple: «non, la question de Macédoine n'est pas du tout réglée!»

Quant à votre seconde question au sujet des droits des minorités ethniques, il est évident que ces droits, surtout ceux des Turcs, ne sont pas suffisamment respectés ni garantis.

Pour répondre à votre troisième question concernant le moyen qui permettrait de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats Balkaniques les uns contre les autres, je dois vous dire que, tant que les systèmes administratifs des gouvernements actuels balkaniques ne seront pas changés, il ne sera point possible de faire cesser les oppressions des minorités et par conséquent les rivalités entre les Etats Balkaniques.

Je réponds à votre quatrième question en disant que, excepté par la Turquie, j'ai la conviction que par les gouvernants actuels des Balkans la réalisation d'une Fédération Balkanique n'est pas possible.

Vous demandez dans votre cinquième question ce que je pense, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont à mon avis les conditions dans lesquelles elle

pourra se réaliser. D'après mon opinion, il faut tout d'abord que les gouvernants actuels des Etats Balkaniques soient à même de prévoir l'avenir des Balkans, autrement il faudra faire venir au pouvoir des gouvernements qui peuvent prévoir cet avenir. La réalisation de ce fait serait en même temps la réalisation prochaine de la Fédération Balkanique. La première démarche à entreprendre alors serait l'abolition des frontières militaires, et ensuite l'union des administrations militaires et des politiques extérieures.

Je peux même dire catégoriquement que le jour où l'idée de la Fédération Balkanique serait acceptée par tous les Etats Balkaniques comme une nécessité absolue, le gouvernement turc ne manquera pas de prendre volontiers part à la réalisation de cette idée. Moi-même je travaillerai pour ce but de toutes mes forces.

Car ce but est en même temps un but humanitaire. Humanitaire, parce que la création de la Fédération Balkanique garantirait à tous les peuples balkaniques une situation équivalente à celles des peuples les plus heureux du monde. Elle garantirait aux peuples balkaniques un grand développement économique et un progrès rapide dans toutes les branches de la vie sociale.

Ibrahim

Député de Bilédjik

à la Grande Assemblée Nationale de Turquie

L'Europe progressive contre l'ORIM fasciste et contre le gouvernement militaire bulgare

Pour la libération de la Macédoine — Pour la paix dans les Balkans —

Pour une enquête internationale dans les trois zones de la Macédoine

L'action internationale entreprise pour protester contre les massacres perpétrés en Macédoine sous joug bulgare par les bandes de l'ORIM fasciste, et contre l'affreux sort du peuple macédonien déchiqueté par les traités entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce, ainsi que pour exiger une enquête *internationale et impartiale* dans les trois parties de la Macédoine afin de préparer le règlement de la question macédonienne — cette noble oeuvre due à l'initiative des intellectuels les plus éminents de France, prend une ampleur de plus en plus grandiose. Les personnalités les plus marquantes du monde scientifique, politique, littéraire de l'Europe toute entière viennent de partout rehausser de leurs signatures l'importance de cette protestation unanime de la civilisation européenne. Dans le numéro précédent de notre journal, nous avons publié le document de protestation signé par plus de cent intellectuels français et italiens de célébrité mondiale, dont *Victor Marguerite, Léon Bazalgette, Habaru, Léon Werth, Charles Brun, Champsaud, J. Zyromski, Victor Basch, Marcel Cachin, P. Vaillant-Couturier, Jean Longuet, M. Délepine, Emile Kahn, Bernard Lecache, Paul Louis, Félicien Challaye, Ferdinand Corcos, Bracke, Aimé Méric, Maurice Junker, Georges Pioch, F. Turati, C. Treves, N. Baldini, L. Campolonghi, E. Chiesa, M. Pistocchi, Bouozzi, Mmes Drevet, Duchêne, A. Balabanova, etc. etc.* Nous publions aujourd'hui ce document avec une deuxième série de plus de 200 nouvelles signatures des représentants les plus éminents de l'opinion publique progressive de l'Europe.

Et l'action continue. C'est la force du droit qui se dresse contre l'iniquité, contre la tyrannie, contre le crime.

Ce splendide mouvement de protestation internationale unanime contre les souffrances des Macédoniens et pour leur libération est en même temps un grave avertissement à l'adresse de la tyrannie en Yougoslavie qui, après y avoir été exercée depuis des années sous le masque hypocrite d'un pseudo-parlementarisme, vient d'être officiellement proclamée par Alexandre Karaguéorguévitch. L'Europe démocratique progressive n'assistera plus en simple spectatrice, les bras croisés, aux barbares forfaits qui ensanglantent tous les pays balkaniques.

L'enquête internationale de la *Fédération Balkanique* sur les solutions des problèmes balkaniques, enquête à laquelle ont participé les plus hautes sommités scientifiques, littéraires et politiques de l'Europe toute entière avait constitué *l'étude* de la question macédonienne en particulier et de la question balkanique en général. La présente protestation générale du monde culturel européen et sa demande d'instituer une Commission d'Enquête Internationale dans les trois parties de la Macédoine, est une *première mesure précise* vers la solution de la question macédonienne, partant aussi vers celle de la question balkanique. Le monde culturel européen prend ainsi en propres mains de faire mettre une fin au sort tragique du peuple macédonien et des autres peuples balkaniques. Ce fait est pour les peuples balkaniques luttant pour leur affranchissement, d'un encouragement inestimable.

La Rédaction

Pour la Paix des Balkans

Les soussignés considèrent de leur devoir d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les horribles événements qui se produisent actuellement sur le territoire bulgare entre les fractions macédoniennes.

Ces assassinats et massacres ont pour cause immédiate le meurtre commis, le 7 juillet dernier, sur la personne du général Protoguéroff par ordre de son rival Ivan Mikhaïloff. Depuis lors, protoguérovistas et mikhaïlovistes s'entretuent à Sofia et dans la zone bulgare de la Macédoine. Il y a près d'un millier de victimes.

Mais le meurtre du général Protoguéroff n'a fait que suivre une longue série d'assassinats, d'attentats, d'attaques par bandes armées, dont est responsable l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (ORIM) depuis que cette société, dirigée jadis par un idéal de libération, est tombée entre les mains des annexionnistes bulgares réactionnaires et fascistes.

Les comitatdjis qui se tuent entre eux aujourd'hui ont participé à toutes les atrocités de la Terreur Blanche en Bulgarie, qui a fait de 1923 à 1928 plus de 25.000 victimes.

Avant les luttes intestines actuelles, ils ont amoncelé les cadavres des Bulgares et des Macédoniens antifascistes de tous les partis.

Ils ont pour complices les gouvernants bulgares, auteurs du Coup d'Etat. L'une des deux fractions en lutte aujourd'hui tient pour M. Liaptcheff, le général Volkoff et le roi, l'autre est au service de M. Tsankoff et du général Rousseff. Les deux fractions se battent pour les deux clans du fascisme bulgare.

Il est donc périlleux d'aller demander à M. Liaptcheff de mettre un terme aux agissements des comitadjis.

Le peuple bulgare, et le peuple macédonien que les traités ont partagé entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce, sont les victimes de cette situation.

L'opinion internationale doit leur venir en aide, d'autant plus que les troubles bulgares-macédoniens constituent un danger permanent de guerre balkanique et mondiale.

C'est pourquoi les soussignés, en protestant contre les abominations commises par les Macédoniens fascistes, affirment que seules des solutions de justice et de liberté pourront régler la question macédonienne, et demandent qu'une enquête internationale, organisée avec toutes les garanties d'impartialité nécessaire, soit effectué dans les trois zones de la Macédoine pour préparer ces solutions indispensables à la pacification des Balkans.

(Suite) *Association générale des victimes de la guerre et du travail*: Dr. Kretschmar; Dr. Ernst Aron, avocat et notaire; Dr. Fritz Ausländer, membre du Landtag prussien, Berlin; Mme Anita Augspurg, Munich, pacifiste bien connue; Dr. Alexander, membre du Reichstag, Berlin; Dr. Alfred Berg, conseiller à la Cour, Berlin; Max Barth, écrivain, Berlin; Erwin Berger, écrivain, Berlin; Karl Bulke, écrivain, Berlin; Siegfried Berggrün, écrivain, Berlin; Mme Liese Bertram, écrivain, Berlin; Dr. Bockmühle, recteur, Barmen; Mme Grete Bockmühle, écrivain; Hans Becher, écrivain; Jul. Borchardt, écrivain, Berlin; Martin Barkowski, ancien maire, Königsberg; Dr. Karl Friedrich Bahmann, médecin; Dr. Arthur Brandt, avocat, Berlin; Mme Else Braunfeld, institutrice d'arts et métiers, Essen; Direction générale de l'Association des étudiants pacifistes d'Allemagne, Berlin; Eduard Bernstein, écrivain, Berlin; Gertrud Baer, Ligue Internationale des femmes pour la paix et la liberté (Section allemande); Dr. G. Cohen, conseiller de justice, Berlin; Dr. Hans Cohn, avocat, Berlin; Dr. Ernst Cohn, médecin, Berlin; L. Codello, écrivain, Berlin; Dr. Gaspary, dramaturge, Berlin; Georg Davidsohn, écrivain, Berlin; Kurt Davidsohn, Berlin; Wilhelm Düwll, rédacteur, Berlin; Adolf Deter, Berlin; Dr. Deri, historien d'Art, Berlin; Berthold von Deimling, général en disp.; Thomas Martin Elster; Professeur Albert Einstein, Berlin-Schöneberg; Professeur Dr. Ebner, Berlin-Schöneberg; Paul Elsner; Walli Engel, Berlin-Schöneberg; Alfred Eichholz; Lina Eichholz; Dr. Johanna Ebner, Berlin-Schöneberg; Mme Gertrud Eysold, actrice, Berlin; Walter Friedländer, conseiller municipal de Berlin; Dr. Ewald Fabian, secrétaire de l'Association des médecins socialistes, Berlin; Dr. Franke, pasteur à l'église de la Ste-Croix; Leonhard Frank, écrivain, Berlin; Dr. A. Freymut, ancien président du sénat, Berlin; Dr. Léon Feuchtwanger, écrivain, Berlin; Dr. Freitag, avocat; Hans Fleischner, rédacteur, Breslau; Albert Florath, acteur au Théâtre de l'Etat, Berlin; Mme Maria Fuhrmann, professeur de gymnastique, Essen; Dr. Freund, chef de Département ministériel, Dresde; Dr. Leo Friedländer, conseiller général de Berlin; Professeur Dr. Fries, Berlin; Hans Friedländer, Berlin; Kurt Friedländer, Berlin; Emma Friedländer, Berlin; Emil Friedländer, Berlin; Max Goldberg, Berlin; Professeur Hans Goldberg, Berlin; Goldstein, Berlin; Dr. Goldstein, conseiller de justice, Berlin; Hans Gathmann, rédacteur, Berlin; Dr. Hans Gerson, avocat, Berlin; Mme Dr. Emma Gerson, Berlin; Hugo Gersterhauer, Berlin; Moritz Goldmann, avocat, Berlin; Henri Guilbeaux, écrivain, Berlin; Otto Griebel, artiste, Dresde; Professeur Alfons Goldschmidt, Berlin; Professeur Grote, Berlin; Johannes Gaulke, écrivain, Berlin; Dr. Kurt Glaser, médecin, Berlin; Hans Glaser, écrivain, Berlin; Hans Glaser, étudiant en médecine, Berlin; Siegfried Glaser, Berlin; Paula Glaser, Berlin; Professeur Eugen Glaser, Berlin; Mme Hanna Glaser, Berlin; Mme Vtia Heller, écrivain; Arthur Holitscher, écrivain, Berlin; Claus Hermann, écrivain, Berlin; Hugo Herrmann, écrivain, Berlin; Herwarth Walden, publiciste, Berlin; Dr. Max Hodann, médecin des hôpitaux, Berlin; Erich Huth, Weimar; Dr. Holbach, Berlin; Dr. M. Holl, Francfort sur le Mein; Hans Holl, Berlin; Dr. Ludwig Hecht, conseiller de justice, Berlin; Max Heritti, Berlin; Dr. Rolf Helm, avocat, Dresde; Dr. Arthur Finkelstein, Berlin; Dr. Bl. Heilbrunn, médecin, Fürth en B.; Dr. Hans Halpert, Berlin; Hans Hemmer, Berlin; Dr. Th. Heyd, ingénieur, Darmstadt; Heinz Herbers, Hagen en W.; Willi Haas, Berlin; Dr. Lydia Gustava Heymann, Berlin; Dr. Heymann, avocat, Berlin; Dr. Herzfeld, avocat et notaire, Berlin; Dr. Fritz Herzfeld, médecin, Berlin; Dr. Josef Hoffmann, architecte, Vienne; Karl Hoffmann, Berlin; Dr. Kurt Hiller, écrivain, Berlin; Hans Hiller, Berlin; Siegfried Jacob, Berlin; Kurt Jacob, Berlin; Siegfried Jacoby, Berlin; Kurt Jacoby, Berlin; Dr. Hans Jacoby, Berlin; Ernst Jungstand, instituteur, Berlin; Eric Johansohn, écrivain, Dresde; Paula Jacobsohn, Berlin; Dr. A. Jacobi, membre de Conseil scolaire, Essen; Mme Flora Jacobi, Essen; Lise Jakob, professeur de gymnastique, Essen; Dr. Ernst Ising, Mme Tekla Ising; Dr. Arnold Kurzig, avocat, Berlin; Dr. Siegfried Kaverau, directeur du Conseil scolaire; Dr. L. Keith, instituteur, Berlin; Freiherr von König, Berlin; Adolf Keiker, Weimar; Hildegard Kunscheil; Dr. Leo Kempner, conseiller de justice, Berlin; Dr. Kötzke, pasteur, Prösen; B. Kampfmeier, écrivain; Dr. C. Koeppele, avocat, Bayreuth; František Krejčí, professeur à l'Université de Prague; Mme Dr. Helene Stöcker, écrivain, Berlin; Dr. Kurt Kersten, écrivain, Berlin; Dr. Friedrich Kayser, membre du Conseil scolaire; Mme Hedwig Konitzkny, Breslau; Mme Augusta Kirchoff, Brême; Anton Kattenheuser, Fürth; Joachim Kurath; Comité Viennois contre la Terreur Blanche dans les Balkans; Albert Lenges; Georg Ledebour, écrivain, Berlin; Dr. Max Lichtenstein, avocat et notaire; Wilhelm Lauer; Paula Lucas, Weimar; Margot Lucas, Weimar; Franz Lehnhoff, écrivain, Berlin; Professeur Hans Levy, Berlin; Professeur Heinrich Löwe; Dr. W. Lange, directeur d'Editions, Berlin; Ernst Lange, écrivain; Dr. Karl Levi, Düsseldorf; Mme M. Lechner; Wilhelm Lamarsus; Berthold Levi, étudiant en philosophie, Essen; Dr. Leonhardt, écrivain, Berlin; Dr. Hans Lamouche, Berlin; Prof. M. Maier, antiquaire d'art, Berlin; Hans Münnich; Dr. Marlinger; Professeur Meier Grüfe, Berlin; Professeur Hermann Mehner; Mme Mehner; Professeur Dr. August Mann, Giessen; Mme Lu Märten, écrivain, Berlin; K. H. Martin; L. M. Mathias; Prof. Dr. Menke, ingénieur; Dr. Meier Hefe; Dr. Julian Marcuse, Munich; Dr. Friedrich Masse; Hermann Mager; Hans Markwald, Francfort sur le Mein; Erna Marcuse, Berlin; Hans Marcuse, Berlin; Dr. Fritz Marcuse, médecin, Berlin; Victor Noac, écrivain; Omer Nishani, écrivain; Professeur Nehring; Professeur Paul Oesterreich, Berlin; Kurt Offenburger; Fritz Oerter, Fürth; Adolf Otto, écrivain, Berlin; Rudolf Pröll, avocat et notaire; Erwin Piscator, régisseur, Berlin; Dr. Rudolf Penzig; Erich Pöppel, instituteur; Wilhelm Peper; Gerhardt Pohl, écrivain, Berlin; Otto Nuschke, rédacteur en chef, Berlin; Otto Piper, Göttingen; Dr. W. Peters, Karlshorst; Franz Pfemfert, écrivain, Berlin; Karl von Ossietzky, écrivain, Berlin; Union générale paysanne d'Allemagne, Siège principal de Berlin; W. Riese; Dr. Martin Riese; Dr. Martha Riese; Max Reinheimer; Mme Herta Riel; Otto Rodenbach, Barmen; Dr. Arthur Ernst Ruthra; Dr. Felix Roonheim, médecin; Nilo Rost, écrivain. (à suivre)

La Quinzaine Internationale

La dictature des Karaguéorguévitch

Il n'en a rien coûté à Alexandre I^{er} Karaguéorguévitch pour accomplir son coup de force. Il demeurerait dans la tradition de sa famille, qui n'exclut ni l'assassinat comme moyen de parvenir au trône, ni le recours à la violence pour le conserver. Les grandes puissances ont passé outre, autrefois, aux circonstances qui portèrent Pierre I^{er} au

pouvoir; comment se seraient-elles montrées sévères pour le pronunciamiento que le général Jivkovitch a opéré par ordre de son maître couronné? Il y a tant de fascismes proclamés ou dissimulés dans cette Europe qui, jadis, glorifiait quasi-unanimement le parlementarisme et la démocratie!

D'un seul geste, Alexandre I^{er} a dépassé tous ses

émules. D'abord, c'est un roi qui agit pour lui-même et qui ne subit pas l'activité supérieure d'un maire du palais: un Mussolini ou un Primo de Rivera. Ensuite, il n'a pas procédé par échelons. Un coup d'Etat, à ses yeux, est un coup d'Etat. Il doit être intégral et ne rien laisser à l'avenir.

Plus de Constitution, en dépit des serments solennels (mais quand donc un monarque a-t-il été lié par sa parole?); plus de Chambre, plus de Conseils provinciaux et communaux; plus de presse, sinon asservie; plus de réunions, plus de partis; par contre, un tribunal spécial qui fera la chasse, comme en Italie, aux ennemis du régime et qui, pour le moindre mouvement, les condamnera à mort... Alexandre est plus absolu que Philippe II ou que Louis XIV. La dictature lui est apparue comme le seul moyen de sauver l'unité du royaume, en d'autres termes, de dompter les minorités nationales.

Mussolini a organisé sa terreur pour briser l'effort prolétarien devenu menaçant, Alexandre Karaguéorguévitch a organisé la sienne pour refouler le fédéralisme qui l'inquiétait. Il n'a pas réussi depuis 4 ans à négocier un *modus vivendi* avec les Croates qui protestaient contre le centralisme serbe; il va leur opposer des mitrailleuses, des baïonnettes. Alors que les Croates, les Monténégrins, les Slovènes, les Macédoniens revendiquent la liberté et l'égalité, il leur offre la loi martiale. C'est une singulière politique que celle qui méconnaît les exigences du temps et qui croit mater les peuples par le fer et par le feu. D'autres que le roi de Yougoslavie s'y sont brisés. A son tour, il devra confesser son impuissance; son trône est à la merci d'un incident.

Mais en bataillant contre le fédéralisme, qui est la pensée suprême de 4 (sur 5) des facteurs ethniques de l'Etat Serbo-Croato-Slovène, il combat tout le fédéralisme Balkanique, la doctrine qui viserait à réunir en un faisceau de 40 millions d'âmes toutes les nationalités des Balkans. Or, cette doctrine, chère déjà à des milliers et à des milliers de paysans et d'ouvriers, prendra d'autant plus de consistance et de vigueur qu'elle sera plus pourchassée. Elle est désormais au premier plan en Yougoslavie et par suite dans toute la Péninsule. C'est un aperçu qui, croyons-nous, a échappé à la presse internationale et qu'il convient de souligner.

Mussolini et les Balkans

La presse italienne a suivi, avec plus d'attention que les journaux d'autres pays, les événements de Belgrade et de Zagreb. On le conçoit aisément. Si Alexandre I^{er}, par son coup de force, aboutissait à hâter la dislocation de son royaume, qui s'en réjouirait, sinon le Duce? Celui-ci, sans efforts, réaliserait alors l'idée essentielle de sa politique: détruire la puissance qui, sur l'autre rive de l'Adriatique, pouvait faire échec à l'Italie. Que la Croatie se détache de la Serbie, le cabinet de Rome considérera ce schisme comme une grande victoire pour lui. Au contraire, une fédération yougoslave qui précéderait une fédération générale balkanique, à laquelle elle servirait d'exemple, serait pour lui un sujet d'appréhension et peut-être d'épouvante.

Il déploie à cette heure une activité énorme pour asseoir son autorité dans le Levant et entre l'Adriatique, l'Egée et la mer Noire. Le moment lui paraît choisi. On s'explique par là les négociations que le sous-secrétaire d'Etat Grandi vient de mener à Angora et à Athènes, celles qu'il va entamer avec le général Volkoff, l'ancien ministre de la guerre bulgare, devenu agent diplomatique auprès du Quirinal. Ces pourparlers en complément d'autres, qui ont été engagés à des dates plus ou moins anciennes à Bucarest, à Sofia et à Tirana. Alexandre I^{er} a assuré un facile succès à Mussolini. Ce qu'on doit redouter, c'est que, dominé par la Main Blanche, autrement dit par l'expansionnisme panserbe, il ne cherche à s'adjuger une revanche. Le contact des deux dictatures de Rome et de Belgrade peut réserver de tragiques surprises.

Le pacte Kellogg et l'initiative russe

Le pacte Kellogg a été ratifié par le Sénat américain le 15 janvier, et non sans peine. Pour qu'il entre en vigueur, il faut encore qu'interviennent 14 autres ratifications. Personne ne croira que la paix doive être universellement assurée quand toutes ces sanctions auront été données. D'abord, les gouvernements adhérents ont formulé leurs réserves, ou, comme l'on dit à Washington, leurs interprétations, si bien qu'ils ont sauvegardé une marge importante pour les occasions de conflits et surtout pour les possibilités d'armements. Ensuite, rien ne prouve que ces gouvernements aient l'intention de respecter leurs engagements. Le passé est plein, à cet égard, de saisissantes leçons.

Sur la base de ce pacte Kellogg, l'Union Soviétique a fait à la Pologne, sa voisine, une offre qui a eu le don d'exaspérer la presse conservatrice internationale. Elle a demandé au cabinet de Varsovie de conclure avec elle, en attendant les ratifications du grand pacte, un pacte restreint. Manoeuvre, intrigue éhontée! — se sont écriés tous les Temps et tous les Times du monde. En effet, la Pologne était prise de court: il lui fallait ou reconnaître un avantage diplomatique à l'U. R. S. S., ou étaler devant l'univers une mauvaise conscience. Ce n'est pas qu'on doive attacher aux traités plus de valeur que nous ne venons de leur en accorder. C'est que M. Zaleski se refusait à écouter une suggestion de Litvinoff. Il a fait une réponse tortueuse et embrouillée en reprochant au Commissaire du peuple adjoint de ne s'être adressé ni à la Lettonie, ni à l'Esthonie, ni à la Finlande, ni à la Roumanie. C'est la Roumanie qui le préoccupe surtout, et pour cause. Personne n'ignore que Varsovie et Bucarest ont signé des conventions politiques et militaires qui sont tournées contre les Soviets. Varsovie ne veut pas laisser Bucarest dans l'embarras.

— Qu'à cela ne tienne, a riposté Litvinoff, que le gouvernement polonais induise le gouvernement roumain à adhérer au pacte Kellogg restreint.

En réalité, les rapports polono-russes diffèrent des rapports roumano-russes qui, officiellement, ne sont pas renoués. La Roumanie compte profiter des conjonctures pour se faire reconnaître par l'U. R. S. S. la possession de la Bessarabie qu'elle a usurpée. Selon toute prévision, elle en sera pour ses frais.

La Russie peut ne pas revendiquer cette province par les armes et cependant s'élever contre son incorporation à l'Etat roumain.

La guerre civile Afghane

La guerre civile, qui se déploie dans l'Afghanistan depuis des mois, ne saurait passer pour un fait secondaire dans l'ordre international.

En réalité, il ne s'est pas agi, à l'origine, d'une simple compétition pour la couronne, mais d'une lutte entre la politique de modernisation dont Amanullah avait pris l'initiative, en imitant les méthodes de Mustapha Kémal (en Turquie), et les partis de réaction dirigés par le haut clergé. C'est ce qui éclaire toutes les péripéties actuelles auxquelles ont participé Amanullah, son frère Inayetoullah qui fut roi durant quelques heures, et le chef de tribu Batcha Sakao qui s'est proclamé padischah. Bien entendu, nous n'examinons ici cette série de vicissitudes que dans leur ensemble.

En outre, chacun se rend compte que les influences soviétiques et britanniques étaient aux prises. Amanullah avait réussi à libérer l'Afghanistan de la tutelle anglaise qui avait pesé sur lui tant d'années; une courte guerre en avait assuré l'indépendance et le roi s'était alors tourné vers Moscou. C'est ce que le cabinet conservateur Baldwin-Chamberlain ne lui avait pas pardonné. Et les agents du gouvernement anglo-indien, le colonel Lawrence en tête, avaient travaillé à fomenter l'insurrection.

Si l'on envisage, sous ce double aspect, les événements de janvier, ils perdent le caractère étroit et local que certains étaient tentés de leur attribuer.

Paul Louis

L'Italie fasciste et le coup d'Etat d'Alexandre

Le coup de force par lequel, la nuit du 5 janvier, le roi Alexandre a dissout la Chambre des Députés, supprimé la Constitution et s'est emparé de tous les pouvoirs, les renforçant d'une série de lois d'exception dites de *Défense de l'Etat*, a eu, entre autres, cet étonnant résultat d'accroître encore plus l'antagonisme franco-italien dans les Balkans. La nouvelle du coup d'Etat, tout-à-fait inattendue à Rome, y arriva comme un véritable coup de foudre. L'opinion en fut étourdie, bouleversée. Du coup, on accusa la France d'être derrière l'événement de Belgrade. On rappela, avec maintes circonstances à l'appui, le séjour du roi Alexandre à Paris, au mois d'octobre. Mais, en général, de prime abord on n'insista pas sur ce côté de la question. La joie de voir s'écrouler un autre front « démocratique » l'emporta, ainsi que l'orgueil des fascistes de servir d'exemple au monde. « Oui, partout où il y a des difficultés, on ne les résout qu'en recourant à la doctrine et aux méthodes fascistes. » Le parlementarisme — tonna dans la *Stampa* M. Andrea Torre — c'est l'impuissance; le parlementarisme est la rixe perpétuelle, l'impossibilité de gouverner, l'anarchie politique. Le roi, abolissant le Parlement et établissant le pouvoir absolu, a frappé la maladie dans ses manifestations les plus dangereuses, évitant la dislocation immédiate de l'Etat.

Cette naïve impression fut bien vite celle de l'opinion générale. Car les fascistes se réjouissent de toute affirmation dans laquelle ils croient trouver une justification, à leurs propres yeux, de leurs méthodes. Aussi la *Tribuna* ne manqua-t-elle pas de relever que la crise yougoslave était en relation directe avec la crise générale du régime parlementaire en Europe et dans le monde entier: « Partout où il y a des problèmes graves à résoudre, soit *sociaux*, comme la grève des mineurs en Angleterre, soit *financiers*, comme la stabilisation du franc, soit *historiques*, comme le différend serbo-croate, le régime parlementaire se manifeste impuissant et perturbateur ». Toutefois, la *Tribuna*, qui est l'organe le plus attiré du Palais Chigi, se refuse à confondre la « révolution fasciste » et le « coup d'Etat » de Belgrade. Il n'y a pas de comparaison à faire entre la crise d'une grande Puissance unitaire et celle d'un petit Etat composite — Le fascisme ne doit pas être confondu avec ces différents écroulements du régime parlementaire ». Cela dit, le journal romain juge avec la dernière apreté la politique française, « la plus grande, sinon l'unique responsable de la crise yougoslave ». Si la Yougoslavie a été distraite de sa crise intérieure d'Etat composite, de ses problèmes constitutionnels, pour suivre « une politique anti-italienne, anti-albanaise, anti-bulgare, une politique d'hégémonie Adriatique et Balkanique, c'est à la France qu'on le doit », et cela « pour satisfaire les desseins, autant symétriques qu'anti-historiques, de la mentalité française, préoccupée à amoindrir l'Italie par la formation d'un Etat héritier de la fonction anti-italienne de la vieille Autriche ». Et encore: « Le coup d'Etat en Yougoslavie est, après tout, la condamnation de la politique française perturbatrice de la paix européenne ».

Le mot était lancé: « Vive le coup d'Etat d'Alexandre et à bas la France qui l'a provoqué! » Car la responsabilité de la France dans l'acte de brigandage du roi Alexandre et de ses généraux de la *Main Blanche* est désormais un dogme en Italie fasciste. Les correspondants des journaux italiens à Belgrade assurent que l'état-major français, pendant le séjour du roi Alexandre à Paris, lui avait fait entendre, par la voix de Poincaré et de Briand, que la malheureuse situation intérieure de la Yougoslavie enlevait presque toute sa valeur à l'alliance militaire entre Paris et Belgrade. Rétablir l'ordre dans l'Etat Yougoslave n'était donc pas seulement dans l'intérêt de la dynastie et de l'Etat, mais aussi dans celui de l'alliance, la France ne pouvant, au cas où le conflit eût pris une tournure dangereuse, refuser d'intervenir, et encore moins si le conflit intérieur avait provoqué des complications dans les Balkans.

Un correspondant du *Corriere della Sera* à Belgrade prétend savoir que le roi Alexandre aurait été prié, à Paris, de publier un mémoire sur la situation en Croatie. Le roi avait décidé le coup de force pour le 17 décembre, jour anniversaire de sa naissance, mais les événements du 1er décembre à Zagreb empêchèrent le voyage du roi, qui dut attendre trois semaines. Le *Corriere* ajoute que le chef du parti paysan croate, Matchek, ayant parfaitement compris ce qui allait se produire, dans le but de conjurer un vrai coup d'Etat aurait, lors de sa seconde audience, proposé au souverain de simplement suspendre et non d'abroger la Constitution et de former un Cabinet dictatorial non politique. Alors, le roi se serait persuadé qu'il ne pouvait compter ni sur les partis serbes qui, voulant la *Grande Serbie*, auraient abouti

à la scission de l'Etat, ni sur les partis croates qui demandaient la division de l'Etat en sept régions autonomes.

Tout en laissant la responsabilité de ces informations à la presse fasciste, on peut retenir que le coup d'Etat était décidé et préparé bien avant les entretiens de Matchek avec le roi, comme le prouve le fait que le jour même de la seconde audience de Matchek — le 5, à 23 heures — le cabinet était formé, les ministres prêtaient serment et les lois de répression étaient promulguées sans délai.

Tout en continuant à tirer de l'événement des arguments contre la démocratie et le régime parlementaire, on se demandait à Rome à qui le coup d'Etat allait finalement profiter. La plus grande perplexité régnait dans les cercles politiques. Si la main de la France était dans l'affaire, le résultat n'en serait-il pas un renforcement de l'Etat unitaire Yougoslave? Cela ne fait nullement le compte de l'Italie fasciste. A ce point de vue, l'exploit du roi Alexandre ne tarda pas à causer les plus vives préoccupations succédant à l'enthousiasme fasciste de la première heure pour la nouvelle défaite du régime démocratique parlementaire. On sait que les milieux politiques fascistes ont toujours dénoncé dans une grande Yougoslavie « une construction basée sur un panslavisme envahisseur et menaçant ». Une grande tendresse se fit jour pour les revendications du séparatisme croate. Un doux libéralisme décentralisateur toucha subitement le cœur du fascisme unitaire. Le *Giornale d'Italia*, par exemple, écrit: « Le fédéralisme, tel que Zagreb le revendique, avec une large autonomie régionale, marquerait la fin non seulement du serbisme dominateur, mais aussi de cette politique militaire panslave hégémonique poursuivie par Belgrade et protégée par la France parce que correspondant à ses desseins dans l'Europe centrale et balkanique ». Ce journal ajoute que le triomphe du séparatisme croate diminuerait immédiatement le budget de la guerre et la puissance de l'armée yougoslave. Il souligne que les Croates et les Slovènes ne sont pas animés d'un grand esprit militaire et ne soutiennent aucun programme d'expansion et, de ce fait, ne peuvent être des alliés sérieux pour Belgrade dans tout le champ de la politique serbe « de grandeur, de prestige et d'ascension internationale ».

Cet article n'est pas resté unique dans la presse italienne. D'autres, nombreux, sont venus dans le même sens, et on peut en déduire que l'Italie verrait avec satisfaction la fin définitive de la Yougoslavie que remplaceraient une série de petits Etats particuliers n'ayant entre eux que des liens relâchés. Le *Temps* ne manqua pas de relever ces tendances, sans cacher son inquiétude de ce que « certains organes italiens attendaient du développement de la situation en Yougoslavie une sorte de division plus ou moins prochaine d'effritement de l'Etat yougoslave, ce qui aurait une importance considérable du point de vue de la politique de l'Italie dans les Balkans ». Mais le *Temps* est-il bien sûr qu'il n'y a rien de pareil à craindre, lorsqu'il affirme que « c'est précisément pour empêcher la dislocation du royaume des Serbes, Croates et Slovènes sous la poussée des nationalités diverses que le souverain s'est résolu à prendre toutes les responsabilités pour mettre fin à une crise que lui seul pouvait encore dénouer ».

Voilà donc les deux thèses française et italienne venant encore se heurter aux Balkans autour du coup d'Etat de Belgrade. La rivalité des deux impérialismes pour l'hégémonie balkanique se dessine de façon encore plus redoutable qu'auparavant. Y a-t-il lieu de souligner l'ironie mordante de cette étonnante chassé-croisé: la France démocratique accordant son aide à l'absolutisme; l'Italie fasciste prônant la décentralisation et les autonomies? Il est bien vrai que, du côté français, on a affirmé que le coup de force du roi Alexandre aurait d'autant plus d'efficacité que l'absolutisme du pouvoir était temporaire. Mais cet absolutisme répond trop aux tendances des cliques militaires pour laisser des illusions à cet égard. Les mesures de rigueur décrétées immédiatement contre les partis en Yougoslavie et tout particulièrement contre les masses ouvrières et paysannes, ne le prouvent que trop. M. Matchek lui-même est promptement revenu de son optimisme des premières heures.

Le coup de force de Belgrade n'est pas un commencement, mais plutôt une fin, le corollaire d'une suite d'attentats contre les droits primordiaux des populations. Le fascisme est intégral et totalitaire. A Rome, on peut en être fier. La partie deviendra serrée. La Yougoslavie, encore plus militarisée, va tâcher de rompre l'encerclement italien. L'Italie fasciste s'unit de plus en plus étroitement à la Bulgarie, à la Grèce, à la Turquie, se servant du rempart albanais. A l'heure présente, c'est la dernière lueur de liberté qui s'éteint de Zagreb à Belgrade. Bientôt ce seront les premières étincelles de l'incendie qui dévastera la Péninsule des Balkans.

Paolo Davila

La dictature „travaille“

Après les premiers ukases de la dictature suspendant tous les droits du parlementarisme et de la démocratie, le gouvernement s'est mis au travail pour transformer en action effective tous ces décrets de la dictature; et à cet effet il a tous les jours promulgué un nouveau décret. La dictature travaille sans relâche, détruit sans considération aucune tous les droits civils, humains, de tous les peuples de Yougoslavie, les réduit à l'état de simples sujets-esclaves, privés de tout droit, du dictateur tout-puissant Alexandre Karaguéorguévitch.

D'après l'Art. 3 de la loi de la Défense de l'Ordre dans l'Etat, tous les partis nationaux et religieux qui portent des dénominations raciales croates ou slovènes, sont dissouts. Les partis suivants ont été dissouts jusqu'à présent: Le Parti Paysan Croate (Raditch); le Parti Paysan Croate Fédéraliste (Trumbitch); le Parti Croate du Droit (Frank); le Parti Populaire Croate (clérical); le Parti Populaire Slovène (clérical, de Korochetz); le Parti Paysan Slovène (des Raditchiens slovènes); l'Organisation Musulmane Yougoslave, et encore toutes les organisations culturelles croates, slovènes et musulmanes, ainsi que toutes les organisations juives sionistes.

La loi de la presse coupe avec des ciseaux effilés toute remarque, tout commentaire, toute allusion à la sacro-sainteté des ukases ou des mesures du gouvernement dictatorial. Après avoir complètement jugulé la presse ouvrière indépendante et révolutionnaire, le gouvernement essaie aussi de juguler par tous les moyens toute la presse croate d'opposition. Le 24 janvier dernier, la police dictatorial, en application du § 14 de la loi modifiée de la presse, suspendit l'organe du Parti Paysan Croate, le quotidien *Narodni Val*, parce que, dans le courant de la dernière semaine, ce journal avait été trois fois confisqué. Ce § 14 stipule que le ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire la police, peut suspendre la publication d'un journal: 1. si ce journal a été confisqué trois fois dans le courant d'un mois; 2. si une mise à point des autorités n'a pas été immédiatement publiée dans le numéro suivant, et 3. si le journal en question n'a pas acquitté dans les trois jours l'amende à laquelle il aurait été condamné. Ledit § 14 stipule encore expressément que par la suspension de la publication d'un journal, la loi entend l'interdiction effective de cette publication, c'est-à-dire que ce journal ne pourra plus du tout paraître, même sous un autre nom, même si la forme extérieure du nouveau journal est tout autre que celle du journal suspendu. En vertu de cette loi modifiée de la presse, le régime peut, s'il le veut, suspendre tout journal, interdire l'apparition de toute feuille qui aurait comme collaborateur ne fût-ce même qu'un seul des collaborateurs du journal suspendu, ou si le nouveau journal essayait d'écrire sur un sujet quelconque précédemment traité par le journal suspendu.

La police dictatorial s'est jetée avec un acharnement sanguinaire sur tous les ouvriers qui étaient organisés dans les syndicats indépendants dissouts. Une sanglante expédition punitive a été lancée contre tous ceux qui sont suspectés par la police d'être des communistes. 20 ouvriers ont été arrêtés à Belgrade, 50 à Agram, 60 à Mostar. Les ouvriers arrêtés à Belgrade ont été féroceusement battus dans la prison. Puis, on n'a plus rien entendu d'eux. La police ne permet point de publier les noms des détenus ou d'écrire quoi que ce soit à leur sujet. Toute communication avec le dehors leur est interdite. Les arrestations des ouvriers continuent dans tous les districts, partout.

La dictature commence tout ouvertement à mettre en action les organisations fascistes grand'serbes et à revêtir un caractère militaire-fasciste de plus en plus prononcé. Dans la plupart des villes, surtout au sud, des bandes armées des organisations fascistes grand'serbes patrouillent dans les rues. Les tchetnizis de Peter Mrkonjitch, dont le chef suprême est ce Punicha Ratchitch qui a assassiné à coups de revolver, en pleine Skoupchtina, les députés du parti de Raditch, continuent maintenant avec une férocité redoublée leurs orgies sanglantes sur les cadavres de la population de la Macédoine et du Cossovo et étendent leur activité de bourreaux aussi sur les autres régions du pays.

Le régime de la dictature a proclamé ouvertement les principes fondamentaux de son programme, qu'il veut appliquer jusqu'au bout.

Le point principal de ce programme est l'annihilation complète de toute vie politique dans l'Etat et, par l'unification des lois, la création des conditions nécessaires pour transformer en une seule nation yougoslave tous les peuples slaves et les Albanais, pour créer «une âme nationale», ainsi que s'exprimait le tyran Alexandre.

Le régime de la dictature s'efforcera aussi de transformer tout l'appareil étatique en d'obéissants serviteurs de

la dictature. On a déjà commencé des inspections ad hoc et des licenciements dans tous les ministères.

A l'aide de la loi de la Défense de l'Ordre dans l'Etat, de la nouvelle loi de la presse, de l'appareil policier et des fonctionnaires, instruments serviles de la volonté de la dictature, à l'aide des tribunaux qui, par de nouveaux décrets se trouvent entièrement placés sous l'entière dépendance du ministère de la Justice, à l'aide de ses troupes armées jusqu'aux dents et de ses organisations grand'serbes, la dictature de la clique militariste de la cour pense affermir ses bases politiques.

Par son programme économique, le régime de la dictature proclame ouvertement qu'il est le régime du gros capital, des banquiers et des gros propriétaires terriens, et qu'il est dirigé contre les larges masses moyennes et pauvres — contre l'immense majorité de la population. Il favorisera le développement de l'industrie nationale par tous les moyens, par de larges concessions et subsides. Se maintenant sur l'intangibilité de la propriété privée, la dictature proclame qu'elle ne permettra point l'annulation ou la réduction des écrasantes dettes des paysans et la remise des impôts arriérés. La politique économique du régime tend à pressurer le pays les plus grandes recettes, pour faire face au paiement des dettes de l'Etat et aux immenses dépenses pour les armements. Aussi, ce régime dictatorial donnera-t-il les terres du pays à ceux qui, étant en possession de gros capitaux, seront à même de les exploiter par les procédés les plus modernes. Et à cet effet, il attirera dans l'agriculture des capitaux étrangers aussi. La solution de la question agraire par la répartition des terres aux paysans est considérée par le régime comme un obstacle à l'exploitation capitaliste du sol, partant au développement de l'agriculture. Voilà pourquoi il veut abolir même cette piètre loi agraire existant aujourd'hui qui répartit le huitième seulement de la grosse propriété. Les gros-propriétaires obtiennent le droit de vendre «leurs» terres «au prix coûtant» ou de les garder pour les exploiter eux-mêmes.

Les portes du pays seront grandement ouvertes au capital étranger pour son «rôle de fertilisation», et les plus vastes favorisations lui seront accordées pour l'engager à se placer dans toutes les branches, sans exception, de la vie économique.

Le régime croit pouvoir baser son fondement social sur les capitalistes et banquiers indigènes et étrangers; il remettra en leurs mains toutes les exploitations étatiques et leur accordera les plus vastes concessions pour l'exploitation des richesses naturelles du pays. De projets ont déjà été élaborés pour remettre en les mains de capitalistes privés le télégraphe et le téléphone, et l'on examine actuellement d'autres projets pour remettre les chemins de fer en les mains des gros financiers.

Le régime veut confier au nouveau Parlement-Conseil, au «Conseil Economique», la direction de la politique économique du pays, d'après le modèle du Conseil Economique fasciste, et y faire figurer, aux côtés des gros-capitalistes, des paysans, des artisans et des représentants d'organisations ouvrières réformistes, comme des choristes chargés de prêter leur appui moral pour la sauvegarde des intérêts de la grosse industrie, du capital bancaire et de la grosse propriété terrienne, ces intérêts étant proclamés par le régime dictatorial comme les intérêts suprêmes de l'Etat.

Le régime grand'serbe de la dictature militaire consacre des soins spéciaux à faire disparaître au plus tôt de l'ordre du jour la question croate et les autres questions nationales. Immédiatement après la dissolution effective des administrations autonomes communales et régionales, le gouvernement décrètera un ukase pour la nouvelle organisation administrative du pays. Les journaux gouvernementaux en ont déjà publié les lignes principales:

Le pays devra être divisé en 14 districts, à savoir:

1. le district de Belgrade avec une partie de la Voyvodina;
2. Srem, avec Srem et une partie de la Serbie;
3. Sérajewo, avec une partie de la Serbie;
4. Dubrovnik (Ragusa);
5. Zagreb (Agram), avec une partie de la Voyvodina;
6. Slovénie, avec une partie de la Croatie et de la côte croate;
7. Morava;
8. Niche, avec une partie du Cossovo;
9. Choumadia;
10. Skolpié;
11. Cossovo, avec une partie du Cossovo et une partie de la Serbie;
12. Bitolia;

13. et 14. Un nouveau district sera créé en Croatie, très probablement celui d'Osijek, et du district de Belgrade seront formés deux districts séparés.

Les districts seront gérés sur la base purement administrative.

Ce projet gouvernemental prouve que la dictature s'efforce de détruire le caractère national et historique des districts, de les dénationaliser complètement afin de pouvoir nier, à l'instar de la proclamation du roi, l'existence d'une question nationale. Dans sa nouvelle division de l'Etat, le nouveau régime découpe et morcelle féroce les provinces nationales.

La dictature travaille fiévreusement pour pouvoir appliquer cet ukase aussi sans se heurter à la résistance des peuples opprimés. Mais elle travaille avec une ardeur toute particulière à la réalisation du grand emprunt de 13,5 milliards, de Rothschild, pour la stabilisation financière et les investitions. Le représentant de Rothschild était resté quelque temps à Belgrade, et pour la conclusion définitive de l'emprunt, le ministre du Commerce Mazounovitch se rend maintenant à Paris et à Londres, accompagné du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Dr. Koumanoudi. Ces Messieurs signeront en même temps l'esclavage de la Yougoslavie en faveur du bloc anglo-français et remettront le sort des peuples de ce pays entre les mains des capitalistes anglo-français.

La dictature travaille avec ardeur et célérité à ce que les peuples de Yougoslavie deviennent entièrement les esclaves des impérialistes de Belgrade et de l'Europe occidentale. La dictature détruit, annihile toutes les libertés politiques et tous les droits humains de tous les peuples de Yougoslavie, et les partis bourgeois d'opposition observent, en présence de ces crimes, une attitude lâche et passive. Le manque de la

résistance des masses fortifie la dictature et la rend même en état d'obtenir un emprunt de l'étranger pour se tirer du chaos financier dans lequel elle aurait été étouffée si les masses s'étaient soulevées pour se défendre.

Les leaders du mouvement national croate, au lieu de se tourner vers les masses qui demandent la lutte contre la dictature, et au lieu de les guider dans cette lutte, examinent platoniquement la probabilité de la durée de la dictature. Ils s'occupent toujours encore de vaines interprétations des phrases dans l'appel du roi, tandis que ce dernier foule de ses bottes le dos du peuple croate. Ils cherchent toujours encore à recueillir des éclaircissements sur les intentions du roi, alors que ce dernier proclame ouvertement qu'il gouvernera despotiquement jusqu'à la complète application du programme réactionnaire du régime grand-serbe, jusqu'à ce qu'il ait posé les bases lui faisant supposer que même à l'avenir rien ne pourrait plus changer le régime établi.

Peuple Croate! Assez d'attitude expectative! Assez de silence! Le moment de la lutte est arrivé, et il ne faudra pas le laisser échapper! L'existence de la dictature dépend de vous, Croates pauvres et moyens, qui êtes si atrocement strangulés par la dictature de Belgrade; elle dépend aussi des masses laborieuses des autres peuples opprimés de Yougoslavie! Votre lutte unie brisera la dictature actuelle de Belgrade comme elle a brisé toutes les dictatures de jusqu'ici. Le beffroi de la lutte a sonné! N'attendez plus, même un seul jour! La dictature de Belgrade travaille contre vos droits et libertés. Montrez-lui que vous aussi savez travailler, que vous êtes à même de porter les plus grands sacrifices pour votre liberté nationale et vos droits humains! Celui qui n'est pas capable, aujourd'hui, de tout sacrifier pour sa liberté, n'est pas digne de la liberté.

N. Matijevitch

La Macédoine et la dictature des Karaguéorgévitch

Le 5 janvier a été annoncée du Palais Royal de Belgrade la volonté du roi sanglant Alexandre de gouverner à lui seul le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Entouré de ses généraux, ses agents, le roi a abrogé la Constitution pour laquelle il avait prêté serment, et, suspendant le régime parlementaire, il a proclamé le macabre régime de l'absolutisme, pour sauver l'unité de la Yougoslavie pour sa royauté pourrie. Ce fait a effrayé les sujets du roi «courageux» et les a jetés dans l'inquiétude. Ont été surtout troublés ceux qui croyaient que le pays se développerait et prospérerait en paix. Ceux-là, aujourd'hui, sont cruellement déçus.

Pour nous Macédoniens, la proclamation de la dictature en Yougoslavie n'est pas chose pouvant nous surprendre. La Macédoine a ressenti les terribles coups de la dictature dès 1912, avant même la fin de la guerre Balkanique. A Prilep, Bitolia, Veës, Koumanovo, Kriva-Palanka etc. les autorités serbes, ayant à peine pris possession de ces régions, ont tué par dizaines de nobles citoyens macédoniens qui refusaient de s'intituler «serbes». Dès ce temps-là, toute la Macédoine a pris la physionomie de la *Glavnitcha* d'aujourd'hui.

A Skopie ont été arrêtés et jetés en prison 99 Macédoniens bulgares, à Tétovo 200, à Koumanovo 150. A Kriva-Palanka, 100 Macédoniens ont été arrêtés et convoyés vers Koumanovo, et la plupart en ont été massacrés en route. A Vélès, 200 Macédoniens ont été arrêtés, et six en ont été tués d'une façon cruelle et leurs corps jetés dans la rivière, Vardar. On a incarcéré dans les prisons de Bitolia plus de 600 Macédoniens et dans celles de Ressen plus de 350. Des villages, des régions toutes entières ont été incendiés par les bandes militaires et civiles du roi, alors prince Alexandre. Dans la Macédoine de l'Ouest, on a détruit à coups de canon un grand nombre de villages. De nombreux villageois ont été mitraillés. On ne doit pas oublier que, pendant la première occupation serbe de la Macédoine, 6000 Macédoniens ont été tués par les oppresseurs de Belgrade. On a voulu briser la volonté des Macédoniens de lutter contre l'oppression et pour une vie indépendante, économique et politique. Après la guerre mondiale, pendant les dernières 10 années, les autorités serbes ont commis en Macédoine 140 assassinats politiques, 25.000 Macédoniens ont été jetés dans les prisons où on les a torturés d'une façon inouïe.

Ce régime de l'assassinat politique, de l'inquisition, de la torture était précisément celui de la dictature sanglante du satrape Alexandre. Ainsi, la dictature proclamée aujourd'hui pour toute la Yougoslavie ne change en rien la situation en Macédoine.

La Constitution, actuellement suspendue, n'a jamais été pratiquée en Macédoine. La Macédoine n'a jamais joui des droits les plus élémentaires prévus dans cette Constitution. Le Parlement dissout a toujours été fermé pour les Macédoniens. La police et les «contre-tchéts» ont choisi et envoyé au Parlement, comme des «représentants du peuple macédonien», des gens qui n'ont toujours été que les bourreaux de ce peuple.

Il n'existe pas en Macédoine de partis nationaux et politiques, et l'on ne peut donc pas parler de leur dissolution. On n'a pas permis à la Macédoine et à sa population d'exercer une activité politique légale quelconque. Les tentatives faites dans ce sens ont été toujours cruellement étouffées. La nomination de commissaires militaires comme chefs dans l'administration et la police transformera en un vaste camp militaire plus féroce encore la Macédoine toute entière, qui n'était déjà qu'une caserne colossale où les baïonnettes d'Alexandre empaïaient chaque citoven qui ne paraissait pas très «sûr». Depuis avant même la déclaration officielle de la dictature, les régions de Skopie et de Bregalnitsa sont gouvernées par des généraux du roi munis des pouvoirs les plus larges, tandis que la région de Bitolia est «administrée» par le «héros» bien connu de Garvan, le tueur de Macédoniens, Matkovitch. La censure instaurée par la dictature confisquera tous les journaux et livres qui parlent des droits du peuple. Mais en Macédoine, la censure existe déjà depuis 1912, et chaque publication éditée en langue non-serbe était de tout temps confisquée, les lecteurs condamnés à de lourdes peines, et souvent tués.

Le remplacement des lois par les décrets du roi renforcera l'illégalité et la terreur. Pour la Macédoine, cependant, dès la première occupation serbe, l'arbitraire, l'illégalité et la terreur ont été la loi unique appliquée.

Malgré tout, cependant, la proclamation de la dictature militaire en Yougoslavie aggraverait particulièrement l'esclavage dans lequel vivent les Macédoniens. Le moindre prétexte donnera aux commissaires militaires le droit de faire fusiller, sans jugement et sans procédure, sommairement, «au nom du roi», leurs victimes, les citoyens qui leur sont désagréables.

Nous devons remarquer ici un autre fait qui, pour nous Macédoniens, représente un grand intérêt. C'est que la Yougoslavie toute entière est dorénavant placée sous la dictature militaire — c'est-à-dire que toute la Yougoslavie est *macédonisée*. Tous les peuples opprimés en Yougoslavie, et le peuple travailleur serbe lui-même, sont dorénavant soumis au régime même qui sévit en Macédoine. L'acte du 5 janvier prive tous ces peuples de la possibilité de lutter pour leurs droits les plus élémentaires. Cela veut dire que l'unique issue pour les peuples

opprimés de la Yougoslavie est maintenant plus que jamais celle que l'histoire indique aux peuples opprimés: la révolution. Dans ce sens, la dictature militaire des Karagüerçevitch augmentera le nombre des alliés du peuple macédonien opprimé, ouvrant largement la voie vers le front unique révolutionnaire de tous les peuples balkaniques.

Les Macédoniens, les Croates, les Slovènes, les Bosniaques, les Herzégoviniens, les Monténégrins, les Da'matiens, le peuple serbe opprimé, toutes ces forces, par la logique même des choses, seront obligées d'entreprendre une lutte commune, lutte révolutionnaire de masse pour conquérir leur indépendance nationale et politique.

Voià comment le roi A'lexandre, pratiquant la dictature comme dernier moyen pour sauvegarder l'unité de la Yougoslavie pour sa royauté, mine lui-même cette dernière et érige sa propre potence. Dans cette œuvre, la Macédoine aura le plus grand soin d'aider énergiquement les efforts de son roi.

Pelistersky

La démission du général-bourreau de Sofia

Le ministre de la guerre du cabinet Liaptcheff, M. le général Volkoff, a enfin donné sa démission de sa propre volonté. On connaît trop cet assassin des ouvriers et paysans bulgares, des libres penseurs et des intellectuels antifascistes, pour qu'il soit nécessaire de le présenter au public étranger. Il suffit de rappeler que ce sinistre personnage fut un des conspirateurs qui préparèrent le coup d'Etat de 1923, après quoi il devint un des exécuteurs les plus cruels de ses adversaires politiques.

Cette démission, symptomatique dans la vie politique du pays, est très commentée en Bulgarie même et à l'étranger. Et pour cause. Elle est un nouveau signe de la crise permanente et aiguë qui existe au sein du gouvernement bulgare et ne surprend point ceux qui connaissent la situation politique du pays. Venu au pouvoir par un coup d'Etat, et sans la moindre base politique et sociale, le gouvernement fasciste de Sofia ne se maintient que grâce aux baïonnettes de la police, aux organisations clandestines fascistes et à l'appui effectif, moral et matériel, des grandes puissances, en particulier de l'Angleterre. N'oublions pas que M. A. Tsankoff, le premier président du Conseil du cabinet du coup d'Etat, avait consulté les conservateurs anglais avant d'exécuter son coup d'Etat.

Si ces puissances avaient refusé cet appui, le peuple aurait pu balayer ce gouvernement sanglant dans les 24 heures.

La démission du général Volkoff est donc une conséquence logique de ce qui s'est passé au mois de septembre 1928, lorsque les luttes intestines des deux groupes fascistes — le groupe Liaptcheff et le groupe Tsankoff — divisés par leurs ambitions, créèrent une crise sérieuse qui faillit provoquer la chute même du cabinet. C'est à peu près à cette époque qu'une « sensation » politique se produisit à Sofia. On se souvient que les grandes puissances, à l'exception de l'Italie — pour des raisons bien compréhensibles — voulant rendre service à la Yougoslavie, leur agent servile dans les Balkans,

avaient fait une démarche collective auprès du gouvernement de Sofia, pour faire mettre à la raison les bandits fascistes macédoniens qui troublaient la paix intérieure de la Yougoslavie et la tranquillité des oppresseurs de Belgrade.

Le groupe Tsankoff a profité de cette occasion pour accentuer la crise et a demandé la démission du général Volkoff considéré, avec raison, comme l'homme de liaison direct entre le gouvernement et les bandes macédoniennes fascistes. Cette intervention du bourreau Tsankoff n'était qu'une manœuvre démagogique, car ce même Tsankoff qui accusait dans le temps feu Stamboliisky d'avoir trahi les intérêts nationaux en concluant un traité d'amitié avec la Yougoslavie, est obligé, aujourd'hui, de suivre la politique de Stamboliisky et de conclure des compromis avec la Yougoslavie.

Malgré tout, le cabinet Liaptcheff a survécu à la crise de septembre 1928 et il semblait que Tsankoff n'eût pas réussi à obtenir la démission du général Volkoff. Mais maintenant, il est bien évident que cette démission avait été en réalité acceptée par le gouvernement à la condition d'être formellement exécutée plus tard, pour des raisons politiques et démagogiques.

Cette démission devient encore plus compréhensible si on considère la politique des grandes puissances dans la Péninsule Balkanique. Ces puissances, voulant préparer le bloc anti-soviétique dans les Balkans, ont fait le nécessaire pour aplanir momentanément les « malentendus » qui existent entre la « Main Blanche » de Belgrade et les fascistes de Sofia et des autres pays balkaniques. Une des concessions que les bourreaux du peuple bulgare devaient faire à Belgrade avait été la démission du sinistre général dirigeant la Ligue Militaire bulgare et les bandits fascistes macédoniens.

En réalité, rien n'est changé. Ce monstre fasciste qui a baigné dans le sang du peuple bulgare, garde sa position et son importance politique, puisqu'il est nommé ministre bulgare à Rome.

Soulignons bien que c'est à Rome que va s'installer le général Volkoff. Ce n'est, évidemment, pas un hasard. Il va prendre sa place naturelle, pour resserrer les liens existants entre les fascistes de Rome et ceux de Sofia, liens, d'ailleurs, déjà bien intimes. Ici, il sera aussi bien le représentant officiel du gouvernement bulgare, que du petit Néron de Petritch, du chef suprême des fascistes macédoniens, Iv. Mikhaïloff.

Rome a été jusqu'aujourd'hui le lieu de rendez-vous des fascistes macédoniens et italiens, le lieu où l'on arrêtait les plans d'incursions en Macédoine. Aujourd'hui, cette ville devient officiellement le centre où seront tramées les prochaines provocations qui peuvent allumer la guerre dans les Balkans.

Ce serait une erreur de croire que la « démission » de M. Volkoff résoudra la crise qui sape la base du gouvernement fasciste bulgare. En réalité, il ne s'agit pas d'une crise parlementaire, mais d'une crise du régime même, régime qui a ruiné le pays et qui existe sous le signe de l'assassinat politique. Cette crise est beaucoup plus profonde et plus étendue. Elle embrasse toute la vie politique et économique du pays, et elle ne trouvera sa solution radicale que par l'avènement au pouvoir de la véritable démocratie ouvrière et paysanne bulgare.

Ce jour n'est pas loin.

Jean Bouquet

Grève générale de faim des prisonniers politiques en Bulgarie

Le gouvernement terroriste de Liaptcheff, mis au pied du mur par le mouvement croissant de jour en jour pour l'amnistie générale, au lieu de proclamer cette amnistie, a répondu par la fourberie d'une « grâce ». A l'étranger, où les sympathies pour une amnistie générale et effective en Bulgarie avaient été manifestées à tant de reprises, l'Agence Télégraphique Bulgare répandit le mensonge d'une « amnistie en Bulgarie à l'occasion du nouvel an ». La vérité est que 195 détenus ont été proposés à la « grâce », et parmi ceux-ci se trouvaient 60 condamnés politiques jetés en prison par application de la tristement célèbre loi de la « Défense de l'Etat ». 60 personnes, des 1200 condamnés politiques pourrissant dans les prisons de la Bulgarie ! Et encore, de ces 60, il n'y eut que 10 d'entièrement graciés et remis en liberté, alors que les 50 n'ont eu que quelques réductions de leurs peines. Tandis que pour les condamnés de droit commun, c'est la proportion inverse qui a été observée.

Les condamnés politiques réagirent immédiatement contre cette manœuvre gouvernementale et renoncèrent unanimement à demander le bénéfice de ces « grâces ». D'après le journal gouvernemental *Zora*, les condamnés politiques de la prison centrale de Sofia, au nombre de plus de 150, ont tous, sauf deux ou trois, présenté un à un et par écrit à la direction de

ladite prison leur renoncement y relatif, et seules ces deux ou trois personnes furent immédiatement proposées pour la grâce. Dans quelques autres prisons, comme par exemple dans celle de Tirnovo, la grève de la faim fut déclarée le 27 décembre comme protestation contre la fourberie de cette grâce, et cette grève s'étendit immédiatement à toutes les autres prisons. Le journal agrarien *Pladné* écrivait le 27 décembre que plus de 800 détenus politiques avaient déclaré la grève de la faim et que ce mouvement s'emparerait avec imminence de tous les condamnés politiques. Cette nouvelle fut confirmée le lendemain même par la presse ouvrière et syndicale.

Le gouvernement, ainsi que la presse de l'« opposition » dite « légale », et en partie la presse social-démocrate aussi, taisent jusque même aujourd'hui cette puissante et terrible protestation des condamnés politiques, malgré que ce fait eût été publié par les agences télégraphiques étrangères aussi.

La grève générale de la faim fut ainsi proclamée par tous les condamnés politiques en Bulgarie, pour protester contre la fourberie de cette « grâce » du gouvernement et contre le refus de ce dernier de faire introduire dans l'ordre du jour des débats parlementaires le projet de loi d'une amnistie générale et effective présenté au Parlement depuis plus d'un an et demi par le Parti Ouvrier et Paysan.

La question de l'amnistie politique pleine et entière est devenue en Bulgarie la revendication la plus populaire. Depuis plusieurs années, des requêtes et des appels sont adressés aux autorités gouvernementales, revêtus de milliers de signatures, souvent signés par tous les habitants de villages entiers, par les membres de Conseils Municipaux (Wratsa, Ferdinand), pour demander l'amnistie complète et sans conditions. Malgré la répression gouvernementale, ce mouvement de protestation prend même des formes organisées. Depuis déjà plus d'un an et demi, des *Comités pour l'Amnistie Générale* sont constitués dans toute une série de villes. Le noyau de ces Comités est constitué par les femmes, mères et parents des condamnés et émigrés politiques ainsi que les représentants des organisations des ouvriers et paysans (Parti, Jeunesse, Syndicat).

Une campagne particulièrement énergique avait été déclenchée ces derniers mois par ces *Comités pour l'Amnistie Générale*. Des meetings réclamant l'amnistie générale avaient été organisés le 25 novembre dernier dans de nombreuses villes (à Sofia, Varna, Roussé, Doupnitza, etc.), à l'occasion de la nouvelle session parlementaire. Le meeting qui a eu lieu dans la ville de Roussé était particulièrement caractéristique pour la force du mouvement: même les représentants des partis *bourgeois* de l'opposition s'y virent forcés de se déclarer pour l'amnistie.

Il y eut au Parlement aussi de violents débats sur l'amnistie, particulièrement à l'occasion de la «Réponse au discours du trône». Liapcheff réussit, cependant, à faire repousser, par des promesses mensongères, la demande d'amnistie de l'Union Agrarienne et du Parti Socialdémocrate, tandis que le député du Parti Ouvrier, Avram Stoyanoff, était exclu des débats pour trois séances à cause de son énergique demande d'une amnistie immédiate effective et sans conditions, et menacé de prison par le ministre de la Justice. Il fut, en effet, arrêté peu après.

A la veille de la grève générale de faim des détenus politiques, le 27 décembre dernier, une démonstration avait été organisée devant le Parlement. Des délégués y étaient venus de toutes les parties du pays — de 15 départements, d'après les déclarations mêmes du gouvernement. Ce fut là le point culminant de toute la campagne pour l'amnistie et contre la terreur gouvernementale, déclenchée depuis un mois en pleine Terreur Blanche effrénée. Les démonstrants distribuèrent des appels pour l'amnistie et des protestations contre les arrestations en masse multipliées depuis le mois de septembre dernier et les menaces de dissoudre les organisations légales des ouvriers en Bulgarie (Parti Ouvrier, Jeunesse et Syndicats Indépendants). La démonstration fut dispersée par la police et de nombreuses personnes furent arrêtées, dont 28 délégués des provinces.

Le lendemain fut déclarée la grève générale de la faim de tous les détenus politiques.

Les points de vue des partis politiques du pays dans la question de l'amnistie sont les suivants:

L'opposition bourgeoisie dite légale, y compris les socialdémocrates, a été forcée par le puissant mouvement populaire de se déclarer pour l'amnistie. Mais tandis que la population travailleuse toute-entière des villes et des villages, avec le Parti Ouvrier et l'illégal Parti Communiste Bulgare à sa tête, demande l'amnistie pleine et entière et sans conditions, le Parti Agrarien hésite à élever cette revendication dans cette forme, et veut en exclure les leaders ouvriers et agrariens réfugiés à l'étranger; et les socialdémocrates bulgares demandent hypocritement une amnistie «assez large», donc non pas pleine et entière, thèse que Sakasoff a défendu au Parlement.

L'opposition légale petite-bourgeoise déclare donc en son entier que l'amnistie — si même non absolue et sans conditions — est une nécessité pour l'Etat, c. à d. pour l'apaisement du pays.

Le parti gouvernemental repousse, cependant, l'amnistie avec obstination. De cas en cas, sous la pression du vaste mouvement pour l'amnistie, et pour détourner les regards du projet d'amnistie présenté par l'opposition, il se met à «élaborer» lui-même un «projet de loi pour une amnistie» (déclarations du gouvernement Liapcheff). Les arguments du gouvernement sont les suivants: Depuis 1923, six amnisties auraient été proclamées par lui (*pour les assassins, les agents de police et les facteurs irresponsables — D. Iv.*), mais le résultat en aurait été non pas l'anéantissement, mais le ravivement de la «conspiration», c. à d. du Parti Communiste Bulgare et des organisations conscientes et légales des ouvriers; voilà pourquoi le gouvernement préfère à l'amnistie des actes de grâce. On sait que seuls les effondrés, seuls ceux qui «se repentent» sont graciés, et il n'y eut jusqu'ici que quelques rares cas absolument isolés de détenus politiques graciés. Les condamnés politiques ne renonçant point à leurs principes politiques et démontrant à chaque occasion leur volonté inébranlable de lutte (le 1er Mai, grève de faim, demande d'amnistie et non pas de grâce), le gouvernement déclare à l'opposition bourgeoise qu'une nouvelle amnistie, générale et absolue, constituerait non pas une nécessité, mais bien un danger pour l'Etat.

L'argument le plus ignoble et le plus fréquemment employé par le gouvernement Liapcheff, est celui que dans les prisons il n'y aurait plus de condamnés politiques, mais des condamnés de droit commun, des assassins, etc. Pour montrer dans toute sa nudité l'ignominie de ce mensonge officiel du gouvernement imbibé de haine de classe, nous publions le relevé suivant des détenus politiques pourrissant dans les geôles bulgares:

	Prison régionale de	Nombre total des prisonniers	Condamnés à mort	condamnés à la détention à vie	nombre d'années de détention des autres condamnés	ouvriers et paysans	intellectuels	femmes	épouses et mères	adolescents
1	Varna	25	17	—	65	15	10	—	14	1
2	Vidin	21	6	1	95½	13	8	—	7	4
3	Plovdiv	92	25	5	242	75	17	11	30	7
4	Sliven	122	2	69	537	96	26	6	48	16
5	Sofia	148	39	8	548	115	33	6	46	10
6	Tata-Pazardjik	69	4	1	494½	58	11	—	40	9
7	Haskovo	41	11	—	176	31	10	—	27	—
8	Vratza	63	4	20	385½	33	30	—	27	18
9	Lovetch	37	4	1	168	34	3	3	9	—
10	St. Zagora	21	—	4	116	19	2	—	7	—
11	Kustendil	16	—	—	93½	14	2	—	12	—
12	Roussé	15	—	—	112½	10	5	—	8	1
13	Schoumen	12	7	1	47½	10	2	—	?	—
14	Pleven	9	2	—	56½	6	3	—	2	2
15	Tirnovo	21	—	4	180	11	10	1	4	5
16	Sevlievo	12	—	—	98	7	5	—	1	2
17	dans six autres prisons	400	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	1124	121	114	3415½	547	177	27	288	75

Et ce relevé n'est pas la liste complète de tous les détenus politiques en Bulgarie.

Nous avons décrit déjà à maintes reprises le régime affreux que subissent en Bulgarie les détenus politiques. Ce régime est bien plus pire que celui auquel sont soumis les criminels de droit commun. C'est ainsi qu'il leur est interdit de lire des journaux, et souvent, par application de mesures disciplinaires, on leur interdit pendant de longs mois la cor-

respondance ainsi que la réception de visites. En un mot, le régime qui leur est appliqué vise à l'anéantissement physique et moral des détenus politiques, dont les décès augmentent ainsi toujours: 2 à Sofia, 4 à Sliven, 3 à Haskovo, etc. La plupart des condamnés politiques sont déjà incarcérés depuis 3, 4 ou 5 années.

Toute la féroce cruauté du gouvernement se manifeste aussi par l'interdiction de tout secours ou assistance aux con-

damnés politiques ou aux membres de leurs familles. Cette expression de la solidarité prolétarienne internationale n'est même pas interdite par la loi draconienne de la « Défense de l'Etat », et pourtant le gouvernement de Liapcheff l'interdit. Récemment encore, Liapcheff tint un grand discours politique contre le Parti Ouvrier et les Syndicats Indépendants. Comme des « arguments » pour l'« activité terroriste et néfastes » de ces organisations ouvrières, il exhiba... quelques lettres

de sympathie du Secours Rouge adressées aux détenus politiques bulgares!

Le prolétariat international accueillera certainement la grève générale de la faim des détenus politiques en Bulgarie par un puissant mouvement de protestation, par la demande énergique d'une amnistie pleine et entière et sans conditions et de la suppression de l'ignoble loi de la Défense de l'Etat.

D. Iwanoff

Un parti des minorités bulgares en Roumanie

C'est ce nom grandiloquent que s'est donné le nouveau parti bulgare en Dobroudja, fondé la veille des dernières élections législatives en Roumanie. La fondation de ce parti minutieusement préparé depuis plusieurs années dans la chancellerie de la légation bulgare à Bucarest et stipendié par les fonds spéciaux et une presse spécialement créée, est maintenant un fait accompli. Une dizaine de petits avocats et médecins, réunis à Dobritch en une « conférence secrète constitutive », ont signé le protocole nécessaire et, le lendemain, deux délégués de cette conférence — les avocats A. Brachovanoff de Kustendjé (Constantza), et Théodore Tocheff de Dobritch, se sont rendus à Bucarest pour conclure, au nom du parti bulgare, le pacte électoral avec le gouvernement de Maniu.

L'attitude du gouvernement Maniu ressort clairement d'un article publié par l'un des deux délégués, M. A. Brachovanoff, dans le No. 2 de son journal « La Tribune », dont il convient de citer le passage suivant :

« M. Maniu et M. Miha'aké ont repoussé le pacte électoral que mon collègue, M. Tocheff, et moi, avions proposé, et ce bien que nous eussions formulé des revendications les plus minimales au nom de notre organisation encore très jeune, mais qui a déjà eu l'occasion d'exprimer sincèrement et sans réserve ses sympathies au nouveau gouvernement et au parti national-tsaraniste lui-même. Le nouveau gouvernement de M. Maniu pouvait et devait, à mon avis, éviter cette faute politique. »

Les tentatives de la délégation pour prendre contact avec les autres partis des minorités en Roumanie n'ont pas donné non plus de résultat.

Il va de soi que le gouvernement de Maniu n'avait pas besoin, comme allié, du parti bulgare qui vient à peine de se former, pour conquérir la majorité aux élections en Dobroudja. D'abord, le gouvernement avait à sa disposition tout l'appareil administratif qui a toujours consciencieusement assuré la majorité absolue de tous les gouvernements roumains jusqu'aujourd'hui. D'autre part, M. Maniu pouvait, comme tous ses prédécesseurs, spéculer sur une question qui intéresse particulièrement la minorité bulgare : la loi sur la propriété. Toutes les réunions préélectorales en Dobroudja ont été faites sous le signe de larges promesses et de serments solennels des candidats gouvernementaux s'engageant à annuler la loi sur la propriété et à rendre aux paysans les terres qui leur avaient été prises. Le ministre de l'Agriculture lui-même, M. Ion Miha'aké, a lancé un communiqué spécial au moment où la bataille électorale battait son plein :

« J'ai la ferme intention de modifier la loi de 1924 sur la propriété, loi que je considère comme injuste, et je réviserai son application que j'estime arbitraire. Je nommerai une commission spéciale pour l'examen de cette question. Cependant, je ne reprendrai pas les terres aux colons, au contraire, j'appliquerai des mesures pour améliorer leur sort aussi bien dans le Quadrilatère que dans tout le royaume. »

Voilà un communiqué ministériel bien démagogique, car comment réviser la loi sur la propriété et quel avantage en tireront les paysans dobroudjanais, si les terres arbitrairement occupées par les colons restent entre les mains de ces derniers?

Néanmoins, les candidats gouvernementaux ont réussi à tromper une fois encore — pour la dernière fois, nous l'espérons — les paysans dobroudjanais en leur promettant de leur rendre les terres expropriées.

Pour faire croire qu'une nouvelle ère allait commencer en Dobroudja, le gouvernement avait annulé partiellement la censure, et les corvées ainsi que les arbitrages des colons avaient également diminué. Et à la presse fasciste de Sofia ainsi qu'à la presse dobroudjanaise, comme, par exemple, « Le Courrier », « La Nouvelle Voix », « La Tribune », organes du nouveau gouvernement, de s'écrier : « L'ère démocratique vient de commencer en Dobroudja ! ». Tous ces journaux étaient unanimes à déclarer que les masses de la minorité bulgare en Dobroudja devaient aider le nouveau gouvernement qui s'appretait à modifier la loi sur la propriété, à rouvrir les écoles et les églises et à arrêter la colonisation. C'est également dans ce sens que le nouveau parti bulgare a édité un tract électoral spécial.

Eloignés de la masse et n'ayant pas réussi à conclure un pacte électoral avec le gouvernement pour assurer leurs sièges parlementaires, les dirigeants du nouveau parti bulgare, un groupe de politiciens ayant fait faillite, du genre de Théodore Tocheff et d'autres admirateurs de Mussolini, n'ont pas trouvé d'autres issues que de capituler devant le gouvernement et lui accorder leur aide sans réserve. D'ailleurs, Sofia leur a donné le même mot d'ordre et les a poussés dans cette voie. Le parti bulgare se proposait de devenir la base pour le rapprochement et la collaboration futurs de la bourgeoisie bulgare dobroudjanaise avec le pouvoir roumain et de devenir le nouveau facteur de contact dans les relations prochaines roumano-bulgares.

Le fascisme bulgare a été obligé, dernièrement, de faire un revirement brusque dans le domaine de la politique nationale, le gouvernement bulgare ne pouvant plus continuer la politique de revanche en soudoyant les organisations nationales révolutionnaires qui commettaient de temps à autre des actes terroristes pour mettre à l'ordre du jour les questions nationales intéressant le fascisme bulgare. Après la nouvelle orientation de la politique balkanique dirigée par l'Angleterre et la France, les fascistes bulgares devaient changer leur ligne politique. Cette nouvelle ligne politique prêche les luttes légales en masses; elle est contre les organisations nationales-révolutionnaires. Et, en réalité, les fonds spéciaux versés jusqu'aujourd'hui à l'organisation de banditisme O. R. I. D., sont envoyés en Dobroudja même. Cette organisation a été enrôlée dans la Sûreté Générale bulgare et, à sa place, on a créé un parti bulgare légal. Le fascisme bulgare n'a pas et ne peut pas avoir aujourd'hui de prétentions territoriales, il se résigne à cette revendication : « Plus de droits culturels, civils et plus de liberté pour les minorités bulgares ». C'est la première concession que le fascisme bulgare est bien obligé de faire à la nouvelle politique balkanique dirigée par l'Angleterre et la France et visant à la réalisation de l'amitié bulgare-roumaine. La deuxième concession, plus importante dans ses résultats, c'est la participation à la guerre prochaine contre l'Union Soviétique. Les compensations? Il ne fait pas le moindre doute que les chancelleries anglaises et françaises ont promis de nouveaux territoires aux potentats bulgares, peut-être certains territoires de la Thrace turque.

Quelle est l'attitude des masses laborieuses dobroudjanaises opprimées vis-à-vis de la « nouvelle ère » et de l'agent du fascisme bulgare en Dobroudja, le nouveau parti bulgare? Les paysans dobroudjanais s'affranchissent de leurs dernières illusions et ne voient plus dans le parti national-tsaraniste ni leur dirigeant, ni leur libérateur de l'esclavage national et social dont ils sont victimes aujourd'hui. Quant au fascisme bulgare et ses agents, les masses laborieuses de Dobroudja nourrissent à leur égard une haine profonde, jamais elles ne permettront qu'on joue avec elles la sanglante tragédie de juin 1923 en Bulgarie, tragédie marquée en lettres de sang dans l'histoire du peuple bulgare. Il suffit de rappeler les deux faits suivants pour caractériser la « nouvelle ère » en Dobroudja :

Le vieillard Vassil Tontcheff, âgé de 60 ans, du village de Tsar-Assenovo, a été tué par les colons pour le simple fait d'avoir proclamé l'avènement de la « nouvelle ère démocratique ». D'autre part, jamais la terreur et les poursuites contre le Bloc Ouvrier et Paysan en Dobroudja n'ont pris de telles proportions qu'aujourd'hui sous le régime du « démocrate » Maniu. La liste électorale de ce Bloc dans le département de Dobritch portait en tête Boris Stefanoff, le défenseur héroïque des ouvriers et paysans dobroudjanais. Pourtant, on n'a pas permis l'enregistrement de cette liste.

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (O. R. D.) qui élargit de plus en plus son influence parmi les masses travailleuses, et qui prend en mains la direction de leur mouvement de libération, a réussi, malgré la terreur exercée, à distribuer son appel électoral, à démasquer la démagogie du parti national-tsaraniste et à appeler les masses dobroudjanaises à voter pour la liste du Bloc Ouvrier et Paysan. Cette Organisation lutte contre toutes les illusions sur la « nouvelle ère » en Dobroudja, contre le nouveau parti bulgare, agent

du fascisme bulgare en Dobroudja, pour l'organisation du front uni révolutionnaire des masses dobroudjanaises opprimées, contre la politique de compromis et d'esclavage. C'est autour de ces mots d'ordre que l'Organisation Révolutionnaire

Dobroudjanaise mobilise les masses dobroudjanaises et qu'elle organisera et mènera leurs luttes jusqu'à la victoire, jusqu'à la conquête de l'indépendance de la Dobroudja.

Dobroudjansky

Non pas „auto-administration“, mais „auto-détermination“ pour la Bessarabie

Entre la direction transylvanienne du Parti National-Paysan, en tête avec M. Maniu, et le groupement bessarabien sous la direction de M. Stere a surgi un conflit significatif. L'intrigue politique chuchotée qu'il y a à la question de prééminence politique, mais les amis de M. Stere affirment que la vraie cause du conflit, c'est le projet d'organisation administrative du pays élaboré par M. Stere, et qui contient une appréciable auto-administration des provinces, dont la Bessarabie. Ainsi, ou autrement, le premier comité intérieur dans le camp gouvernemental national-tsaraniste est là. Et nul n'en est surpris. Ce parti est un tel *mixtum compositum* social, qu'il devrait être surprenant non pas que des frictions et conflits y surgissent, mais qu'ils y surgissent si tard.

En effet, ce parti, ainsi que nous l'avons montré tant de fois dans les pages de la *Fédération Balkanique*, est constitué par les riches paysans, par la bourgeoisie moyenne, particulièrement de la Transylvanie, par la bourgeoisie commerciale, par une partie des grands propriétaires agrariens et par une partie de la bourgeoisie industrielle, notamment celle qui est en conflit d'intérêts avec le trust financier-industriel libéral. Toute cette mixture sociale se trouve politiquement sous l'hégémonie des éléments capitalistes et réactionnaires de ce parti d'un côté, mais elle a aussi sous son influence, grâce à la demagogie qu'elle pratique depuis bientôt dix années, des masses larges de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie des villes.

Qu'est-ce donc qui a tenu et tient rassemblées ces couches sociales si diverses? Les intérêts communs contre les libéraux contre la dictature économique et politique exclusiviste braconnier! Mais un tel élément de liaison est purement négatif, et par conséquent trop faible pour donner à ce parti, alors qu'il est mis dans la situation de devoir montrer d'une manière positive ce qu'il peut au gouvernement, la cohésion nécessaire pour vaincre les antagonismes intérieurs des éléments qui le composent. Et le conflit Maniu-Stere vient, en tête de file, six semaines après l'avènement au gouvernement, et deux semaines après le succès dans les élections, prouver que la décomposition attend les rangs de ce parti dans un avenir bien proche.

Mais qu'est-ce donc que ce conflit Maniu-Stere? Que se cache-t-il derrière cette divergence sur la question de l'autonomie provinciale? Est-ce que les Transylvaniens de M. Maniu ne seraient-ils pas contents d'une autonomie de la Transylvanie, qui leur assurerait le monopole politique dans cette province? Certes qu'ils le seraient! N'était-ce pas quelqu'un de leur camp même, le ministre actuel de la Santé Publique, M. Sever Dan, qui, le lendemain même de la constitution du gouvernement, a fait publier un interview dans lequel il préconisait un plan analogue à celui de M. Stere? Mais messieurs les Transylvaniens ont grandi au soleil de la culture magyaro-allemande, et ils connaissent le dicton allemand: »quand deux font la même chose, ce n'est point la même chose! La Transylvanie et la Bessarabie, ce n'est nullement même chose. Celle-ci est une province bolchévique ayant un passé révolutionnaire et une géographie politique bien connue, et l'autonomie peut prendre ici des aspects tout autres qu'au-delà des Carpathes. Et comme M. Maniu se trouve en premier lieu sous la pression des libéraux, de la Régence et de l'Etat Major, et en second lieu seulement sous celle de M. Stere et de ses amis, le chef du parti et du gouvernement national-tsaraniste n'est pas enchanté de l'initiative prise par le chef des tsaranistes bessarabiens.

Mais arrêtons-nous un moment sur la revendication d'auto-administration de la Bessarabie et examinons ce qu'elle signifie dans la bouche et dans l'intention de M. Stere. L'expérience politique séculaire nous apprend, comme on le sait, que derrière les formules juridiques et politiques se dissimulent toujours des intérêts concrets de classes et de groupes sociaux. Et de ce côté, la situation se présente comme suit: la Transylvanie est une grande province (à peu près comme tout l'Ancien-Royaume), avec une grande industrie, avec une culture d'un niveau plus élevé que toutes les autres provinces, tandis que la Bessarabie est une pauvre province de trois millions de paysans, sans industrie, se trouvant sur un niveau économique et technique arriéré. La pesanteur spécifique de la Transylvanie marque donc incomparablement plus dans la balance que celle de la Bessarabie. Ensuite, le groupe de M. Maniu est constitué par des couches capitalistes et bourgeoises-agricoles, c'est-à-dire

par des éléments sociaux qui pèsent dans un Etat capitaliste (et la Roumanie en est un) plus lourdement que les éléments paysans et petit-bourgeois sur lesquels repose le groupe bessarabien de M. Stere. Ce qui manque du côté de l'autonomie provinciale est donc dans une certaine mesure, compensé pour la bourgeoisie transylvanienne par les facteurs esquissés. Tel n'est cependant pas le cas de la Bessarabie. Une autonomie administrative et politique apparaît aux sommes des richards villageois et à ceux de la petite-bourgeoisie de Bessarabie comme un facteur qui compense précisément ce qui leur manque sur d'autres fronts.

C'est ici qu'on trouve un des motifs du radicalisme dans le projet de M. Stere. Mais son groupe a encore deux clefs, avec lesquelles il pense pouvoir ouvrir le chemin vers une situation privilégiée tant dans l'ensemble du Parti National-Paysan, que dans l'ensemble politique de la Roumanie. La première, c'est la question de la Bessarabie même qui, quoiqu'en disent les agents du ministère des Affaires étrangères de Bucarest, est une question pendante et ouverte *internationale*; et, en présence de cette situation, l'attitude vis-à-vis de Bucarest des «représentants» de la Bessarabie, leur adhésion à l'union est d'un grand prix pour la bourgeoisie dominante roumaine. Les chefs nationaux-tsaranistes de Bessarabie savent exploiter cette valeur exceptionnelle que les conditions historiques et politiques leur donnent, pour essayer d'extorquer une situation privilégiée. Il est vrai qu'ils n'y ont pas réussi jusqu'à présent, mais comme nous le montre la plateforme de M. Stere, ils n'ont pas encore renoncé à l'ultime espoir. La revendication d'autonomie administrative consultée ainsi le prix que les bessarabiens de M. Stere demandent, dix années après l'union, pour leur adhésion à la Grande-Roumanie »une et à jamais unie«. L'autre clef, c'est la guerre contre l'Union Soviétique que l'impérialisme prépare et dans laquelle la Bessarabie devra être l'une des bases immédiates d'opérations.

Enfin, l'autonomie administrative de la Bessarabie est un des moyens illusoire par lesquels les nationaux-tsaranistes pensent conquérir la population de cette province qui n'a jamais consenti à son annexion violente à la Roumanie. Ils pensent lui faire avaler la perte de l'indépendance et de la libération sociale que la Révolution Russe lui avait données, neutraliser ou ralentir la force centrifuge dont elle est possédée, lui faire détourner ses yeux qu'elle tient fixés sans cesse vers la République Autonome Moldave Soviétique de l'autre côté du Dniestre. Le projet de M. Stere, qui a constitué le point de départ du conflit avec M. Maniu, reçoit ainsi une signification bien claire. Ce conflit est significatif aussi parce qu'il documente la fragilité de la base et de la cohésion du gouvernement Maniu. Il est significatif pour les frictions et les luttes de groupes et de cliques qui se dirigent ici sur des lignes provinciales et pseudo-séparatistes. Mais la divergence entre le groupe de M. Maniu et celui de M. Stere n'est pas essentielle. Tous — depuis les libéraux jusqu'aux social-démocrates eux-mêmes — veulent la Bessarabie, tous la considèrent »roumaine« et »définitivement et à jamais« appartenant à la Roumanie. Mais tandis que les libéraux »cimentent« cette »union« au moyen de la gendarmerie, de la Sigourantsa et de la Terreur Blanche, les social-démocrates, par exemple, désirent voir cette »union«, qui reste pour eux-aussi en dehors de toute discussion, »cimentée« par des libertés démocratiques. Le groupe de M. Stere croit, lui, que cette »union éternelle« peut et doit être garantie aux capitalistes roumains en accordant à la Bessarabie une autonomie provinciale quelconque — à laquelle occasion ces messieurs Bessarabiens auront aussi leur part du bénéfice. C'est là toute la »différence«.

Mais la population bessarabienne ne se laissera pas induire en erreur par ces manœuvres. Dix années d'oppression sous la botte de l'oligarchie roumaine ont appris aux Bessarabiens à connaître leurs amis et leurs ennemis, leurs bourreaux et leurs frères. L'exemple de l'Union Soviétique, où leurs frères moldaves vivent librement dans leur République Autonome, ne peut pas être effacé de leurs yeux. Les Bessarabiens demandent non pas une illusoire »auto-administration« provinciale et culturelle, sur la base de l'hégémonie politique et culturelle roumaine et octroyée par la grâce de MM. Brătianu, Maniu, Stere et Co., mais l'*auto-détermination*: l'évacuation des autorités et des troupes d'occupation, et un libre plébiscite.

I. Matescu

Un grand meeting à Paris pour la défense des minorités nationales opprimées

Le *Cri des Peuples*, le vaillant organe parisien de lutte contre l'oppression des minorités nationales, avait organisé, au Grand-Orient de France, à Paris, le 21 décembre dernier, sous la présidence d'honneur de Mme Séverine et la présidence effective de M. Ferdinand Buisson, un meeting pour la défense des minorités opprimées.

Plus de 1200 personnes, dont de nombreux Balkaniques, étaient accourues manifester par leur présence et les ovations portées aux orateurs, leur inébranlable volonté de secouer l'esclavage qui leur a été imposé par la force brutale des baïonnettes et des mitrailleuses.

Devant une salle comble, M. Bernard Lecache, directeur-fondateur du *Cri des Peuples*, ouvre la séance et donne lecture d'une lettre de vive sympathie de Mme Séverine, retenue loin de Paris par la maladie. Puis, MM. Ferdinand Buisson, Georges Pioch, R. H. Seu (la Corée), Durafour, ancien ministre, député de la Loire, Fahim el Keï (Égypte), Johnston (Dahomey), Ravinez (au nom de l'Association Populaire Révolutionnaire de l'Amérique Latine), le comte Karolyi, Filippo Turati, etc. etc., et notre excellent collaborateur et ami Paul

Louis sont venus tour à tour flétrir avec les paroles les plus véhémentes l'abomination du fascisme oppresseur, de la férocité de l'impérialisme. Paul Louis a stigmatisé particulièrement la Terreur Blanche qui sévit en Pologne, en Italie fasciste, en Roumanie, en Yougoslavie, et en Bulgarie, surtout contre les Macédoiens martyrs.

Vu l'heure tardive, M. Bernard Lecache renonce à la parole et met aux voix l'ordre du jour, qui est voté à l'unanimité et que nous résumons ci-dessous:

«Les 1200 citoyens réunis... répondant à l'appel du *»Cri des Peuples«*, ... après avoir entendu les citoyens ... (les orateurs ci-haut indiqués — Féd. Balk.) enregistrent l'engagement pris à Lugano suivant lequel la Société des Nations discutera définitivement la question des minorités;

exigent le respect des droits des peuples, demandent la révision des mauvais traités, dénoncent la politique d'oppression des impérialistes européens et yankees, flétrissent le Fascisme et la Terreur Blanche;

et, défendant le droit d'asile des proscrits, protestant contre les expulsions exigées par les polices internationales, en appellent aux hommes libres de tous les pays pour lutter contre les menaces de guerre, pour une paix véritable et pour l'indépendance des peuples opprimés.»

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Das fortschrittliche Europa gegen die faschistische ORIM und gegen die bulgarische Militärregierung

Für die Befreiung Mazedoniens — Für den Frieden auf dem Balkan —

Für eine internationale Enquete in den drei Teilen Mazedoniens

Der internationale Protest gegen die in Mazedonien unter bulgarischem Joch durch die Banden der faschistischen ORIM verübten Gemetzel, und gegen das furchtbare Schicksal des durch die Verträge zwischen Bulgarien, Jugoslawien und Griechenland zerfetzten mazedonischen Volkes, und die Forderung einer internationalen und unparteiischen Enquete in den drei Teilen Mazedoniens zwecks Vorbereitung der Lösung der mazedonischen Frage — diese edle Initiative der hervorragendsten Intellektuellen Frankreichs, nimmt einen immer großartigeren Umfang an. Die bedeutendsten Persönlichkeiten des wissenschaftlichen, literarischen und politischen Lebens aus allen Ländern Europas unterschreiben in immer größerer Zahl diesen einstimmigen Protest der ganzen Kulturwelt und erhöhen auf diese Weise die hohe Bedeutung dieses Dokumentes. In unserer letzten Nummer hatten wir den Protest veröffentlicht, der von mehr als hundert weltberühmten französischen und italienischen Vertretern der edelsten öffentlichen Meinung unterschrieben war, unter anderen von: Victor Marguerite, Léon Buzalgette, Habaru, Léon Werth, Charles Brun, Champsaud, J. Zyromski, Victor Basch, Marcel Cachin, P. Vaillant-Couturier, Jean Longuet, M. Délepine, Emile Kahn, Bernard Lecache, Paul Louis, Félicien Challaye, Ferdinand Corcos, Bracke, Aimé Méric, Maurice Junker, Georges Pioch, F. Turati, C. Treves, N. Baldini, L. Campolongo, E. Chiesa, M. Pistocchi, Bouozzi, Frau Drevet, Frau Duchêne, Frau A. Balabanowa, usw. Wir geben heute dieses Dokument, mit mehr als 200 neuen Unterschriften hervorragendster Vertreter der fortschrittlichen öffentlichen Meinung Europa's, wieder.

Die Aktion wird fortgesetzt. Die Macht des Rechtes bäumt sich gegen die Willkür, gegen die Tyrannei, gegen das Verbrechen auf.

Diese prachtvolle, einstimmige internationale Protest-Bewegung gegen die Leiden der Mazedonier und für ihre Befreiung ist zugleich auch eine ernste Warnung an die Tyrannei in Jugoslawien, welche, nachdem sie dort seit Jahren unter der Maske eines falschen Parlamentarismus tobte, nunmehr von Alexander Karageorgewitsch offiziell verkündet wurde. Das fortschrittliche demokratische Europa wird angesichts der alle Balkanvölker in Blut tränkenden Verbrechen, nicht mehr als simpler Zuschauer die Arme fassen.

Die Internationale Enquete der *Balkan-Föderation* über die Lösung der Balkanfragen, an welcher die hervorragendsten Persönlichkeiten des wissenschaftlichen, literarischen und politischen Europas teilnahmen, war die Studie der mazedonischen Frage im besonderen und der balkanischen Frage im allgemeinen. Der jetzige General-Protest der Kulturwelt und ihre Forderung der Einsetzung einer Internationalen Enquete-Kommission in den drei Teilen Mazedoniens, ist schon eine erste präzise Maßnahme zur Regelung der mazedonischen Frage, folglich auch der balkanischen Frage. Das kulturelle Europa nimmt nun in eigene Hände die Aufgabe, dem tragischen Schicksal des mazedonischen Volkes und der anderen unterdrückten Balkanvölker ein Ende zu setzen. Dieser Umstand bildet für die für ihre Befreiung kämpfenden Balkanvölker, eine unschätzbare Ermutigung.

Die Redaktion

Für den Frieden auf dem Balkan

Die Unterzeichneten betrachten es als ihre Pflicht, die Aufmerksamkeit der öffentlichen Meinung auf die grauenvollen Ereignisse zu lenken, die sich gegenwärtig auf bulgarischem Gebiet zwischen den mazedonischen Fraktionen abspielen.

Die Tötung General Protogeroffs am 7. Juli 1928, auf Befehl seines Rivalen Iwan Michailoff, gab den unmittelbaren Anlaß zu diesen grauenvollen Einzel- und Massenmorden. Die Anhänger Protogeroffs und Michailoffs in Sofia und in der bulgarischen Zone Mazedoniens morden sich seither gegenseitig. Die Zahl der Gefallenen beträgt bereits 1000.

Der Ermordung Protogeroffs ging aber eine lange Reihe von Morden, Anschlägen und Ueberfällen bewaffneter Komitatschi-Banden voraus. Die Verantwortung für alle diese blutigen Taten trägt die »Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation« (ORIM), seitdem diese ehemals von Befreiungsidealen beseelte Organisation in die Hände der bulgarischen reaktionären und faschistischen Annektionisten fiel.

Die Komitatschis, die sich heute gegenseitig morden, beteiligen sich an allen Greuelthaten des Weißen Terrors in Bulgarien, dem von 1923 bis 1928 mehr als 25.000 Menschen zum Opfer fielen.

Bevor diese inneren Kämpfe zum Ausbruch kamen, hatten die Komitatschis schon Hekatomben von Leichen bulgarischer und mazedonischer Antifaschisten aus allen Parteien angehäuft. Ihre Mittäter sind die bulgarischen Regierungen, Organisatoren des Staatsreiches. Die eine der beiden sich bekämpfenden mazedonischen Fraktionen hält es mit Herrn Liaptscheff, dem General Wolkoff und dem König, die andere steht im Dienste der Herren Zankoff und General Russeff. Diese beiden Fraktionen schlagen sich für die beiden Klans des bulgarischen Faschismus.

Das bulgarische und das mazedonische Volk, durch die Friedensverträge unter Bulgarien, Jugoslawien und Griechenland aufgeteilt, ist das Opfer dieser Zustände.

Die internationale öffentliche Meinung muß ihnen zu Hilfe eilen, unsomehr als die bulgarisch-mazedonischen Wirrnisse eine dauernde Kriegsgefahr für den Balkan und die ganze Welt bedeuten.

Indem die Unterzeichneten gegen die von den mazedonischen Faschisten begangenen Greuelthaten protestieren, erklären sie, daß die mazedonische Frage nur auf der Grundlage der Gerechtigkeit und der Freiheit gelöst werden kann. Sie fordern, daß eine internationale Enquete mit voller Garantie der notwendigen Unparteilichkeit in den drei Teilen Mazedoniens organisiert werde, um diese für die Befreiung des Balkans unerläßliche Lösung der mazedonischen Frage vorzubereiten.

Allgemeiner Verband der Kriegs- und Arbeitsopfer: Dr. Kretschmar; Dr. Ernst Aron, Rechtsanwalt und Notar; Doktor Fritz Ausländer, Mitglied des Preußischen Landtages; Frau Anita Augspurg, München, bekannte Pazifistin; Dr. Alexander, Mitglied des Reichstages, Berlin; Dr. Alfred Berg, Landesgerichtsrat, Berlin; Max Barth, Schriftsteller; Erwin Berger, Schriftsteller, Berlin; Dr. Karl Bulke, Schriftsteller, Berlin; Siegfried Berggrün, Schriftsteller, Berlin; Frau Liese Bertram, Schriftstellerin, Berlin; Dr. Bockmühle, Rektor, Barmen; Frau Grete Bockmühle, Schriftstellerin, Barmen; Hans Becher, Schriftsteller, Barmen; Julian Borchardt, Schriftsteller, Berlin; Martin Barkowski, Bürgermeister a. D., Königsberg; Dr. med. Karl Friedrich Bahmann; Dr. Arthur Brandt, Rechtsanwalt, Berlin; Frau Else Braunfeld, Gewerbelehrerin, Essen; Bundesleitung des Deutsch-pazifistischen Studentenbundes, Berlin; Eduard Bernstein, Schriftsteller, Berlin-Schöneberg; Gertrud Baer, Internationale Frauenliga für Frieden und Freiheit (Deutscher Zweig); Dr. G. Cohen, Justizrat, Berlin; Dr. Hans Cohn, Rechtsanwalt, Berlin; Dr. med. Ernst Cohn, Berlin; L. Codello, Schriftsteller, Berlin; Doktor Caspary, Dramaturg, Berlin; Georg Davidsohn, Schriftsteller, Berlin; Kurt Davidsohn, Sekretär, Berlin; Wilh. Düwell, Redakteur, Berlin; Adolf Deter, Redakteur, Berlin; Dr. Deri, Kunsthistoriker, Berlin; Berthold von Deinling, Gen. a. D.; Thomas Martin Elster; Professor Albert Einstein, Berlin-Schöneberg; Prof. Dr. Ebner, Berlin-Schöneberg; Paul Elsner; Walli Engel, Berlin-Schöneberg; Alfred Eichholz; Lina Eichholz; Dr. Johanna Ebner, Berlin-Schöneberg; Frau Gertrud Eysold, Schauspielerin, Berlin; Walter Friedländer, Stadtrat, Berlin; Dr. Ewald Fabian, Schriftführer des Vereines Sozialistischer Ärzte, Berlin; Dr. Franke, Pastor an der Heiligen-Kreuz-Kirche, Berlin; Leonhard Frank, Schriftsteller, Berlin; Dr. A. Freymul, Senatspräsident a. D., Berlin; Dr. Leon Feuchtwanger, Berlin; Rechtsanwalt Dr. Freitag; Hans Fleischner, Redakteur, Breslau; Albert Florath, Schauspieler am Staatstheater, Berlin; Frau Maria Fuhrmann, Gymnastiklehrerin, Essen; Dr. Freund, Ministerialdirektor, Dresden; Dr. Leo Friedländer, Stadtrat, Berlin; Professor Dr. Fries, Berlin; Hans Friedländer, Berlin; Kurt Friedländer, Berlin; Emma Friedländer, Berlin; Dr. Emil Friedländer, Berlin; Max Goldberg, Berlin; Professor Hans Goldberg, Berlin; Kurt Großmann, Sekretär der Deutschen Liga für Menschenrechte, Berlin; Hans Großmann, Berlin; Dr. Goldstein, Justizrat, Berlin; Fritz Goldstein, Berlin; Hans Gahmann, Redakteur, Berlin; Dr. Hans Gerson, Rechtsanwalt, Berlin; Frau Dr. Emma Gerson, Berlin; Hugo Gersterhauer, Berlin; Moritz Goldmann, Rechtsanwalt, Berlin; Henri Guibeaux, Schriftsteller, z. Zt. Berlin; Otto Griebel, Künstler, Dresden; Prof. Alfons Goldschmidt, Berlin; Professor Grote, Berlin; Johannes Gaulke, Schriftsteller, Berlin; Dr. med. Kurt Glaser, Berlin; Hans Glaser, Schriftsteller, Berlin; stud. med. Hans Glaser, Berlin; Siegfried Glaser, Berlin; Paula Glaser, Berlin; Professor Eugen Glaser, Berlin; Frau Hanna Glaser, Berlin; Frau Vira Heller, Schriftstellerin, Berlin; Arth. Holtscher, Schriftsteller, Berlin; Claus Hermann, Schriftsteller, Berlin; Hugo Herrmann, Schriftsteller, Berlin; Direktor Herwarth Walden, Publizist, Berlin; Doktor Max Hodann, Stadtarzt, Berlin; Erich Huth, Weimar; Dr. Hobach, Berlin; Dr. M. Holl, Frankfurt a. Main; Hans Holl, Berlin; Dr. Ludwig Hecht, Justizrat, Berlin; Max Heritti, Berlin; Dr. Rolf Helm, Rechtsanwalt, Dresden; Dr. Arthur Hankelstein, Berlin; Dr. med. Bl. Heilbrunn, Fürth i. B.; Dr. jur. Hans Hapert, Berlin; Hans Hemmer, Berlin; Dr. ing. Th. Heyd, Darmstadt; Heinz Herbers, Hagen i. W.; Willi Haus, Berlin; Dr. Lydie Gustava Heymann, Berlin; Rechtsanwalt Dr. Heymann, Berlin; Dr. Herzfeld, Rechtsanwalt und Notar, Berlin; Dr. med. Fritz Herzfeld, Berlin; Dr. Josef Hoffmann, Baumeister, Wien; Karl Hoffmann, Berlin; Dr. Kurt Hiller, Schriftsteller, Berlin; Hans Hüer, Berlin; Siegfried Jacob, Berlin; Kurt Jacob, Berlin; Siegfried Jacoby, Berlin; Kurt Jacoby, Schriftsteller, Berlin; Dr. Hans Jacoby, Berlin; Ernst Jungstund, Lehrer, Berlin; Eric Johansson, Schriftsteller, Dresden; Paula Jacobsohn, Berlin; Dr. A. Jakobski, Studienrat, Essen; Frau Flora Jakobski, Essen; Lise Jakob, Gymnastiklehrerin, Essen; Dr. Ernst Ising; Frau Tekla Ising; Dr. Arnold Kurzig, Rechtsanwalt, Berlin; Dr. Siegfried Kawerau, Oberstudiendirektor, Berlin; Dr. L. Keitn, Lehrer, Berlin; Freiherr von König, Berlin; Adolf Keiker, Weimar; Hildegard Kunscheit; Dr. Leo Kempner, Justizrat, Berlin; Dr. Kötzke, Pfarrer, Prösen; B. Kampfmeier, Schriftsteller, Berlin; Dr. C. Koeppele, Rechtsanwalt, Bayreuth; Professor Frantšek Krejci, Universität, Prag; Frau Dr. Heiene Stocker, Schriftstellerin, Berlin; Dr. Kurt Kersten, Schriftsteller, Berlin; Dr. Friedrich Käyser, Studienassessor; Frau Hedwig Konitzky, Breslau; Frau Augusta Kirchhof, Bremen; Anton Kattenheuser, Fürth; Joacim Kurath; Komitee zur Bekämpfung des Weißen Terrors am Balkan, Wien; Albert Legges; Georg Ledebour, Schriftsteller, Berlin; Dr. Max Lichtenstein, Rechtsanwalt und Notar; Wilhelm Lauer, Postbeamter; Paula Lucas, Weimar; Margot Lucas, Weimar; Franz Lehmann, Schriftsteller, Berlin; Prof. Dr. P. F. Linke; Dr. Max Levi, Hamburg; Siegfried Lewi, Berlin; Professor Hans Levy, Berlin; Professor Heinrich Löwe, Berlin; Doktor W. Lange, Verlagsdirektor; Ernst Lange, Schriftsteller, Berlin; Dr. Karl Levi, Düsseldorf; Frau M. Lechner; Wilhelm Lamarsurs; cand. phil. Berthold Levi, Essen; Dr. Leonharat, Schriftsteller, Berlin; Dr. Hans Lamouche, Berlin; Professor M. Maier, Kunstantiquar; Hans Münnich; Dr. Marlinger; Professor Meier-Gräfe, Berlin; Professor Hermann Mehner; Frau Professor Mehner; Professor Dr. August Mann, Gießen; Frau Lu Märten, Schriftstellerin, Berlin; K. H. Martin; L. M. Matias; Prof. Dr. Ing. Menke; Dr. Meier-Hefe; Dr. Julian Marcuse, München; Dr. Friedrich Masse; Hermann Mager, München; Hans Markwald, Frankfurt a. Main; Erna Marcuse, Berlin; Hans Marcuse, Berlin; Dr. med. Fritz Marcuse, Berlin; Dr. jur. Eugen Marcuse, Berlin; Victor Noac, Schriftsteller; Omer Nishani, Schriftsteller; Prof. Nehring; Professor Paul Oesterreich, Berlin; Kurt Offenburg; Fritz Oerter, Fürth; Adolf Otto, Schriftsteller, Berlin; Rud. Fröll, Rechtsanwalt und Notar; Erwin Piscator, Regisseur, Berlin; Dr. Rudolf Penzig; Erich Pöppel, Lehrer; Wilhelm Peper; Gerhard Pohl, Schriftsteller, Berlin; Otto Nuschke, Chefredakteur, Berlin; Lic. Otto Piper, Göttingen; Dr. W. Peters, Karlshorst; Franz Pfempfert, Schriftsteller, Berlin; Karl von Ossietzky, Schriftsteller, Berlin; Reichsbauernbund, Hauptgeschäftsstelle Berlin; W. Riese; Dr. Martin Riese; Dr. Martha Riese; Max Reinheimer; Frau Herta Rieck; Otto Rodenbach; Dr. Arthur Ernst Ruthra; Dr. med. Felix Roonheim; Nilo Rost, Schriftsteller. (Fortsetzung folgt.)

Die Diktatur „arbeitet“

Nach den ersten Ukasen der Diktatur über die vollständige Aufhebung aller Rechte des Parlamentarismus und der Demokratie, hat sich die Regierung an die Arbeit gemacht, alle diese Diktatur-Gesetze in die Tat umzusetzen, indem sie jeden Tag einen neuen Erlaß dazu gab. Die Diktatur arbeitet unermülich, vernichtet unbarmherzig alle bürgerlichen und menschlichen Rechte aller Völker Jugoslawiens, macht aus

diesen bloße Untertanen, rechtlose Sklaven des allmächtigen Diktators Alexander Karageorgewitsch.

Nach Artikel 3 des Gesetzes über den Schutz der Staatsordnung sind schon alle nationalen und religiösen Parteien, welche in ihren Titeln einen kroatischen oder slowenischen »Stammesnamen« tragen, aufgelöst. Es wurden bisher folgende Parteien aufgelöst: Kroatische Bauernpartei (Radić), Kroatische Föderalistische Bauernpartei (Trumbić), Kroatische Partei des Rechtes (Frank), Kroatische Volkspartei (klerikal),

Slowenische Volkspartei (klerikal, Korošec), Slowenische Bauernpartei (slowenische Raditschianer), Jugoslawische mohamedanische Organisation, und noch dazu alle kroatischen, slowenischen und mohamedanischen Kulturorganisationen. Neben den anderen nationalen kulturellen Organisationen wurden auch alle jüdischen zionistischen Organisationen aufgelöst.

Das Pressegesetz schneidet mit einem scharfen Messer jede Bemerkung, jedes Kommentar, jede auch sanfteste Anspielung auf das »Heiligtum« der Ukase oder des Verfahrens der Diktaturregierung ab. Nachdem diese die unabhängige revolutionäre Arbeiterpresse vollständig unterdrückt hat, versucht sie mit allen Mitteln, auch die ganze kroatische oppositionelle Presse zu knebeln. Am 24. Jänner stellte die Diktaturpolizei auf Grund des § 14 des neuen abgeänderten Pressegesetzes das Tagblatt der Kroatischen Bauernpartei »Narodni Vak« ein, weil diese Zeitung im Laufe der letzten Woche dreimal beschlagnahmt worden war. Dieser Paragraph lautet, daß der Minister des Innern, das heißt die Polizei das weitere Erscheinen einer Zeitung verbieten kann: 1. wenn diese Zeitung dreimal im Laufe eines Monats beschlagnahmt wird, 2. wenn die Berichtigung der Behörden in der nächsten Nummer nicht sofort gebracht wurde, 3. wenn sie die Geldstrafe innerhalb dreier Tage nicht bezahlt hat. Unter dem Verbot des Erscheinens einer Zeitung versteht dieser Paragraph ausdrücklich das tatsächliche Verbot des Erscheinens dieser Zeitung, das heißt auch in irgend welcher versteckten Form, mag ihre äußere Form von der verbotenen Zeitung auch ganz verschieden sein. Auf Grund des neu abgeänderten Pressegesetzes kann daher das Regime, wenn es will, jede Zeitung verbieten und das Erscheinen jeder Zeitung unmöglich machen, wenn sie auch nur einen früher in einer verbotenen Zeitung tätigen Mitarbeiter hat, oder wenn die neue Zeitung über einen Gegenstand zu schreiben versucht, über welchen irgend eine der verbotenen Zeitungen geschrieben hat.

Die Diktaturpolizei hat sich mit ganzer Blutdürstigkeit auf die Arbeiterschaft, welche in den aufgelösten unabhängigen Syndikaten organisiert war, geworfen. Eine blutige Strafexpedition wurde gegen alle Arbeiter, in welchen die Polizei Kommunisten sieht, unternommen. In Belgrad wurden 20 Arbeiter verhaftet, in Agram 50, in Mostar 60. Die Verhafteten in Belgrad wurden im Gefängnis grausam blutig geschlagen, und man weiß nun gar nichts mehr über ihr Schicksal. Die Polizei erlaubt nicht, die Namen der Verhafteten bekannt zu geben oder über sie etwas zu schreiben. Jeder Verkehr mit der Außenwelt ist den Verhafteten strengstens verboten. Die Verhaftungen der Arbeiter werden in allen Distrikten und in allen Ortschaften fortgesetzt.

Die Diktatur beginnt offen, die großserbischen faschistischen Organisationen in die Aktion hineinzuziehen und einen immer ausgeprägteren militaristisch-faschistischen Charakter zu bekommen. Durch die Straßen der meisten Städte, besonders im Süden, patrouillieren bewaffnet die Banden der großserbischen faschistischen Organisationen; Tschetnizi des Peter Mrkonjić, deren Präsident Punischa Račić die Abgeordneten der Radić-Partei im Parlamente ermordete, setzen jetzt rücksichtsloser als je ihre blutigen Orgien über die Bevölkerung Mazedoniens und des Kossovo fort und erweitern ihre Henkerarbeit auch auf andere Gebiete des Landes.

Das Diktaturregime hat die Hauptgrundsätze seines Programmes, welches es bis zu Ende durchführen will, bekanntgegeben.

Der wichtigste Punkt des Programmes ist das Vernichten jedes politischen Lebens im Staate, und durch die Gesetzvereinheitlichung die Schaffung günstiger Bedingungen zur Umwandlung aller slawischen Völker und der Albaner in eine Nation, die Schaffung »einer nationalen Seele«, wie sich der Tyrann Alexander ausdrückt.

Das Diktaturregime wird weiter trachten, den ganzen Staatsapparat umzumodeln und aus den Beamten gehorsamste Diener der Diktatur zu machen. In allen Ministerien werden schon Entlassungen und Perlustrierungen in großem Maßstabe durchgeführt.

Mit dem Gesetze zum Schutze der Staatsordnung, mit dem neuen Pressegesetz, mit dem Polizei- und Beamtenapparat, welcher von dem Willen der Diktaturregierung vollkommen abhängig ist, mit den Gerichten, welche durch neue Organisationsdekrete in die vollständige Abhängigkeit des Justizministers gesetzt werden, mit der bis zu den Zähnen bewaffneten Armee und mit den großserbischen Organisationen, glaubt die Diktatur der militaristischen Hofclique, ihre politische Grundlage befestigen zu können.

Mit seinem wirtschaftlichen Programm bekennt das Diktaturregime ganz offen, daß es ein Regime des Großkapitals, der Bankiers und Großgrundbesitzer gegen die breiten armen und mittleren Schichten — gegen die überwiegende Mehrheit des Volkes ist. Das Regime wird mit allen Mitteln die Entwicklung der nationalen Industrie fördern, mit allen notwen-

digen Konzessionen und mit ausgiebiger Staatshilfe für sie sorgen. Auf dem Grundsatz der Heiligkeit des Privateigentums stehend, gibt die Diktatur bekannt, daß sie die Nichtigerklärung und Ermäßigung der bäuerlichen Wucherschulden und die Nachlassung der noch schuldiggeliebten Steuern nicht erlauben wird. Die Wirtschaftspolitik der Diktaturregierung ist darauf gerichtet, aus dem Lande wegen der Rückzahlung der Schulden und Begleichung der ungeheuren Rüstungsausgaben die größten Einnahmen herauszupressen. Deswegen wird das Regime das Land in die Hände derjenigen übergeben, welche große Kapitalien besitzen und im Stande sind, den Boden am modernsten zu bebauen. Zu diesem Zwecke wird das Regime auch die fremden Kapitalien in die Landwirtschaft hineinzuziehen trachten. Die Lösung der Agrarreform durch die Verteilung des Bodens an die Bauern betrachtet das Regime als ein Hindernis für die kapitalistische Bewirtschaftung des Bodens und die Entwicklung der Landwirtschaft. Deswegen wird es auch diese jetzt bestehende armseelige Agrarverordnung, welche die Verteilung nur eines Achtels des Großgrundbesitzes sicherstellte, aufheben. Den Großgrundbesitzern wird das Recht, »ihren« Grund und Boden zum »Kostenpreis« zu verkaufen oder denselben zu behalten und selbst zu bewirtschaften, gesichert.

Dem fremden Kapital werden die Tore des ganzen Landes zu einer »segensreichen Befruchtungsrolle« breit offen bleiben, ihm werden die weitesten Begünstigungen erwiesen, damit es sich in allen Betrieben, ohne Unterschied, günstig plazieren kann.

Das Regime glaubt seine soziale Grundlage in den einheimischen und fremden Kapitalisten und Bankiers finden zu können, deswegen wird es ihnen alle Staatsbetriebe in die Hände spielen und ihnen die Konzessionen zur Ausbeutung der Naturschätze des Landes erteilen. Schon wurden die Pläne zur Uebergabe des Telegraphs und Telephons an die Privatkapitalisten ausgearbeitet, und jetzt werden die Pläne zur Uebergabe der Eisenbahn in die Hände der Darlehensgeber geprüft.

Die ganze weitere Führung der Wirtschaftspolitik denkt das Regime dem neuen beratenden Parliamente, dem sogenannten »Wirtschaftsrat« anzuvertrauen, in welchem, nach dem Muster des italienischen faschistischen Wirtschaftsrates, neben den Kapitalisten auch Vertreter der bäuerlichen, klein-gewerblichen und reformistischen Arbeiterorganisationen sitzen sollen, als Statisten und moralische Helfer für die Interessen des großen Industrie- und Bankkapitals und Großgrundbesitzes, welche das Diktaturregime als die höchsten Staatsinteressen darstellt.

Das großserbische Diktaturregime bemüht sich besonders, um die kroatischen und andere nationalen Fragen von der Tagesordnung so rasch als möglich verschwinden zu lassen. Sobald die Auflösung aller Gemeinde- und Distriktselbstverwaltungen durchgeführt ist, wird die Regierung einen Ukas über die neue Verwaltungseinteilung des Landes erlassen. Die Regierungsblätter haben schon die Grundzüge des Regierungsentwurfes über die Verwaltungsneueinteilung des Landes veröffentlicht. Nach diesem Entwurfe soll das Land in vierzehn Distrikte aufgeteilt werden:

1. Belgrader Distrikt, mit einem Teile der Woywodina;
2. Srem, mit Srem und einem Teile Serbiens;
3. Sarajewo, mit einem Teile Serbiens;
4. Dubrovnik (Ragusa);
5. Zagreb (Agram), mit einem Teile der Woywodina;
6. Slowenien, mit einem Teile Kroatiens und des kroatischen Küstenlandes;
7. Morava;
8. Nisch, mit einem Teile des Kossowo;
9. Schumadija;
10. Skopje;
11. Kossowo, ein Teil des Amselfeldes, mit einem Teile Serbiens;
12. Bitolja;
- 13.—14. in Kroatien wird noch ein Distrikt (höchstwahrscheinlich Osijek) geschaffen und aus einem Belgrader Distrikte werden zwei gebildet.

Die Distrikte werden auf rein administrativer Basis verwaltet.

Dieser Regierungsentwurf zeigt deutlich, daß die Diktatur bestrebt ist, jeden nationalen und historischen Charakter der Distrikte zu vernichten, die Distrikte vollkommen zu entnationalisieren, um der königlichen Proklamation treu, die Existenz einer nationalen Frage zu verneinen. In seiner neuen Aufteilung des Staates zerstückelt das heutige Regime die nationalen Provinzen in bestialischer Art und Weise.

Die Diktatur arbeitet fieberhaft rasch, um auch diesen Ukas ohne Widerstand seitens der unterdrückten und national-unterjochten Völker durchzuführen. Aber fieberhafter und rascher als in allen anderen Fragen arbeitet sie an dem Zu-

standekommen einer großen Anleihe, vom Bankhaus Rothschild, in der Höhe von 13,5 Milliarden für die finanzielle Stabilisierung und die Investitionen. Der Vertreter Rothschild's, Porter, weite längere Zeit in Belgrad, und jetzt geht der Handelsminister Mazuranić nach Paris und London, um die Anleiheverhandlungen abzuschließen. Mit ihm reist auch der Stellvertreter des Ministers des Aeußeren, Dr. Kumanudi. Und beide Herren werden gleichzeitig die politische Knechtschaft Jugoslawiens gegenüber dem englisch-französischen Blocke unterzeichnen und das Schicksal der Völker Jugoslawiens in die Hände der anglo-französischen Kapitalisten überliefern.

Die Diktatur arbeitet emsig und rasch an der vollständigen Ueberantwortung der Völker Jugoslawiens in die Knechtschaft der Belgrader und westeuropäischen Imperialisten. Die Diktatur vernichtet alle politischen Freiheiten und alle Menschenrechte aller Völker Jugoslawiens, unter passiver und feiger Haltung aller bürgerlichen oppositionellen Parteien. Das Nichtauftauchen eines Widerstandes der Massen stärkt die Diktatur und ermöglicht ihr sogar eine Anleihe im Auslande zu bekommen, um so aus dem finanziellen Wirrwarr zu entkommen, in welchem sie unbedingt erstickend müße, wenn die Massen sich zu ihrer Verteidigung aufgelehnt hätten.

Die Führer der nationalen kroatischen Bewegung, anstatt sich an die Massen zu wenden, welche den Kampf gegen die Diktatur fordern, und anstatt diese in den Kampf zu führen, fragen sich lang und breit, wie lange noch die Diktatur dauern werde. Sie beschäftigen sich noch mit den Deutungen der Worte in dem Aufrufe des Königs, während indessen der König gestieft und gespornt über das kroatische Volk hinwegschreitet und seine Fetsche niedersausen läßt. Sie erkundigen sich noch nach den Absichten des Königs, obzwar er offen sagt und zugibt, daß er tyrannisch regieren werde, bis er das ganze kroatische Regime und reaktionäre Programm durchgeführt und bis er sicherstellt, daß auch in der Zukunft nichts von dem, was das jetzige Regime schafft, abgeändert werden kann!

Du hast genug geschwiegen und gewartet, kroatisches Volk! Der Moment des Kampfes ist gekommen, und diesen darf man nicht versäumen! Von Euch kroatischen armen Bauern und kleinen Leuten, welche die Tyrannei der Belgrader Diktatur so grausam würgt, von den Volksmassen der anderen unterdrückten Völker hängt die Existenz der Diktatur ab. Euer vereinigt Kampf wird auch die jetzige Diktatur Belgrads brechen, wie er alle bisherigen gebrochen hat! Der Augenblick des Kampfes ist gekommen! wartet keinen einzigen Tag mehr! Die Belgrader Diktatur arbeitet gegen Eure Rechte und Freiheiten! Zeigt, daß Ihr auch arbeitet und im Stande seid, alles für Eure nationale Freiheit und menschlichen Rechte einzusetzen! Wer heute nicht fähig ist, für seine Freiheit alles zu opfern, ist der Freiheit nicht wert!

N. Matijević

Die historische Wendung in Jugoslawien

Die ganze bürgerliche Presse in Jugoslawien, ohne Unterschied ob sie kroatisch oder serbisch gefärbt ist, bezeichnet den letzten Staatsstreich des Königs Alexander und die Aufrichtung der offenen Militärdiktatur als eine historische Wendung. Hinter dieser noch bis gestern angeblich demokratischen, fortschrittlichen und freisinnigen Presse stehen eigentlich die sogenannten »wirtschaftlichen Korporationen«, Ged.-institute, Industriekonzerne, Hance.skörperschaften und alle möglichen Ausbeuter, die sich auf Kosten des e.enden Lebens der werktätigen Massen nicht genug sattessen können.

Diese parasitischen Kreise, sowie die königlichen Offiziere und kirchlichen Würdenträger haben natürlich mit unverfälschter Freude das neue Regime der Gewalt und des Terrors begrüßt, weil nur eine solche monarchistisch-militärische Diktatur sie von den immer mehr drohenden Angriffen des vereinigt städtischen Proletariats und des proletarischen Bauerntums momentan befreien kann.

Dieser Verräterschritt der kroatischen Bourgeoisie kam aber nicht unerwartet. Wir haben während der ganzen Zeit des Bestandes der bisherigen versteckten Diktatur auf die große Gefahr hingewiesen, welche dem kroatischen Volke aus dem Umstande, daß die Führung der stärksten organisierten kroatischen Partei, der HSS (Kroatische Bauern-Partei), den Befreiungskampf der kroatischen Bauern mit dem nationalistischen Karren der kroatischen Bourgeoisie verbunden hat, entstand. Nachdem die Interessen der kroatischen Bankiers und der bürgerlichen Politiker nichts Gemeinsames mit denen der Bauern und den Ideen einer gesunden Bauernbewegung haben, sagten wir, daß die Bankiers, Industriellen und die sogenannte

Intelligenz im entscheidenden Moment die Kampfeslinien verlassen und sich mit der kroatischen Bourgeoisie sehr leicht unter den Fittichen der Hof- und Militärkamarilla verständigen werden, welche letztere aus eigenem Interesse und im Interesse ihrer Auftraggeber, der französischen und englischen Kapitalisten und Imperialisten, der beiderseitigen Verständigung beistehen, sie mit allen Mitteln fördern wird.

Kaum 15 Tage nach dieser nun stattgefundenen Verständigung des Holes und der Armee mit der kroatischen und serbischen Bourgeoisie fängt jetzt ein wahres Wettrennen von Ueberläufern aus den Reihen der Kämpfer »um Freiheit und Gleichberechtigung« in die neue »nationale Staatspartei des Königs und Gesetzgebers« an, welche die Aufgabe hat, wie dies auch die Belgrader »Vreme« offen zugibt, nur das schon bestehende mit Gewalt zu befestigen und für zukünftige Generationen zu erhalten.

An diesem Wettrennen nehmen in gleichem Maße das Bank- und Industriekapital Kroatiens, die patriotische Kleinbourgeoisie und die bisherigen Berufspolitiker teil. Auch die bisherigen »Freiheitskämpfer« aus den Reihen der bäuerlich-demokratischen Koalition gehen reumütig nach Canossa und suchen um Audienz beim König-Diktator an — Neudorfer, Bacinic, Kostic, Brankovic, usw.

Und solange die Militärdiktatur die politischen Parteien auflöst, die Gewerkschaften gewaltsam verbietet, durch Obrigkeitbefehle neue Arbeitsbedingungen und Arbeitszeiten zum Schaden und Nachteil der Arbeiterklasse bestimmt, ist die liberale »Intelligenz« über den neuen Kurs ganz entzückt.

Diese Begeisterung der einheimischen Bourgeoisie teilt auch die westeuropäische kapitalistische Presse. Jules Sauerwein schreibt im »Matin«, daß die Initiative des Königs Alexander in Frankreich als ein Zeichen von großer Tapferkeit und von Patriotismus bezeichnet wird. In weiteren Ausassungen der bürgerlichen Presse wird der König-Diktator sogar mit Napoleon verglichen. Die Londoner »Times« vom 16. v. M. schreibt, daß das Ziel der Auflösung aller politischen Parteien die Bildung einer neuen Partei ist, die unter dem reformierten parlamentarischen Regime als Rad einer gesunden nationalen Partei dienen wird. »Es ist noch nicht ganz klar«, schreibt die »Times« weiter, »ob Mussolini oder Horthy das Modell sein wird, aber man glaubt eher, daß Jugoslawien das ungarische Beispiel nachahmen wird«. Und sie fügt hinzu, daß die Militärdiktatur einige Jahre dauern wird.

Die Monarchie im Dienste des englischen Kapitals

Wir haben seinerzeit wiederholt hervorgehoben, daß die Politik der kroatischen Bauernpartei zum Fehlschlagen verurteilt, und daß die Voraussetzung, daß die kroatischen Bauern mit Hilfe des Königs und der kroatischen Bourgeoisie ihre politische und soziale Befreiung erreichen könnten, unhaltbar und verfehlt ist.

Jetzt hat sich das eine und das andere ereignet, weil der König und die kroatischen Kapitalisten eine Verständigung erzielt haben, um ihr Programm und die Befehle ihrer englisch-französischen Auftraggeber auszuführen. Auf die Wünsche der Bauern und Arbeiter antworteten sie übereinstimmend mit dem verschärften Gesetz über den Staatsschutz und mit den Androhungen der 20jährigen Zuchthausstrafe und auch der Todesstrafe, wenn sie irgend etwas unternehmen sollten, was gegen die »heiligen Interessen« der Krone und des Kapitals verstößt.

Der italienische Journalist Carlo Ridoni hat zuerst die Nachricht gebracht, daß die französische Regierung und der französische Generalstab anlässlich des letzten Aufenthaltes des Königs Alexander in Paris an diesen die strikte Forderung gestellt haben, die inneren Verhältnisse im Staate S.H.S. zu ordnen, weil sonst die französische Regierung kein Interesse haben würde, einen solchen Bundesgenossen zu haben und weitere gewaltige Summen in die jugoslawischen Land- und Seerüstungen hineinzustecken, nachdem die Kraft der SHS-Armee infolge der inneren Zwistigkeiten und nationalen Spaltungen im gegebenen Falle höchst zweifelhaft wäre.

Nun greift auch der Führer der dalmatinischen selbständigen Demokraten, das Mitglied der Exekutive der bäuerlich-demokratischen Koalition, Dr. Prvislav Grisogono, seinen Chef Sv. Pribicevic an, weil er zu links auf das Gebiet der sterilen Staatsrechtstheorien und Diskussionen gegangen sei und führt im Prager »Narodni Listy« vom 17. v. M. bezeichnende Gründe an, wie es zum Staatsstreich und zur Militärdiktatur gekommen sei. Der bisherige Bundesgenosse der kroatischen Bauern schreibt im Prager Blatte folgendes: »Die Forderung des Dr. Macek nach einer Personalunion hat den diplomatischen Vertreter Großbritanniens unangenehm überrascht, weil England auf dem Balkan nur ein mächtiges und einheitliches Jugoslawien wünscht. Die Ansicht des englischen Gesandten wurde tonangebend, und daraus folgte die Tatsache, daß sich in den maßgebenden Kreisen in London und noch

mehr in Paris die Meinung bildete, daß die Forderungen der Kroaten mit der Vitalität und Macht Jugoslawiens unvereinbar seien. Diese Vitalität und Macht sind aber als Garantie des Friedens und des Gleichgewichtes in Mitteleuropa und am Balkan, nach der Meinung Englands und besonders Frankreichs, absolut unerlässlich. Als die Krise der Regierung Korosec ausgebrochen war, wurde die Gelegenheit geboten, endgültig festzustellen, ob sich die Wünsche der Kroaten dem Imperativ eines großen und mächtigen Jugoslawien anpassen können. Die Fürsorge der Großmächte braucht ein starkes und mächtiges Jugoslawien wegen des internationalen Gleichgewichtes am Balkan und im Donaubecken. Man hat nämlich erwartet, daß nach der Rückkehr der erregten Informationsreise des Dr. Trumbic nach London und Paris diese Forderung im Einklang mit der Wirklichkeit und den realen Interessen der Einheit gebracht wird. Als sich diese Erwartung nicht verwirklichte, trat dann die historische Wendung ein: der König nahm die Initiative in eigene Hände und proklamierte die Selbstherrschaft.

Die historische Wendung

Die Tatsache, daß der König Alexander in engster Mitarbeit mit der kroatischen Bourgeoisie und unter der tatkräftigen Unterstützung der englischen und französischen Kapitalisten und Imperialisten den Absolutismus proklamiert, alle bürgerlichen Rechte und Freiheiten aufgehoben, die Alleingewalt des Militärs und der Polizei eingeführt hat, wird als historische Wendung in der Haltung der Arbeitermassen und besonders in derjenigen der kroatischen Bauern herbeiführen.

Das, was die jugoslawischen Arbeiter schon längst eingesehen haben, werden jetzt auch die breiten Massen des Bauerntums, in erster Linie die kroatischen Bauern einsehen.

Diesen wird nun genug klar sein, wohin sie das Bündnis mit der Bourgeoisie führt, wohin der Glaube ihrer Führer an die »Weisheit des Königs« steuert! Die Tatsache, daß die offene Militärdiktatur in Jugoslawien auch auf Verlangen der französischen und englischen Kapitalisten eingeführt wurde, wird ihnen die Augen öffnen und zeigen, wie ihr Leben und Gut nur ein Spielzeug in den Schachzügen des englischen und französischen Imperialismus ist. Die freiwillige Mitarbeit der kroatischen Bourgeoisie und Intelligenz an der Diktatur, ihre volle Unterstützung im Kampfe gegen alles, was menschlich und sozial denkt, ihre begeisterte volle Hinde gegen alle sozialpolitischen Errungenschaften der Arbeiterklasse werden auch die breiten Massen der kroatischen Bauern zur Ueberzeugung bringen, daß es, wie wir in der »Balkan-Föderation« immer hervorheben, keine Mitarbeit zwischen den Bauernmassen und den kapitalistischen und bürgerlichen Kreisen geben kann, da ja diese Klassen keine gemeinsamen Interessen und Ideale haben.

Wenn dies die Bauern Kroatiens und der anderen Balkanländer voll einsehen, wenn sie zu der Erkenntnis kommen, daß ihre Rettung und die Lösung der nationalen und sozialen Fragen nur durch den Kampf im Vereine mit der organisierten Arbeiterschaft errungen werden können, wenn sie einsehen, daß die Erkämpfung eines freien Kroatiens, Mazedoniens, usw. nur durch den gemeinsamen Kampf aller national-revolutionären unterdrückten Völker am Balkan möglich ist, dann wird im Leben der Balkanvölker die segensreiche historische Wendung eintreten, die soziale und politische Befreiung der unterdrückten und ausgebeuteten Arbeitermassen stattfindend — dann wird sich unser Ziel verwirklichen: Die republikanische Union der Arbeiter und Bauern.

Krešimir Ivačić

Der Venizelismus an der Arbeit

Quel peuple aura jamais fait de plus grands sacrifices à la liberté!

Quel peuple a plus été trahi!

Saint Just im Konvent
27. XII. 1792

Das Erdbeben von Corinth; Tausende von Unglücklichen irren durch die Straßen, der Schaden ist unermesslich. Aber die Unterstützung der Arbeiterhilfe wird abgelehnt. Hellas sorgt für seine Kinder selbst. Ein größerer Betrag wird für die Geschädigten ausgeworfen. Der Vorsitzende des Hausherrnverbandes Carabetsoris widersetzt sich der Auszahlung. Massen marschieren auf. Schwarze Fahnen wehen voran! Ist es die Trauer über die Opfer der Erdbebenkatastrophe, ist es die Trauer über die mangelnde Solidarität gegenüber verzweifelnden Volksgenossen? Vor dem Hause des Volksfeindes kommt es zu Zusammenstößen. Polizei und Militär stehen be-

reit, nach venizelistischer Art den Demonstranten zu »helfen«. Mit blanker Waffe hauen die Ordnungstruppen auf die wehrlosen Frauen ein. Aber die Menge flieht nicht. Ein Steinhagel ist die Antwort. »Fünf Zivilpersonen und drei Offiziere wurden verletzt«, berichtet die amtliche Nachrichtenstelle. Die Polizei bekommt zu tun. Die Arbeit der Soldateska wird von den Spürhunden der Polizei fortgesetzt. Es beginnt die Jagd nach den »Urhebern«. Aber die Massen von Corinth, besiegt durch brutale Gewalt, wissen eines: Am 14. Jänner werden 4 Millionen Drachmen an die Notleidenden verteilt. Es ist nicht genug, aber ohne die Demonstration, ohne den Aufmarsch hätte man gar nichts erreicht.

Mit der wahren polizeilichen Terrors kann man der wirtschaftlichen Bedrangnis nicht Herr werden. Venizelos, der »Arbeiterfreund«, ist anderer Meinung. Noch vor den Senatswahlen will er in den alten wie in den neuen Gebieten, als Mann der »eisernen Faust« seinen Triumphzug halten. Jeder Streik wird mit Verhaftungen beantwortet. In Sratonikis überfiel die Polizei die Streikenden und verletzte mehrere anlässlich dieser glorreichen Offensive. 17 Tabakarbeiter wurden in Cavalla zu drei Monaten Gefängnis verurteilt, durch den Machtanspruch der Regierung wird der Lohnkonflikt beigelegt. Die Arbeitslosigkeit wächst. Im gesamten Lebensmittelgewerbe meutern die Arbeiter gegen die künstliche Verminderung der Arbeitsposten, gegen die Steigerung der Zahl der Arbeitslosen. Erst in der zweiten Jännerwoche gedenkt man die Unterstützung auszuzahlen und wech eine Unterstützung! In Saloniki hat man 15.000 Drachmen für 2500 Arbeitslose vorgesehen, also 10 Drachmen pro Kopf. Um diesen Betrag soll so ein Unglücklicher mit seiner Familie leben. Was sucht die Polizei die Urheber der immer wieder einsetzenden »Unruhen«; sie stelle die Spitzen unseres Staates vor Gericht, dann wird sie keinen Feingriff tun!

Aber es ist doch kein Geld da! Die Beamten erhalten keinen 13. Monatsgehalt, und die Privatfirmen folgen dem staatlichen Beispiel. Wenn es so zum Streik der Eisenbahner kommen sollte, möge man nicht das »Ber-Komitee« verantwortlich machen oder sonst eine revolutionäre Instanz, man möge die herrschenden Löhne prüfen und sich selbst die Antwort geben. Aber halt! Es fehlt nicht an Geld! Das Marinebudget wurde erhöht. Die Regierung beschloß, prinzipiell den Forderungen des Marinestates zu entsprechen. Liepeters der Große geruhte selbst der Diskussion des »hohen Rates« beizuwohnen. Kriegsrüstungen zur See werden fieberhaft in Angriff genommen. In fremden Diensten, um fremder Interessen willen soll wieder griechisches Geld, griechisches Blut in die Wagschale des Imperialismus geworfen werden. Die anglo-französische Verständigung bewirkt auch auf helenischem Boden das große Wunder: Griechenland rüstet wieder, die Anzeichen zernehen wie Schnee im Lenz in den Händen der kriegerischen Lakaien des Imperialismus. Der inneren Festigung gilt gleichzeitig das Streben der Minister, der Ministern im Dienst um das goldene Kalb. Die Praxekten sollen »permanent« werden. Man will, nun da die Faktoren die Alleinregierung ausüben, das System stabilisieren. Der nach unten hin unabhängige Präfekt soll mit erweiterten Kompetenzen ausgestattet, ohne durch vor Absetzung mit höheren Bezügen beschenkt werden. Statt 8000 soll er in Zukunft 10.000 Drachmen erhalten. Dafür steigt mit dem erhöhten Gehalt der Machteinfluß des Praxekten infolge der Erledigung juristischer Fragen durch die Verwaltung. Im selben Augenblicke, da man daran denkt, provinzielle Selbstverwaltungskörper aufzurichten, da man im Sinne einer modernen Verwaltungsreform, zögernd genug, die ersten Schritte unternimmt, sorgt man dafür, daß die Bäume des Bürokratismus doch in den Himmel wachsen.

Wenn Venizelos irgend eine Frage zu lösen sucht, folgt er den Spuren der vergangenen Zeit. Zavitzianos brütet über seinem neuen Anti-Kommunistengesetz. Er hat längst vergessen, wie schmächtig das juste milieu einst auch an dieser Frage gescheitert ist.

Auf finanzpolitischem Gebiete geht es nicht anders. Die französische Schuld wurde im Sinne des alten Abkommens zwischen Cafandaris und Poincaré anerkannt. Dafür konnte der Generalrat des Völkerbundes nicht dazu bewegen werden, die dreiteilige Anleihe zu erweitern. Die Flüchtlingsobligationen gingen in den Besitz der Hambro über. Power & Traction bleibt allmächtig. Der famose Metaxas hat seinen venizelistischen Nachfolgern ein gutes Erbe hinterlassen. Wie hat man doch einst gegen ihn gemeutert, heute folgt man seinen Zielen und die Umstellung der Leitung auf eine größere Voltstärke fordert Opfer, ohne daß ein Mensch sich rührt. Das Abkommen mit Bulgarien wird vorgelegt, das Abkommen Cafandaris-Moloff, das man einst fast als Hochverrat gegen das griechische Volk gewertet hatte.

Die Teuerung steigt — trotz aller Preisabbauversuche. Wenn einer Kaufmannsgruppe die festgesetzten Preise nicht

passen, stellt sie die Produktion ein, wie die Weißbrotbäckermeister von Saloniki.

Unterdessen häuft sich Skandal auf Skandal. Ueber die Flüchtlingskolonisation in Kilkitsch wurde eine Untersuchung eröffnet und der Freispruch von Patrikios sichert zwar der Republikanischen Union einen Anhänger, aber keineswegs die größere Rechtssicherheit. Die Nationalbank sträubt sich gegen die allzu kühnen Vorschläge der Regierung und Varlamidès, Direktor der Nationalbank, muß zugeben: »daß es zuweilen ökonomische Verstimmungen gibt«. Ein eigenes Unglück für das Regime, daß solche Verstimmungen einen Monat vor den Senatswahlen sich verschärfen. Aber die Wirkungen bleiben nicht aus: In Drama protestierte eine Massenversammlung von 6000 Bauern gegen die Finanzpolitik der Regierung. Die sichersten Stützen treten in Opposition. Flüchtlinge und Bauern, einst im Banne venizelistischer Versprechungen für die parlamentarische Diktatur, beginnen ihres Irrtums gewahr zu werden. Was hilft es, wenn die Zahl der Gendarmen

neuerlich vermehrt wird? Konnte man nicht die Sondergerichte gegen Spekulation aufrecht erhalten, weil die Spekulanten ein Stück der ungeschriebenen Verfassung bilden, so wird man einst trotz aller Gendarmen mit den Folgen der eigenen Taktik nicht fertig werden. Vorläufig steigt die Zahl der Insolvenzen und der Kriminalitätsfälle. Es steigt die Zahl der Attentate, die Unsicherheit des Lebens und die hohe Bürokratie ist noch stolz darauf, daß nur 40 Ermordungen während des ganzen (!) Jahres 1928 in Griechisch-Mazedonien registriert wurden. Ach, warum regt man sich über all diese Dinge auf! Sind die Babanis, Zogas und Velon, war der tote Bandit Hassistis nicht ein Ausdruck der Verzweiflung, die der Venizelismus und seine ökonomische Politik geschaffen? Die ungelöste Agrarfrage drängt zur Lösung. Der Venizelismus kann aber keine Frage restlos erledigen. Der Terror der Faktoren, der ihm zur Macht verholfen, kann die Ursache seines Zusammenbruches werden. Wie lange bleibt noch Venizelos an der Arbeit?

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

ПРОГРЕСИВНА ЕВРОПА ПРОТИВ ФАШИСТКАТА ВМРО И БЪЛГАРСКОТО ВОЕННО ПРАВИТЕЛСТВО

За свободата на Македония! За мира на Балканите!

За международна анкета в трите части на Македония!

Предприетата международна протестна акция против извършените престъпления в Македония под българско робство от бандите на фашистката ВМРО и против ужасната съдба на македонския народ, разпокъсан от мирните договори между България, Югославия и Гърция, както и изискването на една международна и безпристрастна анкета и в трите части на Македония, с цел да може да се разреши македонския въпрос — това благородно дело, което се дължи благодарение на инициативата на най-известните интелектуалци в Франция, взима грандиозни размери. Най-забележителните хора на науката, политиката и литературата в цела Европа идат да възвеличат с своите подписи грамадното значение на тоя единодушен протест на цивилизована Европа. В последния брой на нашия вестник, ние публикувахме протестния документ, подписан повече от сто души френски и италиански интелектуалци с всеизвестна известност, между които Виктор Маргерит, Леон Базалжет, Хаб-ру, Леон Верт, Шарл Брюн, Шампсий, Жан Зиромски, Виктор Баш, Марсел Кашен, Ваян-Кутурйе, Жан Лонге, М. Делепин, Емил Кан, Бернар Лйокаш, Пол Луи, Фелисиен Шале, Фердинанд Коркос, Брак, Еме Мерик, Морис Юнкер, Жерж Пйох, Филипо Турати, Клодйо Тревес, Н. Балдини, Л. Кампоянги, Е. Киза, М. Пистоки, Буоци, Мадам Древе, Мадам Дюшен, Ангелина Балабанова и пр. и пр.

Ние публикуваме днес тоя документ с втора серия нови подписи, повече от триста, на най-именитите представители на прогресивното обществено мнение в Европа.

И акцията продължава. Това е силата на правото, която се опълчва против несправедливостта, против тиранията, против престъплението.

Това великолепно единодушно движение на международен протест против страданията на македонците и за тяхното освобождение, е същевременно и едно сериозно предупреждение относно тиранията в Югославия, която, след като вилне в продължение на години под лицемерната маска на лъжес-парламентаризма, е вече официално прокламирана от Александър Карагеоргиевич. Демократична и прогресивна Европа не ще остане нем зрител и с скръстени ръце пред варварските престъпления, които удавят в жърви целия Балкан.

Международната анкета на в. Балканска Федерация относно разрешението на балканската проблема, анкета, в която взеха участие най-високопоставените хора на науката, литературата и политиката на цела Европа, подготви почвата за проучването на македонския въпрос в частност и на балканския въпрос в общност. Настоящия общ протест на културния европейски свет и неговото желание да се учреди една Международна анкетна комисия и в трите части на Македония, е първата прецизна мерка за разрешението на македонския въпрос, водеща също към разрешението и на балканския въпрос.

Европейския културен свет взема по този начин в свои собствени ръце делото за да тури край на трагичната съдба на македонския и на другите балкански народи. Този факт за борящите се за своето освобождение балкански народи, е едно неопенимо окуражение.

Редакцията

За мира на Балканите

Долуподписаните, считаме за свой дълг да привлечем вниманието на общественото мнение върху страшните събития, които се разиграват понастоящем на българска територия всред македонските фракции.

Тези убийства и кланета имат за непосредствена причина убийството, извършено на 7 юли м. г., над генерал Протогеров, по заповед на неговия съперник Иван Михайлов. От тогава насетне, Протогеровисти и Михайловисти взаимно се избиват в София и в българската зона на Македония. Жертвите се изчисляват близо хиляда.

Но убийството на Протогеров бе последвано от една дълга верига на убийства, агентати, нападения на вжоржени банди, за които е отговорна ВМРО, която некога се е вжодушевлявала от идеала за свободата, но днес е изпаднала в ръцете на българските реакционери и фашисти анексионисти.

Комитаджииите, които се избиват днес едни други, са взели участие в всичките зверства на белия терор в България, който е огнел живота от 1923 до 1928 г. на повече от 25,000 жертви. Преди да стигнат до тия вътрешни междусособици, те издигнаха грамада от трупове на българи и македонци, от всички партии, убити като противници на фашизма.

Сжучастник в техните престъпления е българското правителство — автор на държавния преврат. Една от враждуващите днес фракции държи за Ляпчев, генерал Вълков и цар Борис, а другата е на служба при Цанков и генерал Русев. Двете фракции се бият за двете племена на българския фашизъм.

Неуместно е впрочем да се иска от Ляпчев да тури край на комитаджийските изтълпления.

Българския и македонския народи, които договорите разпокъсаха между България, Югославия и Гърция, са жертва на това положение.

Международното обществено мнение трябва да им се притече на помощ, толкова повече, че българо-македонските смутове представляват една постоянна опасност за нова балканска и световна война.

Ето защо, долуподписаните, протестирайки срещу отгатителните престъпления на македонските фашисти, заявяваме, че само едно решение в духа на справедливостта и свободата, ще може да тури в ред македонския въпрос, затова искаме да се извърши една международна анкета и в трите части на Македония, организирана при всички необходими гаранции на безпристрастност, за да подготви необходимите условия за омиротворението на Балканите.

Подписали:

М. Ингарано, инженер; **Мадам Х. Ролан Холст**; **Сабани**, депутат от Марсилия; **Еме Мерик**, гл. редактор на в. »La Volonté«; **Жан Люшер**, политически редактор на в. »La Volonté« и директор на в. »Notre Temps«; **Жорж Пйох**, **Хабарю**, писатели; **Бернар Лйокаш**, директор на в. »Le Cri des Peuples«; **Фернан Деси**, секретар на редакцията на в. »La Volonté«; **Р. Г. Рео**, **Алберт Норе**, **Емил Дизар**, журналисти.

Д-р Алберт Айнщайн, **д-р Август Форъл**, **д-р Алфонс Голдшмид**, **П. П. Линке**, **д-р Гроге**, **д-р Ейген Глазер**, **д-р Ебнер**, **д-р Шарл Бодуен** (Женева), **д-р Франтишек Крейци** (Прага), **д-р Ханс Леви**, **Хайнрих Лйовс**, **д-р Майер Гройфе**, **д-р М. майер**, **д-р Херман Менер** и сжпруга, **д-р Аугуст Ман**, **д-р инж. Менке**, **д-р Неринг**, **д-р Паул Остеррайх**, **д-р Леонард Рагаз** (Базел), **д-р Курт Робинзон**, **д-р С. Зенгер**, **д-р Фриис**, **д-р Райнхард Щрекч** (бивш. министър на просветата в Хесен), **д-р Файт Валентин**, **Ханс Голдберг**, професори; **Макс Барт**, **Ервин Бергер**, **Зигфрид Берггюн**, **Ханс Бехер**, **Юлиан Борхард**, **Едуард Бернщайн**, **Л. Коделло**, **д-р Каспери**, **Георг Давидсон**, **Алис Декйодр** (Женева), **Леонард Франк**, **д-р Лион Фойтвангер**, **Анри Гилбо** (Париж, по настоящем в Берлин), **Ханс Глазер**, **Йоханес Гаулке**, **Вита Хелер**, **Артур Холичер**, **Клауз Херман**, **Хуго Херман**, **д-р Курт Хилер**, **Курт Якоби**, **Ерик Йохансон**, **Б. Кампфмайер**, **д-р Курт Керстен**, **Аугуста Кирхоф**, **Георг Ледсбур**, **Франц Ленхоф**, **Ернст Ланге**, **д-р Ленхард**, **Лйу мертен**, **К. х. Мартин**, **Виктор Ноак**, **Омер Нисани**, **Адолф Отто**, **Герхард Пол**, **Франц Пфемферт**, **Карл фон Оситски**, **Нило Рост**, **Фриц Рйотчер** (Висбаден), **Ани Рйотчер** (Висбаден), **Артур Зехоф**, **Тео Форхаген**, **Клара Филг**, **Шарл Вилдрак** (Париж), **д-р Вендел** (Франкфурт), **Карл Аугуст Витнегел** (Франкфурт), **Ханс Циге**, **Едуард Фукс**, **Игнац Вробел**, **Елене Щйокер**, **Фрау Тони Зендер**, **д-р Густав Шнайдер**, писател, **Д. Ганцен** (бивш министър-председател), **Вили Мюлценберг**, **д-р Курт Розенфелд** (бивш министър на правосъдието), **д-р Александър**, депутати от Райхстага, **д-р Фриц Аусландер**, **Отто Нушке**, **Алфред Добер**, депутати в пруския ландтаг, **Андре Олтмар**, депутат, общ. съветник и министър на просветата в кантона Женева, **Сонеле**, депутат от швейцарския парламент.

Леман Русбилдт, главен секретар и **Курт Гросман**, секретар на Германската лига за правата на човека; **Ханс Гросман**, **д-р Голдшайн**, съдебен съветник, **Ханс Гатман**, редактор, **д-р Ханс Герсон**, адвокат, **д-р Ема Герсон**, **Хуго Герстерхауер**, **Мориц Голдман**, адвокат, членове на сжщата; **Фердинанд Буйсон**, почетен председател на Френската лига за правата на човека; **Фрау Герта Бер**, за Германската секция от женската лига за мир и свобода; **д-р Евалд Фабиан**, за Дружеството на лекарите социалисти в Берлин; **д-р Лидия Густава Хайман**, от Мюнхенската секция на Международната женска лига за мир и свобода; **Централно управително тело на Германския селски сжюз**, **Макс Блум**, за Конфедерацията на дружествата на свободомислящите, орг. Берлин; **Синдикат на германските основни учители и учителки**, секция Берлин; **Комитет за борба против белия терор на Балканите в Виена**; **Франсис Лебе**, секретар на Женевската секция от Синдиката на швейцарските дърводелци; **д-р Кречмар**, за Общото сдружение на жертвите от войната; **Фрау Анита Аугсбург**, видна пацифистка, Мюнхен; **д-р Алфред Берг**, съветник в Областния съд в Берлин; **Мартин Барковски** (бивш кмет на Кйонигсберг), **Едуард Дюфур**, общински съветник в Женева; **Бертхолд фон Даймлинг**, генерал о. з.; **д-р Л. Фридлендер**, **Валтер Фридлендер**, **д-р Макс Ходан**, **Георг Шпигел**, общински съветници; **фон Шйонайк**, генерал-майор о. з.; **граф фон Ведел**; **Шютцингер**, полицейски полковник в Берлин; **Барон фон Кйониг**; **Ервин Пискатор**, театрален режисюр в Берлин; **фрау Гертруд Айзолд**, **Алберт Флорат**, артисти от държавния театър в Берлин; **Хуго Якоби**, висш съветник в Ваймар; **д-р Рихард Фишер**, **д-р Винекен** (Викерсдорф), **Вили Фивер**, **д-р А. Якоби**, училищни съветници; **д-р А. Фраймут**, председател на градския сенат в Берлин; **д-р Г. Коен**, **д-р Лудвиг Хехт**, **д-р Лео Кемпнер**, **д-р Сюсхайм**, съдебни съветници; **Вилхелм Дювел**, **Аугуст Зухи**, **Ханс Флайшнер** (Бреслау), **Адолф Дотер**, редактори; **д-р Фройнд**, началник отделение в министерство; **д-р Воктолер** и сжпруга редактор в Бармен; **д-р Франке**, пастор при черквата »Светия Кръст« в Берлин; **Отто Грибел**, артист в Дрезден; директор **Херварт Валден**, също в Берлин; доктор **Зигфрид Каверау**, висш училищен директор в Берлин; **д-р Кйотцке**, свещеник в Цриозен; **д-р Фридрих Кайзер**; доктор **М. Ланге**, директор на книгоиздателство; **Е. Зинц**, свещеник; **Франц В. Зайферт**, художник в Кйолн; **д-р Щедлер**, архитект в Мюнхен; **Якоб Шлйор**, гл. секретар на »Червената помощ« в Германия; **Ф. Н. Щендел**, пастор в Бремен; **Емил Шнайдер**, инженер в Оберфранкен; **фрау Урсула Вайс**, инженер; **д-р Йозеф Хофман**, архитект в Виена; **д-р Ернст Арон**, **д-р Ханс Кон**, **д-р Фрайтал**, **д-р Артур Брандт**, **д-р Рудслф Прило**, **д-р Антон Филкенщайн**, **д-р Аугуст Сумсен** (Йена), **д-р Ролф Хаим** (Дрезден), **д-р Артур Хинкелщайн**, **д-р Ханс Халперн**, **д-р Хайман**, **д-р Херцфелд**, **д-р Ханс Якоби**, **д-р Арнолд Курциг**, **д-р Е. Кйопеле**, **д-р Макс Лихтенщайн**, **д-р Ейген Маркизе**, **Шарл Плисни** (Брюксел), доктор **В. Петерс** (Карлсхорст), **Зигфрид Вайнберг**, **д-р Алфред Волфонщайн**, **д-р Бруно Шйонфелд** (Виена), **д-р Лазерщайн**, адвокати; **д-р Карл Фр. Баман**, **д-р Ернст Кон**, **д-р Курт Глазер**, **д-р Б. Хайлбрун**, **д-р Фриц Херцфелд**, **д-р Х. Халклер**, **д-р Фриц Маркузе**, **д-р Фелих Роонхайм**, лекари; **д-р Дери**, пазител на изкуството; **Елизе Браунфелд** (Есен), **Мария Фурман** (Есен), **Ернст Юнгшанг**, **Еми Шрайбер**, **Ерих Пйолел**, **Вилхелм Пепер**, **Лизе Шпер**, **Херман Зомер**, **д-р Л. Кайт**, **Ани Зомер**, учители; **д-р Карл Булке**, **Франц Луиза Бертрэм**, **Курт Давидсон**, **Томас Мартин Елстер**, **Паул Елснер**, **Вали Енгел**, **Алфред Айххолц**, **Анна Айххолц**, **д-р Йохан Ебнер**, **Ханс Фридлендер**, **Курт Фридлендер**, **Ема Фридлендер**, доктор **Емил Фридлендер**, **Макс Голдберг**, **Ханс Глазер**, **Зигфрид Глазер**, **Паула Глазер**, **Ана Глазер**, **Ерих Хут**, **д-р Холбах**, **д-р М. Хол** (Франкфурт), **Ханс Хол**, **Макс Херити**, **Ханс Хемер**, **д-р инж. Т. Хайд**, **Хайнц Херберс**, **Вили Хаз**, **Ханс Хилер**, **Зигфрид Якоб**, **Курт Якоб**, **Зигфрид Якоби** (секретар на проф. Айнщайн), **Паула Якобсон**, **Флора Якоби**, **Лизе Якоб**, **д-р Ернст Изинг**, **Текла Изинг**, **Адолф Кайкерт**, **Хилдегард Кунщайт**, **Халим Кело**, **Хедвиг Конитци**, **Карл Хофман**, **Алберт Ленгес**, **Вилхелм Лауер**, **Паула Лукаш** и **Маргот Лукаш** (Ваймар), **д-р Макс Леви** (Хамбург), **Зигфрид Леви**, **д-р Карл Леви** (Дюсселдорф), **М. Лехнер**, **Вилхелм Ламарсиро**, **Бертхолд Леви** (Есен), **д-р Ханс Ламуш**, **Ханс Мюних**, **д-р Марлинггер**, **Л. Матисас**, **д-р Майер Нефе**, **д-р Юлиан Маркузе** (Мюнхен), **д-р Фридрих Маса** (Мюнхен), **Херман Магер** (Мюнхен), **Ханс Марквалд** (Франкфурт), **Ерна Маркузе**, **Ханс Маркузе**, **Курт Офенбург**, **Фриц Ортер** (Фюрт), **д-р Рудолф Пенциг**, **Отто Пилер** (Гйотинген), **В. Ризе**, **д-р Мартин Ризе**, **д-р Марта Ризе**, **Макс Райнхаймер**, **Херта Рик**, **Отто Роденбах** (Бармен), **д-р Артур Ернст Рутсера**, **Ейген Спиро**, **Георг Шримпер**, **Макс Швабах**, **Р. Шмидт** (Зулцтал), **Карл Щайнике** и **Ана Щайнике** (Вилефелд), **Артур Щрайтер** и сжпруга, **Хуго Щротер**, **Е. Инфрид**, **Франц Шухоф**, **Лотар Фике** (Бармен), **Паул Волтер**, **Паул Валтер**, **Паул Валкер**, **Емил Вйолкер** и **Анна Маргот Вйолкер** (Ваймар), **Х. Воленвебер** (Вамберг), **Рихард Верхойзер** (Дармшадт), **Лео Вайт**, **Карл Возлицца**, **Николаус Цее** (Мюнхен), **Карл Цукермайер**, **Леополд Циглер**, **К. Х. Рупел** (Кйолн); **Управително тело на Сжюза на немските студенти пацифисти**; **Антон Катенхойзер** (Фюрт), **Йоахим Курат**.

Следва

Двуседмичен международен преглед

Диктатурата на Карагеоргиевичите

Нищо не коштуваше на Александър I Карагеоргиевич да изпълни своето насилие. Той живееше с традицията на своето семейство, което не изключваше нито убийството като средство за възкачването му на трона, нито прибегването му до насилието за да го запази. Некога великите сили минаха мълком обстоятелствата, които докараха Петър I на власт, а днес как биха могли те да бъдат строги за насилието, което генерал Живкович е извършил по заповед на своя коронован господар? Има толкова много явни или скрити фашизми в тая Европа, които некога славословеха почти единодушно парламентаризма и демокрацията.

Само с един жест, Александър I надмина всички свои съперници. Преди всичко, той е един цар, който действа за себе си и който не може да търпи върховната дейност на един дворцов господар: един Мусолини или Примо де Ривера. После, той не действа по етапен ред. Един държавен преврат в неговите очи е само държавен преврат. Той трябва да бъде интегрален и нищо не трябва да позволява за в бъдеще.

Нема вече конституционност, въпреки тържествените клетви (но кога проче един монарх е устоявал на своята дума?): нема камари, нема провинциални и общински съвети, нема вестници, освен зависими; нема събрания, нема партии; напротив, един специален съд, който ще преследва, както в Италия, противниците на режима, и който, за най-малкото движение, ще ги осъжда на смърт... Александър е много по-абсолютен отколкото Филип II или Людовик XIV. Диктатурата му се вижда като единичното средство за да запази единството на държавата, или с други думи, да укроти националните малцинства.

Мусолини организира своя терор за да сломи пролетарската мощ, станала вече застрашителна, а Александър Карагеоргиевич организира своята, за да смачка федерализма, който го безпокоеше. Той не успе в продължение на четири години преговори да намери един *modus vivendi* с хърватите, които протестираха против сръбския централизъм, сега той ще им противопостави картчници и байонети. Когато хърватите, черногорците, словените и македонците искат свобода и равенство, той им дава военния закон. Това е една проста политика като тая, която отрича изискванията на времето и която смета, че с огън и желязо ще може да укроти народите. И други, не само югославянски крал, са си разбили главата о тех. На свой ред, той трябва да признае своето безсилие, неговият трон зависи просто от един инцидент.

Но борейки се против федерализма, който е върховната мисъл на $\frac{1}{2}$ от етническите фактори на държавата на СХС, той се опялчва против целия балкански федерализъм, доктрината, която цели да обедини в един сноп от 40 милиона души всичките народности на Балканите. Обаче, тази доктрина, скъпа вече на хиляди и хиляди селяни и работници, ще стане много по-трайна и силна, колкото повече тя бъде преследвана. За напред, тя ще бъде на пръв план в Югославия и от тук в целия Балкански полуостров. Това е едно положение, което сметаме ние, е било незабележано от международната преса и което заслужава да бъде подчеркнато.

Мусолини и Балканите

Италианската преса следеше, с по-големо внимание, отколкото вестниците на другите страни, събитията в Белград и Загреб. Тя ги посреща с радост. Ако Александър I, чрез своето насилие, би ускори разложението на своето кралство, кой би се радвал от това, ако не **Дучето**? Този последния, без много усилия, би реализирал тогава главната идея на своята политика: да унищожи държавата, която върху другия брег на Адриатическото море, би могла да създава известни затруднения на Италия. Ако Хърватско се отдели от Сърбия, Римския кабинет би сметнал това отцепване като една голяма победа за себе си. Напротив, една Югославянска Федерация, която би предшествувала една обща Балканска Федерация, на която тя би служила за пример, би била за него един заплашителен и може би един страшен сюжет.

Мусолини развива понастоящем една голяма дейност за да наложи своя авторитет на Изток и между Адриатическото, Белото и Черното морета. Моментата му се вижда благоприятен. Така се обясняват преговорите, които държавния подсекретар Гранди е отпочнал в Агора и Атина, и тия които ще отпочне с генерал Вълков, бившия военен министър на България, назначен вече за дипломатически представител при итал. пр-во. Тия преговори се допъкват от други, които

са били ангажирани при по-стари или по-нови дати в Букурещ, в София и в Тирана. Александър I осигури един лесен успех на Мусолини. Това което ни кара да се боим е, че управляван от Белата ръка, друго яче казано, от велико-сръбския експанзионизъм, той търси да си присвои некакъв реванш. Съприкосновението на двете диктатури от Рим и Белград може да крие в себе си много трагически изненади.

Пакта на Келог и руската инициатива

Пакта на Келог бе ратифициран от американския сенат на 15 януари и то не с малка мъжа. За да влезе в сила, трябва да се извършат още 14 други ратификации. Никой не би повервал, че мира ще бъде световно осигурен, когато всички тия санкции бъдат извършени. Преди всичко, участващите в тоя пакт държави са формулирали своите резерви, или както казват в Вашингтон, своите тълкувания, тъй че, те са си осигурили една значителна свобода на действие в случай на конфликти и най-вече в случай на въоръжение. После, от нищо не се доказва, че тия държави имат намерението да устоят на своите ангажменти. Миналото е пълно, по отношение на това, с поразителни поуки.

Върху базата на тоя пакт на Келог, Съветския съюз е направил на своята съседка Полша едно предложение, което силно раздразни международната консервативна преса. Той поиска от Варшавския кабинет да сключи с нея, очаквайки ратификацията на големия пакт, един ограничителен пакт. Маневра и безсрамна интрига — беха писали всички световни вестници като *Le Temps* и *Times*. В действителност, Полша беше натисната до стената: тя трябваше или да признае политическото предимство на СССР, или да покаже пред целия свет своята нечиста съвест. Не би трябвало да се дава на договорите по-големо значение, отколкото те го заслужават. Залески отказваше да се вслуша в предложението на Литвинов. Той даде един лукав и забъркан отговор, вменявайки в вина на помощника на Народния комисар, че той не се е отнесъл, нито до Литва, нито до Естония, нито до Финландия, нито до Ромъния. Ромъния е, която го занимава най-вече, и то има защо. Всеки знае, че Варшава и Букурещ са подписали политически и военни конвенции, които са насочени против Съветите. Варшава не иска да остави Букурещ в затруднено положение.

Нищо от това, отвърна Литвинов, че полското правителство потиква правителството на Ромъния да се присъедини към пакта на Келог.

В действителност, полско-руските отношения се различават от руско-ромънските отношения, които официално още не са подновени. Ромъния смета да се възползува от съюзите за да бъде признато от СССР присъединението на Бесарабия, която заграби. Според всички предвиждания, обаче, това нема да стане.

Русия, може би, не би изисквала тая провинция с силата на оръжието, но тя протестира срещу нейното включване в ромънската държава.

Гражданската война в Авганистан

Гражданската война, която се разиграва в Авганистан, от няколко месеци насам, не би минала като един вторичен факт в международното положение.

В действителност, не се касае, по начало, за едно просто съперничество за короната, но за една борба между политиката за модернизирането на страната, за която Аманулах взе инициативата, подражавайки методите на Мустафа Кемал (в Турция) и партиите на реакцията, ръководени от висшето духовенство. Тъй се обясняват всичките настоящи перипетии в които са взели участие Аманулах, неговия брат Инайетгулах, който беше цар само за няколко часа и водителя на племето Бача Сакао, който се провъзгласи за емир.

Освен това, всеки си дава сметка, че съветското и английското влияния са се състезавали. Аманулах успе да освободи Авганистан от английското опекуство, което тежеше над тая страна от толкова години; след една непродължителна война бе осигурена независимостта на страната и царя тогава се обърна към Москва. Именно тая негова постъпка, консервативния кабинет на Балдуин-Чемберлен, не можа да му прости. И агентите на англо-индийското правителство, полковник Лауренс на чело, работеха за поддържането на възстанието.

Ако разглеждаме под тоя поглед януарските събития, те губят своя тесен и местен характер, който известни хора беха наклонни да им придадат.

Пол Лум

Протестния щурм в Германия против белия терор и фашизма в България

Кореспонденция от Берлин

С настоящата си статия започваме печатането на част от протестите, които са изпратени до българското правителство, до неговите представители в Германия, до парламента, партиите и пресата в България от средата на декември м. г. до 28 януари т. г.

1. Протестното движение всред българското народно студентство и всред останалите българи работници, занаятчии и пр. в Германия.

Както в миналото, тъй и сега, живущите в Германия народни студенти и политически емигранти, първи се отзоваха с своите протести против новия кървав поход на фашистката реакция в България. Почти от всички университетски градове на Германия, гдето има българско народно студентство, са изпратили протести. Същото сториха и политическите емигранти и прогресивните български работници, занаятчии и интелектуалци живущи в Германия.

1. На протестното събрание на живущите в Берлин български политически емигранти, работници, занаятчии, студенти, македонци и добруджанци, е взета на 14. XI. 1928 г., следната протестна резолюция:

»Издигаме високо глас на протест против неспирния фашистки терор в България.

Новата вълна на терор, на масови арести и изтезания над работническите партийни, професионални и младежки дейци, бесния поход против печатното слово на негодуващия български пролетариат, както и предстоящите процеси, са подготовка на удара, който реакцията готви срещу българската работническа класа.

Конфискацията на изпратените от Съюза на съветските кооперации помощ от 135,000 лева е един вандалски акт по отношение на пострадалите от земетръжа и гладуващите работници и безимотни селяни, на които бе отнета и помощта от 212,000 лева, изпратена им от Съветските професионални съюзи чрез Международната работническа помощ.

Искаме:

Премахване на всички изключителни закони, прекратяване на терора срещу работническото движение и неговия печат, прекратяване на заведените и подготвявани процеси.

Пълна и безусловна амнистия за политическите затворници и емигрантите.

Връщане на всички конфискувани суми за пострадалите от земетръжа и свобода за Работническо-селските помощни комитети.

Международна анкета за извършените от органите на властта и от »неотговорните фактори« жестокости и съд за тях.

Да живее работническо-селска България!»

2. Група български народни студенти при Висшето техническо училище в Дрезден, на 1. I. т. г. е изпратила енергичен писмен протест против режима и против новата терористическа вълна. С смели и енергични думи, българските студенти от Дрезден, характеризират господстващото в България буржуазно-фашистко мракобесие и издигат лозунгите на Софийския централен акционен комитет против белия терор и фашизма.

3. Същото са сторили народните студенти в Лайпциг, Мюнхен и Франкфурт на Майн.

Вестта обаче, за гладната протестна стачка в българските затвори, хвърли в тревога всички български прогресивни среди и ги вдигна с нова енергия на борба. Този път, техната протестна дейност бърже прекрачи кръга на българската среда и успе да тури в движение широки обществени среди в Германия, които издигнаха своя енергичен глас на протест. Протестите на българските и немски среди продължават да се силят против правителството и неговия режим. Вестта, че против стачкуващите политически затворници се прилагат жестоки репресии, извика всеобщо възмущение и засили протестното движение.

Всички български политически емигранти, работници, занаятчии, студенти, македонци и добруджанци, които се чувствуват солидарни с борящите се народни маси, отново издигнаха от разните градове, където живеят, многобройни телеграфни и писмени протести. Освен това, те се обрнаха към общественото мнение в Германия и към всички про-

гресивни обществени течения с апел да подкрепят и защитят борящите се народни маси в България. Те се постараха отново да изнесат публично кървавите престъпления на фашисткия режим в България и да го приковат на позорния стълб. Апела на Независимите професионални съюзи, на Централния акционен комитет, на Общогражданския такъв, писмените изложения, разните протести, чужди и български, беха разпратени, заедно с едно подробно изложение на фактите, до всички представители на организираното обществено мнение. Протести и подписи, непрекъснато постъпват от всички обществени среди в Германия. Тук даваме само част от постъпилите до сега протести.

II. Протеста на работническа и прогресивна Германия в документи.

1. На 30. XII. 1928 г. от Хамбург е изпратена следната телеграма до българското правителство и българската преса:

»Вестта за новите масови арести, политически убийства и масови процеси, са за нас предвестник за нов погром над селско-работническото движение в България, улавена вече в кърви.

В името на човешината, ние искаме да се тури край на престъпленията, извършени по отношение на българските работници и селяни, престъпления, които не се срещат в никоя културна държава.

Ние искаме омиротворяването на страната като се унищожат изключителните закони, като се даде амнистия на политическите затворници и емигрантите и като се легализира селско-работническото движение.»

Подписали:

Ректор Фридрих Блох, К. Кун, учил. съветник, Волф Лйвенберг, художник, Д-р Макс Фридланд, Фрау Д-р Грете Фридланд, Гертруд Барух, учителка, Вилхелм Ламгус, Рика Ортман, зъболекарка, Марта Папе и много други още.»

2. На 7. I. т. г. е изпратена от Берлин следната телеграма:

»Гладната стачка на стотици отчаяни политически затворници, потвърждава в чужбина верата в безчовечните условия в България. Подкрепяме народната борба за пълна амнистия, за премахване на изключителните закони, за което ние ще продължим да действваме в европейския културен свет. От името на хиляди единомишленици:

Професор Д-р Алфонс Голдшмид, Артур Холичер, писател, Алфонс Паке, писател, Професор Карл Грюнберг, Фрау Д-р Елене Шюкер, Д-р по медицина Бйонхайм, Д-р по медицина Лотар Волф, Ернст Толер, писател, Фрау Регина Рубен, Д-р по медицина Макс Ходан, Д-р А. Френкел, адвокат, Яноби, държавен съветник, Д-р Франц Хйолеринг, писател, Орвин Пискатор, режисьор, Емил Раболд, редактор, Д-р Курт Керстен, редактор, Герхарт Пол, редактор, Д-р по медицина Лео Клаубер, Професор Нейедли, Д-р Хуго Хехт, редактор, Фрау Д-р Фришауф, Фрау Д-р Адлер, Монтгомери Броун, епископ, Георг Ледебур, писател, Туре Нерман, Д-р Обух, адвокат, Зигфрид Вайнберг, Д-р Шаатсрат, Професор Д-р Е. И. Гумбел, частен доцент, Професор Хайнрих Цилле, художник, Отто Леман Русбилд, писател, Фрау Герта Бер, за Германската секция от женската лига за мир и свобода, Д-р Адолф Бене, културисторик, Хервард Валден, писател, Едуард Фукс, историк, Д-р Курт Хилер, писател, Блайер, свещеник, Професор Теодор Лесинг, Професор Д-р Паул Остерайх, Хайнрих Фогелер, художник, Егон Ервин Киш, писател, Артур Зегал, художник, Лео Лания, редактор, Хенриета Реланд Холст, писателка, Ромен Роллан, писател, Жптон Синклер, писател, Елен Гравфурд, Джеймс Макстосн, депутат от английския парламент, Д-р Франц Вайскопф, писател.»

3. На 8. т. м. до министъра Кулев, с копие до пресата, е изпратена следната телеграма:

»От името на 200,000 индивидуални членове и 400,000 колективни членове, сме солидарни с 1,200-те политически затворници, намиращи се в гладна стачка.

Искаме незабавна и пълна амнистия, премахване на изключителните закони, свободна помощна дейност за жертвите на терора.

ЦК на Германската червена помощ.

4. На 9 т. м. Германската лига за човешки права изпрати с специално комунике до немската и българска преса, текста на своята протестна телеграма до Ляпчев, която гласи:

»1,200 политически затворници са обявили гладна стачка. Ние апелираме към Ваше Превъзходителство чрез една истинска и широка амнистия, да турите край на тия 1,200 измъчени хора.«

5. На 9 т. м. е изпратена до Ляпчев и Кулев следната телеграма от видни немски адвокати:

»Помилването не отговаря на демократичните принципи. Прогресивните германски юристи се наляват, че ще бъде дадена бързо политическа амнистия.

Подписали:

Д-р по правото **Бото Лазершайн**, **Вертхавер**, съдебен съветник, Д-р **Херцфелд**, адвокат и нотариус, Д-р фон **Холтен**, съветник от Областния съд, **Фраймут**, председател на сената, **Тимпе**, адвокат.«

6. На 9 т. м. е изпратена до Ляпчев следната телеграма:

»Големата гладна стачка в България като протест против помилването, предизвика в европейското обществено мнение недоволство и тревога. Чакаме бързо политическа амнистия.

Подписали:

Д-р **Курт Тухолски**, Д-р **Алфонс Паке**, Д-р **Манфред Георг**, Фрау Д-р **Мина Флаче**, Професор **Хайнрих Цилле**, Генерал-майор фон **Шйонайх**, Д-р **Елене Шйоркер**, Д-р **Лидия Густава Хайман**, Професор Д-р **Флиис**, **Рудолф Леонард**, **Хайнрих Ман**, **Карин Михаелис**, **Едуард Берншайн**, **Хайнрих Щройбел**, **Отто Нюшче**, **Зигфрид Якоби**, **Вилхелм Дювел**, **Якоб Шлйор**, Професор **Кунц Робинзон**, **Хайнрих Едуард Якоб**.«

(Следва)

Г. Аргов

Македония и диктатурата на Карагеоргиевич

Кореспонденция от Македония под сръбско робство

На 5 януари 1929 г. късно през нощта, от кралския дворец на Белград се понесе злокобната вест, че волята на кървавия крал Александър е, сам да управлява триименното кралство. Обиколен от генерали и купени орждия, краля суспендира конституцията, на която се е клел, захвърля по дяволите парламентаризма, чийто »привърженик« бил той и издига мрачния режим на абсолютизма, за да спаси единството на своето разпукано и гнило кралство. Всичко това изуми подалиците на »смелия« крал и ги хвърли в тревога. Особено тия от тях, които не преставаха да хранят надежди в мирния развой на кралството и към които краля от време на време отправяше своите »гръжжи«, останаха горчиво измъчени и жестоко подиграни.

За нас македонците, прокламирането на диктатурата, не е нещо ново и затова много не ни изненада. Македония почувствува кървавите пръсти на диктатурата още през 1912 г., преди свършването на балканската война. В Прилеп, Битоля, Велес, Куманово, Крива-Паланка и другаде, органите на сръбската власт, току що стъпили по тия места, избиха десетки доблестни македонски граждани, само защото не са искали да поверват, че са »прави сърби«. Още тогава цела Македония заприлича на днешната Главничя. В Скопие беха арестувани 99 души македонски българи. В Тетово лежах в затвора 200 души, в Куманово 150 души. От Крива-Паланка беха задигнати 100 души, мнозина от които беха избити по пътя за Куманово. В Велес арестуваха 200 души, от които шестима беха зверски избити и труповите им хвърлени в Вардара. В затворите на Битоля лежах 600 души и други 350 души в Ресен. Цели села беха опожарени от военните и цивилни банди на краля, тогава престолонаследник Александър. В западна Македония с орждия беха разрушени маса села и стотици селяни избити с картечници. Цел свет знае, че само в периода на първата сръбска окупация, белградските завоеватели покосиха живота на 6,000 души македонци, за да сломят техната воля за независим национален и политически живот. А след големата война, през последното десетилетие в Македония, са извършени 1400 политически убийства от органите на сръбската власт и през затворите са минали 25,000 души македонци, всички подложени на мъчилицата на Карагеоргиевичевата инквизиция.

Този режим на непрестанни преследвания, на побоища, на масови арести, застрелвания и избиване по улиците, не беше ли режима на кървавата диктатура на сатрала Александър? Та в коя страна на диктатурата владее по-страшна тирания и къде без съд и присъда са отрезани по-голям брой глави? Какво в същност изменя в Македония въведената днес за целото кралство диктатура?

Суспендираната конституция никога не е ползувала нашата земя. Македония нищо един ден не можа да почувствува минималните права, написани в нея. Разтурения парламент херметически беше затворен за македонците. Полицията и контра-четите посочваха за »избраници« на Македония нейните собствени палачи. В Македония нема национални и политически партии за разтуряне. На нея

никога не се е позволявало да се прояви в каквато и да е легална форма и всеки опит на населението да стори това е бил безмилостно осуетяван. Назначението на военни комисари на чело на административните и полицейски учреждения, наистина ще милитаризира и колибите в Македония. Но тя и без това представляваше една огромна казарма, където срещу всеки подозрителен македонец се подаваха шикове на краля. И преди днешната диктатура, Брегалничката и Скопска области се управляваха и управляват от кралски генерали с неограничена власт, а на чело на Битолската област стои известния »герой« на с. Гарван, македоноубиеца Маткович. Цензурата въведена от новата диктаторска власт ще конфискува и забранява всеки вестник и книга, които биха говорили за народни права. Но в Македония цензурата съществува от 1912 г. за всеко намерено печатно произведение, макар и с най-невинно съдържание, но написано на майчин език, издаваха се присъди за дългогодишен тъмничен затвор и не биднаж жертвите са бивали избивани. Заместването на законите с кралски декрети навред ще все безаконие и терор. Но за Македония, от като е стъпил сръбски крак в нея, терора и безаконието съставляват единичкия закон.

Въпреки това съществуващо положение обаче, робството в Македония, след януарската диктатура, ще вземе още по-страшни размери. За най-дребния простъпък или подозрение, озверените и от никого неограничени военни началници ще съкратяват всека процедура на разследване и съдено, за да разстрелват, от името на краля и в името на единството на кралството, всека желана жертва.

Но тук трябва да отбележим друго едно обстоятелство, което представлява особен интерес за нас македонците. То е, че диктатурата въвежда същия режим за целото кралство. Югославия, от единия до другия край, се македонизира. Положението на останалите поробени народи и на самия потиснат сръбски народ се изравнява с това на македонците. Акта от 5 януари на всички отнема всекаква легална възможност за отстояване на техните елементарни права. А това значи, че пред завладените и обезправени народи в Югославия се откроява единствения осветен от историята път — тоя на революцията. По този начин, диктатурата на Карагеоргиевич ще увеличи броя на съюзниците на робска Македония и окончателно ще разчисти пътя на единния балкански революционен фронт.

Македония, Хърватско, Словения, Босна и Херцеговина, Черна Гора, Далмация, потиснатия сръбски народ — всички, по силата на нещата, ще бъдат заставени да повелат задружна масова революционна борба, за да извоюват своята национална и политическа независимост.

Ето как, издигайки диктатурата като последно средство за запазване на триименното кралство, крал Александър Карагеоргиевич сам минира основите на последното и издига своята собствена бесилка. В това негово дело, на Македония се пада най-големата грижа да подпомогне »своя« крал с всичките си сили.

Пелистерски

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Reforma agrare në Shqipëri

Ka një a dy javë që gazetat e Shqipërisë bëjnë fjalë përmbi reformën agrare. Këto gazeta të cilat më parë çështjen agrare nuk guxonin t' a zinin me gojë, tani filluan, pa prituri, pa kujtuar, t' a traktojnë si një çështje që ka dhé ajo, pas mëndjes së tyre, një rëndësi. Domosdo, çështjen agrare nuk e vënë barabar në rëndësi me rrahjen e mendimeve mbi gjuhën shqipe, së cilës i lënë shtylla të gjata, ose me nishanin që i solli Voti Conte Gaselli nga an' e mbretit t' Italisë lartmadhësisë së tij mbretit të kolonisë së re italiane në Ballkan; po gjithë që i japën një biçim rëndësie.

Gazetarët e Shqipërisë bëjnë fjalë mbi reformën agrare më tepër që t' i bëjnë disa elozhe mbretit të tyre me këtë rast, dhe nuk traktojnë gjër' e gjatë dhe në rrënjë çështjen *vitale* të popullit shqiptar, e cila është çështja agrare. Merre me mend se sa rëndësi i japën dhe ç' reformë agrare vënë në mend, kur luftëtarët më të rreptë në favorin e reformës agrare janë... Said Bej Toptani (!) dhe Mehdi bej Frashëri, i cili që tani mundohet të mos cenohen të drejtat »historike« të bejlerve.

Po dhé kaq që shkruajnë, i shkruajnë duke marrë guxim nga mesazhi i Ahmedit që i dërgoi Parlamentit.

Me qënë se çështja agrare ka për nëve një rëndësi të posaçme, po e vëmë këtu më poshtë, tekstualisht, atë copë të mesazhit që flet mbi këtë themë. Atje thuhet: »Tue veshtrve budjetin shtetnuer e tue marrë parasyshë t' ardhunat e të prishunat të hymet e të dalunat, vëmë re se e vetmia rruçë për na'tësimin dhe për ekonomin' e Shtetit e të popullit është përmirësimi i Bujqësisë, i Industris dhe Tretit. Jo vetëm që do t' a regullojmë pasuninë shtetnore, por do t' i japim fund kryekëput mos-kujdesjes së pronarve për tokat e lana djerr. Një projektligj, i cili do t' ju paraqitet sa ma parë ka me rregullue çashtjen agrare të Shtetit t' onë.«

Ky është mesazhi, i cili i shtyn gazetarët e Shqipërisë të shkruajnë mbi reformën agrare.

Rëndësia e reformës agrare për Shqipëri

Ne anëtarët e Grupit politik, që më parë quhej Komiteti Nacional Revolucionar (Konare) dhe tani quhet Çlirimi Nacional, i kemi dhënë dhe i japëm rëndësinë më të madhë zgjidhjes së çështjes agrare në Shqipëri. Dhe mund të themi që kemi oënë të vetmit brënda dhe jashtë Shqipërisë, të cilët i kemi dhënë rëndësinë që meriton reformës agrare dhe rreth saj kemi bërë luftërat më të rrepta në mërgim. Dhe sot kur këndojmë që fraza *reforma agrare*, të cilën ne e kemi hedhur të parët, po zihet ngjaje nëpër shtyllat e gazetave të regjimit të sotmë të Shqipërisë, nuk na vjen keq se mos e vënë të tjerë në zbatim, siç kujtojnë disa. Po jemi të bindur që me reformën agrare do mirremi edhe shumë kohë ngjer sa që në t' a vëmë në veprim. Se ne nuk jemi të rrëndjes që regjimi i sotmë mund t' a zgjidhë dot çështjen agrare, ashtu siç duhet zgjidhur.

Një reformë agrare në Shqipëri duhet me doemos të bëhet në favor të massave punëtore:

1. Duhet të bëhet në një mënyrë që t' a nxjerrë bujkun nga robëria ekonomike prej dorës së eksploatorve.
2. Duhet të bëhet në një mënyrë që malësorin, me të mirë, t' a tërheqë nëpër fushëra.
3. Duhet të bëhet në një mënyrë që jo vetëm të presë dallgën e mërgimit nëpër Amerikë, Australi e gjetkë, po t' i bëjë dhe ata, që tani kanë shkuar nëpër vënde të lareta dhe kanë gjetur nga një copë bukë, t' a lënë bukën e huaj dhe të kthehen në Shqipëri ku të jenë të zotë të punojnë në tokën e tyre dhe të rrojnë më mirë se ç' rrojnë sot.

Vetvetiut kupëtohet që, për t' a bërë popullin të lirë politikërisht dhe ekonomikërisht, duhet shke'ur të drejtat »historike« dhe duhet cenuar të drejtën e proprietetit që ekziston, proprietet i cili zati është i grabitur.

Kur do jetë bërë në Shqipëri një reformë agrare me të vërtetë e mirë, faqia e Shqipërisë më njësh do fillojë të ndryshojë: katundet do lulëzojnë, populli do pasurohet, sëmundjet do

pakësohen. Dhe do fillojnë të dalën breza të rinj të shëndoshë dhe jo si janë sot. Se sot bejlerët janë degjeneruar nga të ngrënë e shumë dhe populli është tharë nga të pa grënë.

Kur do ke'ë kushdo arën e tij dhe do ketë tokë mjaft, do interesohet t' a punojë më mirë dhe të bëjë bereqet shumë më tepër se sa i duhet për nevojat e ve'a. Dhe duke patur tregun t' afërmë, Italinë, e cila gjithëmonë do ketë nevojë për t' importuar bereqet, do t' e shesë tepëricën me çmime të mira. Bujqësia shqiptare do jetë e zonja të konkurojë gjithëmonë n' Itali bereqetet e sjellura prej Amerike, Rumanie ose Sovjeteve, po të jetë organizuar mirë, dhe prandaj mund të zhvillohet shumë.

Pasuria nacionale nër nëve duhet kërkuar kryesisht në bujqësi; këjo do përmirësojë pastaj dhe bagëtinë.

Fëshu pra, reforma agrare duhet t' a çlirojë dhe t' a pasurojë popullin shqiptar.

A mund të bëjë regjimi i sotmë një reformë agrare për të qënë

Nuk na duket që regjimi i sotmë mund të bëjë një reformë agrare shumë a pak për të qënë.

Në këtë dikush mund të kundërshtojë dhe të thotë që Ahmedit tani nuk u a ka më nevojën bej'erve, dhe prandaj mund t' u a marrë tokat. Ky kundërshtim është i arrësishmë, po duhet ditur që bejlerët tokat e tyre u a kanë dhënë me qira për kohë të gjatë kapitalistëve italianë, të cilët, duke mprojtur interesat e tyre, mprojnë dhe interesat e bej'erve. Dhe po të mos bëhet reformë agrare në tokat e bejlerve, ajo nuk është reformë.

Përveç kësaj, regjimi i sotmë i Shqipërisë është regjim banditësh dhe as njeri prej tyre nuk e ha malli për interesat e popullit. Atje sundojnë vetëm njerës që janë kundra popullit.

Ç' rëndësi i jep mesazhi çështjes agrare

Nuk na duket që dhé mesazhi t' i japë një rëndësi çështjes agrare nga ajo pikëpamje që i duhet dhënë, domethënë nga pikëpamja e çlirimit dhe e lartësimit t' ekonomisë së popullit.

Në mesazh na thuhet që Ahmedit, *tue veshtrve budjetin shtetnuer*, i cili është Fr. ar 29,000,000, përveç annuitetit të huas së famëshme, i cili bën dhé ay Fr. ar 7,000,000 (me gjithë që tani ka për të moratorium, po prapë pas 2-3 vjetë duhet paguar) që bëjnë Fr. ar 36,000,000 në vit; e tue marrë parasysh të hymet, që janë afro F. ar 24,000,000, e të dalunat, që janë vetëm Fr. ar 12,000,000 afro, nuk ka vënë re se në ç' katastrofë e shpuri popullin shqiptar, duke i a ngritur taksat në grada të pabesuarëshme, nuk sheh se në ç' biçim falimentojë gjëndet Shteti, po paska vënë re që e vetmja rruçë për naltësimin dhe për ekonomin' e Shtetit e të popullit qënka përmirësimi i Bujqësisë, etj., etj....

Që t' a kupëtojë njeriu më mirë, këjo do të thotë që Ahmedit ka mbetur pa të holla dhe tani mundohet për t' i gjetur. Dhe ja tek ka një plan, të cilin po e thotë më poshtë, me të vërtetë me fjalë të trazuar: *Jo vetëm që do t' a regullojë pasurinë shtetnore, por...*

Tani puna qëndron të Çiftiqet e Shtetit, për të cilët është bërë shumë herë fjalë në L. K. si dhé në gazeta të tjera, që Mbreti i Shqiptarëve do t' u a japë Italianëve.

Në konditat e fshehta që i ka vënë Italia Ahmedit, midis së tjerave, është që Shqipëria u jep të drejtë Italianëve të marrën me qira për një kohë të gjatë Çiftiqet e Shtetit; dhe tani erdhi koha e zba'imit të kësaj kondite. Ahmedit sa vete po shtëngohet për të holla. Po t' u japë Italianëve pasurin' e Shtetit, merr dora dorës disa të holla; pastaj merr disa ver-gjira si e dhjet'a, dhe këtë ky e quan »përmirësim të bujqës'së«. Prandaj në kohën e arthme duhet të presëm vetëm këtë.

Sa për reformë agrare mund të bëjë nonjë reformë pa rëndësi, për t' u hedhur hi syve botës. Sido që të jetë, reformë agrare jo si e kupëtojmë ne, po as shumë a pak për të qënë në favor të popullit nuk duhet prituri, dhe le të shkruajnë sa të duanë ata zagarët, mercenarët e tij.

L. K.

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Historijski obrat u Jugoslaviji

Tako nazivlje čitava građanska štampa, bez razlike da li hrvatska ili srpska, državni udar kralja Aleksandra i njegovo uspostavljenje otvorene vojne diktature u Jugoslaviji. Iza sve te dojučer tobože demokratske, napredne i slobodoumne štampe stoje takozvani »privredni krugovi«, novčani zavodi, industrijski koncerni, trgovačka udruženja i svi mogući izrabljivači mukotrpnog života radnog naroda u SHS.

Ovi parazitski krugovi, pa oficirski kor i crkveni dostojanstvenici dočekaše naravski nepatvorenim veseljem novi režim sile i terora, jer ih samo ovakva monarhijsko-vojnička diktatura može osloboditi od sve jačih napadaja izrabljivanih i potlačivanih širokih seljačkih i radničkih masa.

Ovaj izdajnički korak hrvatske buržoazije nije došao iznenada! Mi smo za čitavo vrijeme dosadašnje prikrivene diktature, u svim fazama oslobodilačke borbe hrvatskog naroda stalno upozoravali na veliku pogibelj, koja prijete hrvatskom narodu odatle, što vodstvo najjače hrvatske organizovane stranke — HSS veže borbu hrvatskih seljaka uz nacionalistička kola hrvatske buržoazije. Pošto interesi hrvatskih seljaka nemaju ništa zajedničkoga sa interesima hrvatskih bankara i građanskih nazdravičarskih političara, a ovi sa interesima seljaka i idejama zdravog seljačkog pokreta još manje, mi smo kazali, da će u odlučnom času napustiti bankari, industrijalci i takozvani intelektualci borbene linije i nagoditi će se vrlo lako sa velikosrpskom buržoazijom, a svemu će tomu kumovati dvorska i militaristička klika u svom interesu i u interesu englesko-francuskih militarista i kapitalista.

Nije prošlo ni petnaest dana otkad je otkriven sporazum dvora, vojske, krupne i srednje srpske i hrvatske buržoazije i nastala je prava utrka uskoka u novu »narodnu državnu stranku Kralja Zakonodavca«, koja ima za zadaću, kako priznaje i beogradsko »Vreme«, da silom učvrsti stanje, koje je i do sada postojalo i pokazalo se kao dobro...

U toj se utrci natječe krupni bankarski i industrijski kapital, malograđanska patriotska buržoazija i dosadašnji političari od zanata. I dosadašnji borci za »slobodu i jednokopranost« iz redova SDK idu redom na poklon kralju-diktatoru... Neudorfer, Bačinić, Kostić, Branković i. t. d.

Pa dok vojnička vlada rasturije političke stranke, zabranjuje strukovne organizacije, diktira uvjete rada, onemogućuje svaku socijalnu skrb — dotle »privrednici i inteligencija« pjevaju ditirambe novom stanju.

U tom zanosu podupire ih i evropska kapitalistička i imperialistička štampa. Jules Sauerwein piše u »Matin«, da je u Francuskoj primljena inicijativa kralja Aleksandra kao njegova velika hrabrost i patriotizam. Londonski »Times« od 16. ov. mj. piše, da je cilj ukinuća političkih stranaka — stvaranje nove političke stranke, koja će služiti pod reformiranim parlamentarnim režimom kao kotač zdrave nacionalne politike. Nije još jasno, da li će Mussolini ili Horthy poslužiti kao model, ali izgleda, da će se Jugoslavija povesti za mađjarskim primjerom.

Organ engleskih kapitalista najavljuje za tim, da će vojna diktatura trajati nekoliko godina...

Monarhija u službi engleskog kapitala

Mi smo u svoje vrijeme uporno dokazivali, kako politika HSS vodi bankrotu i kako je luda pretpostavka, da će hrvatski seljaci pomoću kralja i buržoazije uspješno privedi kraju svoje političko i socijalno oslobodjenje. Sada se je ispunilo i jedno i drugo, jer se kralj i hrvatska buržoazija nagodiše, da izvrše svoj program i program svojih englesko-francuskih gospodara, a da na zahtjeve seljaka i radnika odgovore — zakonom o zaštiti države i prijetnjom smrću ili robijom od 20 godina.

Talijanski novinar Carlo Ridomi donio je prvi vijest, da je francuske vlada i francuski glavni štab za vrijeme zadnjeg boravka kralja Aleksandra u Parizu stavila na njega zahtjev, da uredi prilike u SHS, jer da inače Francuska nema

interesa, da i dalje posudjuje novce za naoružanje jugoslavenske vojske, čija je probojna snaga u danom slučaju uslijed nesredjenog parlamentarnog i političkog života veoma sumljiva...

Sada se i glavni vodja samostalnih demokrata u Dalmaciji i član vodstva SDK Dr. Prvislav Grisogono obara na svog lidera Svetozara Pribičevića, što je išao na lijevo, na polje besplodnih državopravnih teorija i diskusija, pa navadja u praškim »Narodni Listy« od 17. ov. mj., kako je došlo do državnog udara i do vojne diktature u Jugoslaviji.

Dosadašnje tobožnji borac za »slobodu i ravnopravnost hrvatskog naroda« i saveznik hrvatskih seljaka piše u praškom listu: *Mačekov zahtjev o personalnoj uniji neugodno je iznenadio reprezentanta Velike Britanije, koja na Balkanu ne može željeti drugo nego vitalnu, snažnu i jedinstvenu Jugoslaviju. Pokuš engleskog poslanika bio je odlučan i dao je inicijativu, da se u mjerodavnim krugovima u Londonu, a još više u Parizu stvorilo uvjerenje, da su zahtjevi Hrvata inkompatibilni sa vitalitetom i snagom Jugoslavije, što je potrebno za garanciju mira i ravnoteže u Srednjoj Evropi i na Balkanu prema mišljenju Engleske i napose Francuske. Kada je izbila kriza vlade Dr. Korošca pružila se je prilika, da se konačno utvrdi, da li se želje Hrvata mogu prilagoditi imperativu velike i snažne Jugoslavije, koju traži brižljivost velesila radi međunarodne ravnoteže na Balkanu i Podunavlju. Očekivalo se, da će nakon povratka Dr. Trumbića sa informacionog putovanja iz Londona i Pariza ti zahtjevi bili u skladu s realnosti i u skladu sa realnim interesima jedinstva. Kada se to iščekivanje nije obistinilo — zaključuje taj uvaženi samostalni demokrat — nastupio je historijski obrat i kralj je uzeo spasonosnu inicijativu u svoje ruke i zaveo apsolutizam.*

Historijski obrat

Činjenica, da je kralj Aleksandar uveo apsolutizam, poništio sva građanska prava i zaveo vojnički teror i policijsko nasilje — u tijesnoj suradnji sa hrvatskom, srpskom i slovenskom buržoazijom i uz pomoć engleskih i francuskih kapitalista i imperijalista *proizvesti će zaista historijski obrat u držanju radnih masa, a posebice u držanju hrvatskih seljaka.*

Ono, što su jugoslavenski radnici već davno uvidjeli — uvidjeti će sada i široke mase seljaštva, a u prvom redu hrvatski seljaci.

Njima će biti i prejasno, kamo ih vodi njihov savez sa buržoazijom i vjera njihovom vodstvu u »mudrost kralja«. Činjenica, da je vojna diktatura u Jugoslaviji zavedena i na zahtjev francuskih i engleskih kapitalista, otvoriti će im oči, kako su oni, njihov život i njihov imanje pusta igračka u šahovskim potezima zapadnoevropskog imperijalizma. Odlučna i dobrovoljna suradnja hrvatske buržoazije i inteligencije u vladi diktature, njihova potpuna pomoć u ovoj apsolutističkoj i reakcionarnoj raboti proti svemu, što radnički i seljački misli i osjeća, njihova oduševljena borba proti svim tekovina nama gradskog i seoskog proletarijata — dovesti će i široke mase hrvatskih seljaka do uvjerenja, koje mi u stupcima »B. F.« već od davna zastupamo, da ne može biti saradnje između seljačkih masa i kapitalističkih i građanskih krugova, jer nemaju zajedničkih interesa i zajedničkih ideala.

Kada to uvide hrvatski seljaci i dodju do spoznaje, da je njihov spas samo u povezivanju njihove socijalne borbe sa socijalnom i političkom borbom organizovanog radništva, kada uoče, da je izvještenje slobodne Hrvatske moguće samo u zajedničkoj borbi svih nacionalno-revolucionarnih, potlačanih naroda na Balkanu — *tada će nastupiti svijetli historijski obrat u životu balkanskih naroda, nastupiti će socijalno i političko oslobodjenje potlačanih naroda i izrabljivanih radnih masa — ostvariti će se naš ideal: Republikanski Savez Radnika i Seljaka.*

Zagreb, 24. I. 1929.

Krešimir Ivačić

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Диктатура »ради«

После првих диктаторских указа о потпуно уништењу свих остатака парламентаризма и демократије, влада се дала на посао да све те диктаторске указе — »законе« приведе у дело, додајући им свакога дана још по један нови. Диктатура ради неуморно, ништа беспопштено сва грађанска и човечанска права свих народа Југославије, претварајући све грађане у поданике, у бесправно робље свемоћнога диктатора Александра Карађорђевића.

По члану 3-ћем закона о заштити поретка у држави већ су распуштене све националне и верске партије и све културне и економске организације које носе у свом називу »племенско« име хрватско или словеначко. Распуштене су партије: Хрватска Селјачка Странка (Радићева), Хрватска Федералистичка Селјачка Странка (Трумбић), Хрватска Странка Права (Франкова), Хрватска Пучка Странка (клерикална), Словеначка Људска Странка (клерикална — Коршца), Словеначка Кметска Странка (словеначки Радићевци), Југославенска Муслиманска Организација; све хрватске, словеначке и муслиманске културне организације. Поред осталих националних и културних организација распуштене су и све ционистичке јеврејске организације.

Закон о штампи сече као оштра сабља сваку напомену, сваки коментар, сваку најблажу алузiju на »светињу« декрета или поступка диктаторске владе. Пошто је потпуно угушила независну, револуционарну радничку штампу, диктаторска влада настоји свом снагом да угуши целу хрватску опозициону штампу. 24. јануара диктаторска полиција објавила је угушење »Народног вала«, дневника Хрватске Селјачке Странке на основу § 14 закона о изменама у закону о штампи, а после већ три извршене забране листа у току последње недеље.

Тај параграф гласи, да непосредно полиција, т. ј. министар унутрашњих дела може посвема забранити даље излажење новина: »1) ако су новине три пута биле забрањене у току од месец дана; 2) ако нису донеле одмах усрпавку власти у наредном броју; 3) ако не плате новчану глобу у року од три дана.« »Под забраном једних новина — вели се у том параграфу разумијева се стварна забрана излажења новина, т. ј. забрањује се излажење новина па ма било под прикритим обликом спољно и другачије изгледале као новине, којима је излажење забрањено.«

На основу ново измјењеног закона о штампи режим може забранити када хоће сваки лист и онемогућити издавање сваког новог листа, ако би у њему сарађивао ма и један сарадник који је у једном од забрањених листова сарађивао, или ако би нови лист и покушао писати о једном предмету о коме је ма који од забрањених листова писао.

Диктаторска полиција бацила се са свом крвожед ношћу нарочито на радништво које је било организовано у распуштеним независним синдикатима. Започет је један крвав поход против свих које полиција подозрева као комунисте. У Београду је похапшено око 20 радника, у Загребу 50, у Мостару 60. Похапшени у Београду свирепо су испребијани у затвору. О судби похапшених ништа се не зна. Полиција не допушта да се изнесе ни имена похапшених, нити да се ишта пише о њима, нити ма какав додир са спољњим светом. Хапшења радника се проширују на све области и по свим местима.

Диктатура почиње отворено увлачити у акцију велико-српске фашистичке организације и добијати све изразитији милитаристичко-фашистички карактер. По улицама већине градова, а нарочито на југу, велико-српске организације »Четници Петра Мркоњића« патролирају наоружани и врше заједно са полицијом претресе улица и кућа. »Четници Петра Мркоњића« чији је председник Пуниша Рачић поубијао посланике Радићевце у парламенту, продужују сада још безобзирније своје крваве оргије над живљем Македоније и Косова и проширују своју целатску акцију и на друге области.

Диктаторски режим објавио је главне основе свога програма који мисли спровести до краја.

Као главна тачка програма јесте потпуно уништење сваког политичког живота у држави и изједначењем закона стварање услова за претварање свих словенских нација заједно са Албанцима у једну нацију, »стварање једног националног духа« — како се тиранин Александар изражава.

Диктаторски режим настојаће даље да прекроји цео државни апарат и направи од њега послушне слуге диктатури. У свим министарствима већ се врше отпуштања и чишћења у највећим размерама.

Са законом о заштити поретка у држави, новим законом о штампи, са полицијским и чиновничким апаратом потпуно зависним од вође диктаторске владе, са судовима стављеним новим декретом у потпуно зависност од министра правде, са војском наоружаном до зуба и фашистичким велико-српским организацијама, диктатура дворско-милитаристичке клике мисли да утврди своју политичку основу.

Својим привредним програмом диктаторски режим даје отворено на знање, да је он режим крупног капитала, банака и велепоседника против широких сиромашних и средњих слојева — против огромне већине народа. Режим ће свима средствима помагати развитаку националне индустрије, свима потребним концесијама и државном помоћу. Стојећи на принципу светиње приватне својине, диктатура објављује да неће допустити поништење и смањење зеленаших селјачких дугова, нити ослобођење од дужне порезе. Привредна политика диктаторске владе управљена је да из земље извуче што више прихода, ради отплате дугова и подмирења огромних издатака за наоружање, зато ће земљу предати у руке онима који имају велике капитале и који могу најмодерније обрађивати земљу. У ту сврху, режим ће привући и стране капитале у земљорадњу. Решење аграрног питања поделом земље селјацима режим сматра као сметњу капиталистичком обрађивању земље и сметњу развоју привреде. Стога ће потпуно уништити и ову постојећу бедну аграрну уредбу, која је осигуравала деобу свега једне оmine велепоседничких имања. Велепоседницима ће бити обезбеђено право да продаду »своју« земљу по цени коштања, или да је задрже и сами обрађују.

Иностраном капиталу биће отворена широм врата целе земље, за његову »благотворну улогу оплођивања«, биће му дате најшире повластице да се рентабилно може пласирати у свима без разлике предузећима.

Режим мисли да ће моћи осигурати своју социјалну базу на капиталистима и банкарима домаћим и иностраним, зато ће овима предати у руке сва државна предузећа и уступити концесије за експлоатацију свих природних блага земље. Већ су објављени планови за предају железница у руке зајмодавцима.

Целокупно даље вођење привредне политике режим намерава препустити новоме саветодавном парламенту, т. зв. »Привредном Савету«, који, по угледу на италијански фашистички привредни савет, треба да привуче, поред капиталиста и селјачке, ситно-занатлијске и радничко-реформистичке организације као статисте и моралне помагаче интереса крупног индустријског и банкарског капитала и велепоседника — које интересе диктаторски режим ставља као највише интересе државе.

Али велико-српски диктаторски режим посвећује нарочиту бригу, да што брже скине с дневног реда хрватско и остала национална питања. Одмах чим буде спроведено распуштање свих обласних и општинских самоуправа, влада ће издати декрет о новој административној подели земље. Владини листови објавили су основе владиног пројекта за административну поделу земље. По том пројекту земља има бити подељена на 14 области: 1. — Београдска — са делом Војводине, 2. — Сремска — са Сремом и делом Србије, 3. — Сарајевска — са делом Србије, 4. — Дубровачка, 5. — Загребачка — са делом Војводине, 6. — Словеначка — са делом Хрватске и Хрватског Приморја; 7. — Моравска, 8. — Нишка — са делом Косова, 9. — Шумадијска, 10. — Скопљанска, 11. — Косовска — један део Косова са једним делом Србије, 12. — Витољска; затим у Хрватској ће бити створена још једна област (вероватно Осјејска) и од београдске области биће направљене две области. Области ће

imati чисто административне функције равне у основи функцијама које су садашње власти имале.

Овај владин пројекат јасно показује, да диктатура хоће да потпуно уништи свако национално и историјско обележје области, да области потпуно денационализира, да, доследно краљевој диктаторској прокламацији, негира уопште постојање националног питања. У својој новој подели државе, данашњи режим у распарчању националних покрајина иде даље него што је то прошли режим чинио.

Диктатура грозничаво брзо ради да спроведе и овај декрет у живот без отпора угњетених и национално поробљених маса. Али грозничавије и ужурбаније него на свим пословима, диктатура ради и склапа споразум са Ротшилдовом банкарском кућом за закључење зајма од 13 и пол. милијарди за финансијску стабилизацију државе и инвестиције. Представник Ротшилда, Портерс, бавио се дуго у Београду, а сада министар трговине и индустрије Мажура нић путује у Париз и Лондон за завршење преговора о зајму. Са њиме путује и заступник министра сповних послова Др. Кумануди, који ће имати да истовремено потпише политичко ропство Југославије према енглеско-француском блоку и преда судбину народа Југославије у руке англо-француских империјалиста.

Диктатура ради журно на потпуном предавању народа Југославије у ропство београдским и западно-европским империјалистима. Диктатура ништи све политичке слободе и сва човечанска права грађана свих нација уз пасивно и

кукавичко држање свих грађанских опозиционих партија. Не појављивање отпора маса потхрањује диктатуру и омогућава јој чак да направи зајам у иностранству и исплива из финансијског вртлога, у кому би се морала удавити када би масе устале у своју одбрану.

Вође националног хрватског покрета место да се обрну масама које траже борбу против диктатуре и поведу их у борбу, питају се колико ће трајати диктатура. Они се још баве тумачењем речи из краљеве прокламације, док краљ тирански и немилосрдно гази по леђима хрватског народа. Они се питају какве су краљеве намере и тада када он отворено одговара да ће тирански владати докле год не спроведе цео велико-српски и реакционарни програм и док не обезбеди да се у будуће неће моћи изменити ништа од онога што данашњи режим створи.

Доста је било ћутања и чекања, хрватски народе! Час је борбе дошао и он се не сме пропустити. Од вас хрватских, тиранском београдске диктатуре задављених сиромашних сељака и ситних људи, од народних маса осталих потлачених нација зависи опстанак диктатуре. Ваша удружена борба сломиће и данашњу диктатуру Београда, као што је сломила и досадашње. Час борбе је куднуо! Не чекајте ни једнога дана више! Београдска диктатура ради против ваших права и слобода. Покажите београдској диктатури да и ви радите, и да сте и стању дати све за своју националну слободу и човечанска права. Ко није способен данас пролити крв своју за слободу, тај слободе није ни достојан!

Н. Матијевић

Београд

FEDERAȚIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Liberalii au dreptate...

Vor fi trei luni peste câteva zile, de când național-tărăniștii se află în capul treburilor țării. »Revoluția« așteptată nu s'a prezentat: nici amnistie, nici chemarea la răspundere a celor vinovați de ilegalitățile comise sub »regimul celălalt«, nici desființarea jandarmeriei și a siguranței... Prietenii guvernului actual răspund: »Ce vreți, sunt numai trei luni! Dați-ne răgaz și-o să vedeți!« Ori, dacă pentru a arăta ce poate să facă *mai bine*, guvernului i s'ar putea acorda de către naivi un oarecare credit, se pune chestiunea: cum se face că aceleași trei luni i-au fost suficiente aceluiaș guvern pentru a arăta ce poate să facă *mai rău* decât predecesorii săi dela cârmă.

Și într'adevăr, dela venirea național-tărăniștilor situația economică, financiară și socială a mers tot mai la vale. Deficitul bugetului nu a scăzut, ci dimpotrivă a crescut. Era de circa 6 miliarde lei la capătul guvernării liberale, el este astăzi socotit la circa 10 miliarde lei (»Dimineața« din 4 Ianuarie a. c.). Leul a început să se clatine iarăși amenințător. Scumpetea a crescut la alimente, de primă necesitate cu 25% (vezi alarma pe care o sună toate ziarele în primele zile ale anului acestuia). Și așa mai departe. Și aceste *fapte* nu sunt întâmplătoare, ele stau pe linia politiceii guvernului național-tărănișt. Noul buget prevede o criștere a impozitelor indirecte și aceluși global (între care în primul rând se numără cel pe salarii), de câteva miliarde, — de aici și creșterea scumpetei. Pedeațăparte guvernul a anunțat la discuția bugetului cel nou o »raționalizare« a aparatului statului prin reducerea numărului funcționarilor.

Așadar asanarea financiară merge și sub național-tărăniști, ca și sub liberali, pe spinarea muncitorilor, a funcționarilor, a țărănilor — a micului contribuabil în general. »Așa schimbare, spun liberalii, puteam face și noi!« Și au dreptate, sporirea impozitelor pe spinarea celor mulți, concedierea funcționarilor și aruncarea lor pe drumuri muritori de foame, acestea erau doar mijloacele preconizate de liberali pentru învingerea crizei, și împotriva lor duceau național-tărăniștii în opoziție campanie. Ajuși la guvern ei recurg însă tocmai la metodele, pe care erii le condamnaseră.

Iată de-o pildă și chestiunea jandarmeriei. În opoziție cu național-tărăniștii, făgăduiau — demagogie demascată la timp

de către cei cunoscători ai situației reale politice din România — desființarea ei. Și acuma? Guvernul a instituit o comisiune pentru »studierea reorganizării« ei. Și în ce trebuie să constea această reorganizare? În reducerea numărului jandarmeriei, însă sub condiția ridicării calității lor. În reducerea numărului actual al posturilor, dar sporindu-se numărul de jandarmi dela fiecare post și ridicându-se nivelul mijloacelor tehnice (armament, mitraliere, gaze, cai și motociclete, etc.). Spiritul »reformei« jandarmeriei reese în chip caracteristic din propunerea făcută de către un membru al comisiunii, că »să se schimbe *numele* jandarmeriei«, pentru că »numele de jandarm este prea compromis în ochii masselor țărănești«...

Această propunere nu este caracteristică numai pentru »reforma« jandarmeriei, ci pentru întreaga »schimbare de regim«: o schimbare de firmă, o schimbare de nume, o schimbare de decor — pentru a face mai puțin odioasă stăpânirea capitaliștilor, ciocoilor și bancherilor.

Dealminteri nici financiarii străini, cari au fost regisorii schimbării de guvern, nu par convinși de durabilitatea operii lor. Imprumuturile promise întârzie. Bancherii, cari au văzut unde a dus regimul brătienist și i-au refuzat deaceia banii de care avea nevoie, așteaptă să vadă încotro va duce regimul »cel nou« național-tărănișt. Va izbuti el să neutralizeze, să domesticească ridicarea masselor, să echilibreze finanțele statului, să creeze condițiile favorabile pentru stabilizarea exploatareii capitaliste și pentru pregătirea războiului contra Uniunii Sovietice? Atunci guvernul național-tărănișt se va putea bucura și de sprijinul sunător al imperialiștilor — dar numai atunci. Alminteri, dacă guvernul domnului Maniu nu se va arăta capabil să îndrumeze această operă capitalistă și imperialistă, el nu va avea o soartă mai bună decât a avut-o predecesorul său.

Și guvernul domnului Maniu își dă toată silința să dovedească finanței imperialiste, că merită încrederea și sprijinul ei. Nu numai continuând politica financiară și economică capitalistă, nu numai sporind impozitele, concediind funcționari, »modernizând« dar întărindu-le, jandarmeria și poliția, dar înăsprind regimul de prigonire împotriva mișcării muncitorești și împotriva tendințelor radicale ale țărănimii. Spunând aceasta noi ne dăm seama, că vom fi întâmpinați cu scepticism de către opinia publică, mai ales din străinătate. Și totuși *faptele* sunt de partea noastră. Consiliile de război continuă a trimite la ocnă zeci de muncitori și intelectuali pentru delict

politice (chiar în timpul alegerilor »libere« au fost împărțiți la procesul din Galați 88 de ani de temniță, 334.000 de lei amendă și zeci de ani de interdicție politică și civilă; iar în ultimele zile ale lui Decembrie pedeapsa lui Ștefanoff de opt ani temniță, plus trei ani prevenție, a fost confirmată de către Casație). Iar acolo unde consiliile de război nu pot interveni, sunt puși în mișcare judecătorii civili: la București, la Galați, la Constanța, la Brăila, la Siliștră, la Sibiu, la Oradia, la Turnu-Severin conducători ai Blocului Muncitoresc-Tărănesc și ai Sindicatelor Unitare sunt dați în judecată pentru activitatea lor electorală, iar la Chișinău toți conducătorii sindicatelor au fost arestați »pentru activitate periculoasă statului«.

Acolo unde nici justiția civilă nu poate interveni, guvernul recurge la metode extra-statale: organizează din mijocul drojdiei sociale atacuri »spontane« contra organizațiilor muncitorești, ca de pildă în Valea Jiului, în Cadrilater și în alte părți. Trebuie să mărturisim însă, că guvernul se bucură aici de sprijinul social-democraților, cari în loc de a se ridica împotriva metodelor guvernului, acuză și atăută contra . . . muncitorilor de avant-gardă pentru că ei ar fi »punând bețe în roate guvernului democratic«.

În realitate ceea ce silește guvernul național-tărănist să continue regimul de prigoană contra mișcării muncitorești și contra țărănimii radicale, este faptul că baza și popularitatea lui începe să se topească ca bulgărele de zăpadă la razele soarelui. Satele încep să se dezmeticească: revoltele ne stau dovadă. Iată de pildă una tipică: Moții din Albac, Vidra, Avram Iancu și Lăzești au alungat pe preceptori și pe reprezentanții administrației locale; guvernul a luat »măsuri pentru garantarea ordinii«. La fel se întâmplă și în celalalte părți ale țării. Iar la orașe lucrurile merg și mai repede în acelaș senz. La Chișinău, cu prilejul înmormântării unui conducător al muncitorimii locale asasinat de către agenți ai patronilor,

au demonstrat 6000 de muncitori, — demonstrație cum Chișinău nu a mai văzut dela zilele de revoluție din 1917.

Această nemulțumire și radicalizare a masselor largi este confirmată indirect și de frământările din sânul național-tărăniștilor înșiși. Între diferitele fracțiuni din sânul Partidului Național-Tărănesc a început o luptă surdă: deoparte reprezentanții păturilor capitaliste și moșierești, dealta reprezentanții păturilor mic-burgheze dela orașe și sate. Sunt primele semne ale descompunerii miș-mașului național-tărănist. Deputații basarabeni s-au și constituit într-o fracțiune parlamentară separată, și pe chestiunea reformei administrative par pe cale să intre în opoziție față de guvern. Se mai spune deasemenea, că nici între tendința reprezentată în guvern de d. Mihalache și cea reprezentată mai ales de naționaliștii domnilor Maniu-Vaida nu domnește casă bună: cei din urmă precezenizează o politică consecventă croită pe măsura capitaliștilor autohtoni și imperialiști și a moșierilor, pe când cel dintâi una croită pe măsura chiaburimii. Așa sau alminteri, fapt este că divorțul dintre guvern și mase deoparte, disensiunile între național-tărăniști înșiși pedealta face guvernarea actuală foarte nesigură și împinge guvernul Maniu tot înainte pe calea unui regim de prigoană și reacțiune.

Liberalii »au dreptate«: ceea ce vedem sub noul guvern, am văzut-o și sub guvernul trecut. Liberalii însă trag încheerea, că schimbarea a fost inutilă și că ei trebuie să se pregătească a reveni la guvern. Poporul muncitor însă trage dimpotrivă încheerea, că nici un guvern liberal și nici un guvern național-tărănist, ci unul al muncitorilor și țărănilor este acela, care va putea aduce o schimbare reală a regimului sub care continuă a geme România: asanarea economică a țării pe spinarea bancherilor, ciocoilor și speculanților, împiedicarea războiului, garantarea păcii și, cheazășuirea unui regim social în interesul masselor largi muncitoare.

I. Mateescu

Scurtă privire istorică asupra dezvoltării mișcării naționale croate

Primii dascăli ai poporului croat încep să se grupeze, după revoluția mare franceză, în jurul Liudevit Gai și Ianco Drașcovi, cari pun ideeei liberatoare o bază slavă mai largă, întrebunțând numirea de »Ilirica«, sub care trebuiau să se unească toate popoarele balcanice. Mișcarea »ilirică« întâlni rezistență la aproape toți sârbii, cari nu se entuziasmau decât pentru numele de »sârbii«. Din această pricină illirismul și panserbismul nu întârziază a se ciocni.

Aceasta provocă reacțiunea lui Ante Starcevi, care începu să trezească conștiința națională croată cerând ca »toate triburile sud-slave să se alătore Croației«. Starcevi nega chiar și existența numelui de »sârbii« și declara, pe temeiul deducțiilor sale istorice, că acest nume nu existase niciodată în istorie. De partea lor sârbii se sileau să dovedească inexistența numelui de »croat«. În chipul acesta, ideea pansârbă și ideea pancroată propagau deopotrivă »unitatea națională«, dar deosebiri arătate despărteau popoarele în două tabere ostile.

Perioada illirismului lui sfârșit cam pe la 1848, când croații și sârbii, uniți sub banul Ielacici, se ridicară împotriva ungarilor contribuind astfel la înăbușirea revoluției ungare. (La fel cu mișcarea lui Avram Iancu în Transilvania. N. Tr.)

Lupta revoluționară pentru Croația independentă

După 1848, după ce Austria inaugurează absolutismul în Croația — centralismul germanic — unul din tovarășii lui Starcevi, Eugen Kvaternik, pleacă în străinătate pentru a căuta pe lângă naționaliștii italieni, revoluționarii polonezi și Napoleon al III-lea un sprijin pentru mișcarea croată având ca țel separarea Croației de monarhia austriacă.

Bătută la Solferino, Austria devine mai tolerantă față de naționalitățile care populau țara, și în 1861 se convoacă Dieta croată. Starcevi și Kvaternik întemeiază »Partidul Dreptului«, care revendică independența deplină a Croației. Dieta întreagă apără punctul de vedere al necesității unui stat croat complet independent, care să se unească eventual printr-o legătură federativă cu Austria și Ungaria. Din pricina acestei atitudinii Dieta croată fu dizolvată.

Kvaternic trebui să se refugieze din nou în străinătate, unde el continuă acțiunea sa. El ceru lui Cavour arme și bani pentru o răscoală.

Cu toate că fiind în acelaș partid, Starcevi și Kvaternik nu aveau aceleași convingeri: Kvaternik era un revoluționar convins, pe când Starcevi era legitimist. Deaceia Kvaternik se despărți de Starcevi și duse o acțiune deosebită.

În 1871 el reuși să răscole așa zisul Teritoriu Militar Croat împotriva Austriei. La Rakovița el constituî un guvern croat, dar armata austriacă izbuti să zdrobească în răsculați la 11 Octombrie 1871. Una din pricinile acestei înfrângerii fusese nevenirea ajutorului, pe cari beyi bosniaci îl promisese în surgenților. Insurecția croată fu înăbușită în sânge și Kvaternik și tovarășul său, Vekoslav Bach, fură executați.

Manevre pentru impunerea unui compromis

După înfrângerea dela Königgrätz în 1866 Austria consideră ca necesar să se pună de-acord cu ungarii, națiunea cea mai importantă din monarhie în acel timp. Astfel se ajunse la crearea acordului austro-ungar și la constituirea monarhiei pe bază dualistă. Ungurii, simțind că nu vor putea opri complet rezistența croaților, le propuseră prin mijlocirea lui Frano Deak un compromis pe baza unei uniri reale mai strânse. Ideea compromisului consta în aceea, că Croația urma să obțină o legislativă autonomă și o executivă autonomă pentru afacerile lăuntrice, pentru învățământ, justiție, igienă și economie națională. Celelalte resorturi trebuiau să fie comune, dar întrebunțarea oficială a limbii croate pe întreg teritoriul Croației Autonome era garantat. După aceea croații nu alegeau deputați în Dieta ungară, ci era Dieta croată aceea care trimitea delegați la Budapesta. În resortul Războiului, numit de Apărarea Națională, croații primeau armata lor aparte cu întrebunțarea limbii croate. Raporturile financiare urmau să fie regulate precum urmează: 44% din toate veniturile croate sunt reținute de către Croația și 56% din ele sunt afectate afacerilor comune, adică pentru finanțe, poștă, comunicații, afacerile externe și armată. Comerțul și industria fac parte din finanțe.

Croații nu vrură să accepte un asemenea compromis, dar el fu impus în chip artificial prin intermediul unei Diete alcătuite de către banul Leon Rauch. Dieta aceasta ratifică în 1868 compromisul cu Ungaria. Partidul Dreptului al lui Starcevi rămase mai departe pe baza negării complete, revendicând, pe motivul legitimității istorice, Statul Independent Croat. Pedealtăparte fu întemeiat în Dieta croată un »Partid al Poporului«, care recunoștea compromisul ca fapt îndeplinit imposibil de abolit și de ignorat, și încerca să capete puterea în Croația pentru a lărgi pe cale legală și după posibilități drepturile croaților. Partidul Poporului înfățișa un curent de pur oportunism național, cu tendința de a face să fie alăturat și Teritoriul Militar Croației.

Ungurii se străduiră între timp să mărginească pe cât

صوكره دأما جبر و تضيق آلتنده باشامش و باغماكرلك ظلم و اشكجهلى آلتنده ازیلشدن. بو آلم وضعيتك كويا اصلاحيچون شمدى به قدر توركيا ايله يونانستان آراستنده دوام ايدن مذاكرات نتيجه سز قالمشدر. چونكه مقصد مظلوم تورك اهاليك حقوقى آرامق ذكل هر ايكي حكومت كندى منافعلربنى تأمين ايتمكدن. مظلوم اقليتلك حقوق اورته ده بر بهانه اولدى. اورته ده اويتايان رول ديپلوماسى بازارلقلى دالاوه رالردن. باشقه بر شى دكل بو احوال قارشوسنده قورناز، تلكى وه نه زولوس كندى وضعيتى كوزل تعين و تثبيت ايتمشدر. او، بولايىق صوده بالىق اولار. يونان مطبوعاتى بو ايكي دولت آره سنده موجود مسائلك عدم حلى؛ صرف تراكييا تركلرينك قباحترى يوزندن در ديورلر. بو زوالى اهاليك قباحق نه در؟ كندى حقوق و مطالباتى آرامق بو يولده مجادله ايتمك نيچون قباحق اولسون؟ تراكييا توركلرينك كندى دينى، مىلى دعوالرينك استحصالى يوزندن توركيا ايله يونان حكومتلرينك آرارلى بولنه ميورمش. يونان مطبوعاتك بويانغارلرينى هانكى ارباب حق و وجدان ديكله به بيلير؟ بر ملت مظلومه كندى حقوق سياسيه و مليه سنك استردادى كورمدكجه حرتى استحصال و اعاده ايدلمدكجه بو ايكي دولت آراستنده كى اكلاشمه نك نه قيمتى اولاييلير؟ ايشته مختلط قوميسيون تكرار كولمجنه به كيلور. قوميسيونك اطرافنده يونان پوليس مأمورلرله بولنزه آلت اولان توركيا فراريلرى پارا مقابلنده بيكلرجه تزويرات و افسادانده بولنه جقلردن. بز تراكييا ملت معصومه و مظلومه سى اطرافنده بولنه آلتلرله ايش كورمك ايسته يان بر قوميسيوندن بر فائده بلكه ميورسز. بو ملت ياييله حق بو سوي قصده قوميسيون بر شاهد وضعيتنده بولنه جقدر. بشقه بر شى دكل. مختلط قوميسيون شايد غربى تراكييا توركلرينك يونان مأمورلرله، توركيا فراريلرينك فساداتى قارشوسنده نه وضعيتنده اولدقلربنى اكلامق ايستلرله قارشولرنده بيكلرجه آچىق، عريان حفسزلقلر واردر. ايشته يونان تزويراتك، يونان شوون مأمورلرينك ارتكاب ايتدكلرى يكي بر فاجعه مى صحنه. . . اوده كيرججيلر مكته در. بو مكته غربى تراكييا توركلرينك يكانه بر اميد عرفايدن. كندى فقرالقلرله برابر لقمه لرندن آيرارق بو مكته ادامه ايتمكدن ايديلر. يونان شوون مأمورلرله تورك فراريلرى يكي تورك حروفاتى وسيله ايدرك بو مكته فساد قوندقلربنى آتديلر. معللربنى عزل ايتديديلر. خلاف قانون و صلاحيت مكته اسكجه معارف قوميسيونه ربط ايدرك سقوطه محكوم ايتديلر. بو مكته ياييلان سؤ قصد تراكييا ملت مظلومه سنك حقوق مليه و سياسه قارشى اك بو بو ك تجاوزدر.

ايشته بر ايكنجى يكي ظلم: يونان حكومتى كندى انتريقه لرنه آلت اولان وطنسز، خائن فراريلره معاش باغلامق ايچون تراكييا ملت مظلومه سندن جبرا يارم مليون دراخمى تحصيل ايتمك قالمشدر. بو هانكى عدالتدر؟ بوكا قوميسيون نه دى به بيله جكدن؟ مختلف قوميسيون هيئت آراستنده بي طرف وجدانلى آدملر يوق ذكل، يونان حكومتك اشقيا چته لرى كى تراكييا اهاليه سئ صالحيردقلرى مأمورلرى تورك فراريلرينك معسدت تشكيلاته قارشى كوز بونمايه جقلربنى اميد ايدهرز.

حكمت
كولمجنه

اولان او قانون اساسى قرال آلكساندر ناصل ييرتدى. و قانون اساسى يرينه علكساندر قائم اوليور. اونك هر سوزى قانون عد اولنه جقدر ديور. اسقويشتنانك قپاناسنى متعاقب علكساندر ك نشر ايتديكى يرى، يرى اوچ ماده لك قانونك بر قاچ ماده سنى نمونه اولارق او قويالم كه بوكون يوغوسلاويادكى ملتلك نه بيوك فلاكت آلتنده ايكله مكده اولديغى آكلايه لم: ماده ۱ صرب، سلوون، قروآت قراللى بر سلطنت اريته در. ماده ۲ قرال تكميل ملكتك يكانه حاكميدر، قانون ياپار تكميل مامورلرى عزل و تعين ايدر. اوردونك باش قوماندانيدر. باظرلر، قراه قارشى مستولدر (ملته دكل قراه قارشى صداقت). ايشته كوريلور كه يوغوسلاويا حكومتى بوكون رسماً بر عسكرى چته سى صفتيله كندى اورته به آتيور. و بو آواره وضعيتى بيوك آروپا نه مهرباليست حكومتلرى آلتشلايور. باشده فرانسه، او فرانسه كه ملتته بر قانون اساسى بخش ايديه بيلك، ايچون يوزيكلرجه كشى كيويتنه ايتمشدر قرالربنى خانانلرله برابر باقش يقمشدر. بتون عالمه حریت مليه درسلىرى و يرن فرانسه بالقانده اون اوچ مليونلق جامعه نك اعدام قرايى و يرن بر علكساندر چته سى آلتشلايور. قوجه بيوك فرانسه ملتى غالباً سنك ده باشنده كيلر بر علكساندر در. يوخسه سن حر اولسه ك بولنه چته لك حاميسى اولمازدك. سنك اكك لقمه كى بو چته لك سفاهت ايچون فدا ايتمزدك. . .

يوغوسلاويا حكومتى دنيلن علكساندر چته سنك اسارتى آلتنه كيرن قروآت، سلوون، قره طاغ، مكدونيا، قوصوه الخ ملتلى. . . سزك آرتق رسماً او جامعه آلتنده حق حياتكز قالمامشدر. مقدراتكز غير مشروع بر قانونى چته نك يد انصافنه ترك اولمشدر. آرتق قانون اساسيكر يوقدر. آرتق ملت وكيلريكز يوقدر. باشكزده كى يابانى ژاندرمه سزك غير مسئول جلا نكزدر. جلات سزى بلا حاكمه آصار، كسر. اوكا هيچ بر مسؤليت ترتيب ايتمز. چونكه او علكساندر چته سنده مخلقدر. سزلى اى بد بخت ملتلى ال آله و برمن تكميل كويلى معصوم طبقه ايله آكلاشماز برلشمزسه كز فلاكتكز دائمى در. سزك ايچون يكانه چاره دوغريدن دوغرى به سونكو آلتنده بولنان كويلى عمله طبقه سيله برلشوب بو اسارت زنجيرى قيرمقدر.

پارس

شار

تراكيادن بر مکتوب

غربى تراكياده كى تورك اقليت طبقه سنك وضعيت وخيمه سى افكار عموميه يى بو مهم مسئله حقتده اراضه مناقشات ياقمده ايسده نتيجه نهايت بر سكوتله بر هيچ ايله ساحه اهماله آتيلقه در. غربى تراكيادكى تورك اقليت عنصرى مىلى، اقتصادى، سياسى ساحلرنده تاممله نه زيلش محكوم و مأيوس بر عنصردر. استقبالنن تاممله نوميد و لرزاندر. غربى تراكياده بو وضعيتى كورن زنكين اويايىق طبقه هرفرصدن استفاده ايدرك ترك وطن ايتمكدن در.

چونكه ملكنده امنيت و اسايش يوقدر. هيچ كيمسه نه حالندن و نه ده جانندن اميندر. بو بد بخت ملكت يونان اداره سندن قورطولديقن

se putea drepturile croaților izvorând din compromis și să introducă în afacerile croate limba ungară. Din pricina acestei politici de violentă, Partidul deveni și dânsul opoziționist.

In 1883 izbucnește o răscoală, ce fu înăbușită. În Croația fu declarată starea de asediu cu generalul Romberg ca comisar.

O perioadă de represiune și de stagnație

După aceasta fu trimis în Croația ca ban contele Khuen Hedervary, care inaugură pe lângă o represiune sistematică, o așa geometrie electorală și un asemenea sistem electoral, încât guvernul putu de-acuma înainte să conțeze totdeauna pe o majoritate sigură.

»Censul electoral era de 60 coroane-aur, așa că aproape toți țărani și toți muncitorii erau complect eliminați dela vot. Din toată populația nu erau așadar decât comercianții, meșteșugarii și o mică parte a țăranimii, țărani bogăți, cari puteau vota. Dintre intelectualii independenți aveau drept de

vot numai aceia, cari posedau doctoratul unei facultăți. Pe de altă parte funcționarii de stat fără excepție aveau dreptul de vot — chiar dacă nu făcuseră decât patru clase primare.

Pedeasupra, Khuen realizase o asemenea geometrie electorală, încât dintr'o circumscripție favorabilă guvernului el făcu patru, iar circumscripțiile opoziționiste fură contopite patru într'una singură. Așa, de pildă, circumscripția Srb. poseda în totul 74 de alegători, cari aveau dreptul la un deputat, și dintre ei 42 erau funcționari de stat. Pe de altă parte circumscripția Ludberg avea 6000 de alegători, cari toți nu aveau dreptul decât la un singur deputat. Pedeasupra, alege-rile erau publice, pe față.

Khuen reuși astfel să se mențină în Croația timp de douăzeci de ani. Și asta cu atât mai ușor, cu cât toți sârbii din Croația — din pricina certe cu opoziția croată, care nega serbismul — mergeau complectamente cu Khuen.

(Va urma)

R. Iurișic

بalkan فدراسیونی

هر اون نشر كوده انتشار ادر
بalkan اقلیتلرینك ومظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر
بالعموم balkan لسانلرنده باریلقمده در

یوغوسلاویا صربیه حکومتی

قوماندانی كویك مواشی و حیواناتی جوار قصه لده صاتاق اوزره یاغما توزیعاتی یاپوردی. ایشته صرب بیاض نهلی اداره سنك عالم مدنیته قارشى حق و قانون نامنه ویردیكى كفاتلك صحنه فاجعه سی بودر. بیاض نهلك رئیسی اولان قرال آلکساندر ك ضانی التنده بولنان بر قانون اساسی نك آنجا ق بو قدر قوه تامینه سی اولایلر. انتخاباتی سونكو ایله تأمین ایشك مخالف مبعوثلری مجلس اورته سنده یره سرمك، قوصوده، ماکدونیا، قره طاغده، بانانده اقلیتلری دكل طانیق، فقط اونلر كندی لسانلریله قونوشمهلری ییله صرب بیاض نهلی قانون اساسینده منع ایدلشدر. بر ملیونه قریب قوصوه آرناؤدینك مکتبلری یوقدر. نفوس قیدلری اسلامدر. قوصوه ولایتی اسکی صربیه نامیله رسماً مقیددر. حق طلب ایدنه همین صرب ژاندرمه سی یتشیر. بو ژاندرمه بیاض نهله مخلفدر، یمیلدر. امرلری حکومتدن آتماز دوغریدن دوغریوه كندی قومیتیه سی شعبه سندن آلیر و اجرا آتدن غیر مسؤلدر. ایشته علكساندر قانون اساسی، علكساندر حکومتی.

بره كت ویرسون قروآت كویلی پارتیسه بو مبارك كویلی پارتیسی بش آتی آیدنبرى یاپدیغی مشروع، قانونی مجادله سیله نهایت علكساندر ك یوزنده كی ماسكینی آتدیردی. بوتون عالم سیاسته بو حكومتك نه اولدیغی، نه قابلیتده بولدیغی میدان چیقارتدی. باقكر یوغوسلاویا حكومتی میدانه كیتره، و تكمیل او ملترك بربریه قارشى متسللاً كفاتل سندی دیمك

صرب قرالی آلکساندر نهایت ماسكینی یوزندن آتدی. و یوغوسلاویا دینلن ساخته وحدته، وحدت حكومته خاتمه ویردی. پارلامنتوی قاپاتدی. قانون اساسی یییرتدی. سیاسی فرقه لری العا ایتدی اداره حكومتی كندی محافظی اولان سرای قوماندانی ژیوو قویچه تودیع ایتدی. ایشته صرب بیاض آلی اداره سنك كوستره جکی حكومت ایچنده یاشایان اون اوچ ملیونه قریب ملترك رفاه سعادتلری حق حیات سیاسی لری بر قانون اساسی ایله ملترك انتخاب ایتدكلى مبعوثلریله تكفل ایتمشدی. بولر هپ آروپا نه مپریالیست حكومتلرینك انترقه لری ایدی. یوغوسلاویا ده كی ملترك هیچ برینك حق حیاتلری حقوق مدنیه و احتیاجات ملیه لری تأمین ایدلمش دكلى. هر نه وقت ملت مجلسنده بر حقدن بر قانوندن بحث ایدلمش ایسه صرب بیاض نهلی، صرب شووهن قلیقی حق و قانون نامنه وورشوله جواب ویرمشدر. یوغوسلاویا جامعه سی آلتنده یاشایان ملترك اك منور عد اولنان قروآت لر تشریعی، قانونی اصوللرله علكساندر قلیقی یوله كیترمه نه قدر چالیشدیلر، نه قدر صبر ایتدیلر، نهایت بیاض نهلی قروآت كویلسینك محترم باباسی سته فان رادیچی یره سردی. بو شووهن صرب قومته سی بو اون سنه ظرفنده نه قانون طانیدی و نه ده وجدان. . . قوصوده كی آرناؤد كویلری کون اورته سی طولرله یاقدی. چولوق چوجوق آتش یابیلملری ایچنده فریاد ایدرکن صرب بیاض نهلی

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2381—2391)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:
Augustin Habaru — Ibrahim

La Rédaction: L'Europe progressive contre l'ORIM fasciste et contre le gouvernement militaire bulgare

P. Louis: La Quinzaine Internationale

P. Davila: L'Italie fasciste et le coup d'Etat d'Alexandre

N. Matijevitch: La dictature "travail"

Pelistersky: La Macédoine et la dictature des Karagueorguévitch

J. Bouquet: La démission du général-bourreau de Sofia

D. Iwanoff: Grève générale de faim des prisonniers politiques en Bulgarie

Dobroudjansky: Un parti des minorités bulgares en Roumanie

I. Mateescu: Non pas "auto-administration", mais "auto-détermination" pour la Bessarabie

Un grand meeting à Paris pour la défense des minorités nationales opprimées

Texte allemand (pages 2391—2397)

Die Redaktion: Das fortschrittliche Europa gegen die faschistische ORIM und gegen die bulgarische Militärregierung

N. Matijevitch: Die Diktatur "Arbeit"

K. Ivačić: Die historische Wendung in Jugoslawien

Meltingos: Der Venizelismus an der Arbeit

Texte bulgare (pages 2387—2401)

Редакцията: Прогресивна Европа против фашистката ВМРО и българското военно правителство

Пол Луи: Двуседмичен международен преглед
Г Аргов: Протестния шум в Германия против белия терор и фашизма в България
Пелистерски: Македония и диктатурата на Карагеоргиевич

Texte albanais (page 2402)

L. K.: Reforma agrare në Shqipëri

Texte croate (page 2403)

K. Ivačić: Historijski obrat u Jugoslaviji

Texte serbe (pages 2404—2405)

H. Матијевић: Диктатура «ради»

Texte roumain (pages 2405—2407)

I. Mateescu: Libertatii au dreptate...

R. Iurişic: Scurtă privire istorică asupra dezvoltării mişcării naţionale croate-1

Texte turc (pages 2407—2408)

Şar: یوغوسلاویا صربیه حکومتی

حكمت: تراکیادن بر مکتوب